









## AFRIQUE

## PROCHE-ORIENT

### Afrique du Sud

#### Peugeot dans un Bantoustane

De notre correspondante

Johannesburg. — Petits jours, diacrons et boisons fraîches. Une usine est inaugurée. L'événement avait peu d'intérêt s'il ne se passait au Bantoustane, l'un des huit Bantoustans qui, après la Transvaal, en octobre, est destiné à accéder à l'indépendance le 6 décembre.

Peugeot-Cycle, autrefois installée dans la banlieue de Johannesburg, vient de déménager pour Bantoleng, nouvelle zone industrielle créée dans l'une des six parcelles de territoire situées dans le nord de l'Afrique du Sud et qui forment le Bantoustane.

Selon son directeur, M. Bauman, Peugeot-Cycle cherchait à s'agrandir, mais le terrain coûtait beaucoup trop cher dans la cité de l'or. Il fut séduit par les propositions de la Bantu Investment Corporation, rebaptisée depuis semaine semaine Economic Development Corporation (le mot Bantu neurtant les Africains, a expliqué son président), organisme para-gouvernemental chargé de trouver des investisseurs pour les «homeland».

L'E.D.C. garantit l'infrastructure indispensable et offre les locaux aux entreprises, qui bénéficient d'un

système d'imposition avantageux. En outre, les salaires accordés aux ouvriers dans les Bantoustans sont substantiellement plus bas, et on comprend pourquoi quatre-vingt sociétés sud-africaines et étrangères ont déjà ouvert leurs portes (il devrait y en avoir cent avant la fin de l'année) dans cette zone industrielle créée de toutes pièces en 1970.

Entre Johannesburg et Bantoleng, les salaires de Peugeot-Cycle ont eux aussi diminué, d'environ un tiers, nous a expliqué le directeur, sans bien sûr pour une vingtaine d'employés qui ont suivi l'usine.

L'entreprise, qui fabrique 25 000 bicyclettes par an, dispose d'un dispensaire et d'une piscine pour ses employés.

Tout que le Chef Lucas Mangope restera premier ministre du Bantoustane-Suana, les directeurs des entreprises de Bantoleng pourront dormir tranquilles. Celui-ci, inaugurant mardi 3 avril Peugeot-Cycle, a en effet déclaré : «La nationalisation de l'industrie n'est pas une menace pour la politique de mon gouvernement. Au contraire, il garantit la libre entreprise sur la base d'une économie intégrée après l'indépendance.» — C. C.

### A Maputo

#### M. Waldheim présidera le 16 mai la séance inaugurale de la conférence sur l'aide aux mouvements de libération

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — Le représentant permanent de la Tanzanie et président du comité spécial pour la décolonisation, M. Waldheim, a annoncé le mardi 2 mai, que M. Waldheim présidera la séance inaugurale de la conférence de Maputo (Mozambique) qui se réunira du 16 au 21 mai, et qu'un certain nombre de personnalités, parmi lesquelles M. Olof Palme, ancien premier ministre de Suède, et M. Willem Bleck, secrétaire général de l'O.U.A., y prendront part.

La parole la majorité des pays membres du Conseil de sécurité, dont les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, participeront aux travaux de la conférence.

Les mouvements de libération d'Afrique australe seront également représentés. Le but de cette réunion est de mobiliser l'opinion mondiale en faveur de la lutte contre les régimes minoritaires et d'engager un dialogue entre les représentants de l'O.N.U. et les dirigeants des mouvements de libération. « Pour l'essentiel », dit M. Waldheim, « il s'agit d'une conférence de consultation du soutien aux mouvements de libération. » Elle recommandera que des me-

### Sénégal

LA VISITE DU PRESIDENT SENEGAL A BONN. — Le Sénégal et la République fédérale allemande ont signé mardi 3 mai un accord sur termes égaux. Bonn va accorder à Dakar une aide financière de 45 millions de marks et une aide technique de 5 millions de marks pour les années 1977 et 1978. Cette signature intervient au lendemain de l'arrivée à Bonn du président Senghor pour une visite officielle d'une semaine. — (Euter.)

LOUIS WIZNITZER.

### Tunisie

#### La ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme va être officiellement autorisée

De notre correspondant

Tunis. — La conférence nationale sur les libertés publiques, annoncée dans un appel signé par cent soixante-huit intellectuels et cadres (le Monde du 15 avril), se tiendra le 10 juin à Tunis.

Le comité provisoire chargé de préparer la conférence ainsi que la création d'un conseil national chargé de veiller au respect des droits de l'homme et du citoyen a, annoncé, le mardi 3 mai, que l'un de ses membres, M. Fassi Ben Ammar, ancien ministre de la défense nationale, avait quitté Tunis le 27 avril à la tête d'une délégation pour se rendre en Europe et aux Etats-Unis afin de prendre contact avec les organismes intéressés et des personnalités amies de la Tunisie pour les inviter à assister à la conférence à titre d'observateurs.

L'appel des 168, qui contiendrait à circuler dans les milieux intellectuels en vue de constituer d'autres signataires, s'élève principalement contre « une limitation des libertés publiques » et « des atteintes aux droits fondamentaux de l'homme et du citoyen ».

et du citoyen ». Il reprochait au gouvernement son « refus injustifié » du visa nécessaire à l'existence légale d'une ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme, dont les promoteurs signataires de l'appel des 168 avaient déposé les statuts le 31 mai 1976. Or, le ministre de l'Intérieur, M. Tahar Belkhouja, a fait savoir, le lundi 2 mai, que cette ligue allait être officiellement autorisée.

Le cour d'appel de Tunis a réduit le 3 mai les peines des lycéens de Jendouba (nord-ouest de la Tunisie) qui avaient été condamnés en première instance le 27 janvier, à la suite d'une manifestation dans leur établissement pour protester contre l'augmentation des prix de pension (le Monde du 25 janvier). Les condamnations à deux ans de prison prononcées à l'encontre des vingt lycéens ont été pour la plupart ramenées à un an, six mois ou six mois avec sursis. Deux acquittements ont été prononcés. — (Corresp.)

### Zaire

#### Les troupes angolaises et cubaines seraient renforcées dans la zone frontalière

Après que le gouvernement de Kinshasa ait proposé que la frontière entre le Zaire et l'Angola soit fermée, les troupes angolaises et cubaines stationnées à la frontière saharienne ont été renforcées et placées en état d'alerte.

Selon Politika, « bien qu'une attaque, menée la semaine dernière contre la province angolaise de Cabinda, soit due à des guérilleros opérant sur place et non à des forces sahariennes, l'Angola, l'attaque aurait été « facilement repoussée ».

Alors que les diplomates allemands s'apprêtent à quitter le territoire saharien, comme ils y

ont été invités par les autorités de Kinshasa, certains observateurs n'hésitent pas à dire que celle-ci rompt officiellement avec l'Union soviétique.

Le quotidien Solongo écrivait mardi 3 mai, dans un éditorial : « Cette qui trahit notre amitié seront démantelés et traités en conséquence, comme l'Allemagne de l'Est. » Le journal rappelle que l'Union soviétique et l'Angola ont signé un accord de non-agression le 24 septembre 1976. Cependant, de source diplomatique, on estime que le président Mobutu pèsera soigneusement les conséquences d'une éventuelle rupture avec Moscou avant de prendre une décision — qui pourrait associer trop étroitement au camp occidental. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

### BIBLIOGRAPHIE

#### «Zaire, le pouvoir à la portée du peuple» par Cléophas Kamitatu-Massamba

Ancien compagnon de Lumumba, M. Kamitatu, qui fut ministre de l'Intérieur et des affaires étrangères du Congo, devenu depuis lors Zaire, et condamné à cinq ans de prison après l'accession au pouvoir du général Mobutu, consacre un second ouvrage à son pays.

La Grande Myrtilisation du Congo Kinshasa, paru en mai 1971 aux éditions Maspéro, avait alors été interdit à la vente en France. Aujourd'hui, dirigant du Front socialiste, mouvement d'opposition au régime Mobutu, il souhaite que son livre « serve de prise de conscience pour accélérer le renversement du régime Mobutu ».

A cet effet, il dresse un réquisitoire économique soigneusement chiffré, insistait sur une dégradation qui s'est accentuée depuis 1974, « année fatidique ». Fondée sur les chiffres officiels de la Banque du Zaire, son analyse rapporte la situation désastreuse des finances publiques, les erreurs et les ambitions excessives de l'investissement, « le fléau

national qu'est devenue la corruption à tous les niveaux » et l'empêchement de l'industrialisation. Cette situation, attribuée à une « politique d'immobilité totale dans tous les secteurs sauf celui du maintien au pouvoir », amène M. Kamitatu à une conclusion catégorique : « De cette République je suis l'un des pères fondateurs ; je ne puis déclarer que notre but en la créant n'était pas de la voir tomber à un niveau si bas, qui se rapproche plus du néant que de la faiblesse ».

La seconde partie de l'ouvrage, consacrée à des propositions, contient plus de questions que de réponses, ce qui n'a rien de surprenant eu égard à l'incertitude des problèmes et à la nécessité de trouver un consensus entre des opposants très divers. L'auteur insiste sur la nécessité d'un développement autocentré et d'une maîtrise africaine qui ne soit pas « l'impotisme » éculé par le président Mobutu. — P.-J. F.

### Liban

#### La tâche prioritaire est la lutte contre les projets de partition maronites de l'est des nassériens indépendants

De notre correspondant

Les Mourabitoun (vigilants), miliciens armés du Mouvement des nassériens indépendants, sont surtout connus pour leur participation aux combats des forces de la gauche, aux durs combats de la guerre civile à Beyrouth, notamment dans le secteur des grands hôtels. Depuis le cessez-le-feu de novembre 1976, ils consacrent l'essentiel de leurs activités à l'action politique. Membres du Mouvement national libanais, ils représentent au sein de ce front, groupant les diverses tendances de la gauche, le courant qui se réclame du socialisme nassérien. Bien que musulmans pour la plupart, ils se démarquent de l'idéologie islamique, mais estiment qu'ils ont un rôle spécifique à jouer au sein de la communauté musulmane, dont les chefs traditionnels, affirment-ils, ont déserté à l'heure des combats.

De passage à Paris, M. Samir Sabbagh, vice-président du Mouvement des nassériens indépendants, nous a déclaré que la tâche prioritaire de son groupe était la lutte contre les projets de Front libanais (droite maronite), qui « tendent à démanteler l'Etat libanais, tel qu'il a été depuis sa création, c'est-à-dire un Etat uni, arabe et indépendant, pour installer à sa place un régime fondé sur un système fédéral ou confédéral qui, en fait, servirait de paravent à la partition du pays ».

M. Sabbagh affirme que son mouvement ne désire pas un retour pur et simple à la situation d'avant la guerre civile, « il y a eu trop de sang versé pour que l'on puisse accepter une telle

eventualité. Nous sommes désolés pour un Etat déconfectionné, où les hautes charges seraient réparties suivant les mérites individuels et non l'appartenance religieuse. Nous exigeons une nouvelle Constitution, qui prendrait en considération les changements politiques et économiques intervenus dans le pays au cours des vingt dernières années. De même, des réformes institutionnelles s'imposent, dont celle de la loi électorale, qui fausse la représentation nationale ».

Pour M. Sabbagh, les dirigeants du Front libanais entendent précisément éviter ces réformes, qui menacent les « privilèges maronites », en créant un « Liban chrétien ». Le projet affirme-t-il, constitue un grave danger non seulement pour la gauche, mais également pour l'ensemble de la communauté musulmane.

En ce qui concerne la Syrie, M. Sabbagh estime que, « après ce qui s'est passé », les rapports entre Damas ne peuvent plus être ce qu'ils étaient avant l'intervention syrienne au Liban. Mais des arrangements tactiques peuvent être envisagés ; les Syriens représentent à cet égard le moindre mal par rapport aux dangers que font peser sur l'intégrité du Liban les projets de partition des dirigeants maronites ».

M. Sabbagh considère enfin que le problème de la présence palestinienne au Liban doit être réglé dans le cadre des accords du Caire de 1969, qui prévoient la liberté d'action de la résistance palestinienne à partir du territoire libanais. Il admet cependant que, dans les circonstances actuelles, les opérations de fedayin dans le Sud peuvent mettre en danger la sécurité de l'Etat libanais et suggère que Libanais et Palestiniens se mettent d'accord pour « geler » ces opérations. — J. G.

### En Cisjordanie

#### DEUX ARABES ONT ÉTÉ TUÉS AU COURS DE MANIFESTATIONS CONTRE LA VENUE A NAPLOUSE DU RABBIN KAHANE

Deux Arabes ont été tués, mardi soir 3 mai, dans le petit village de Kabatieh, dans le nord de la Cisjordanie. Cette agglomération était le théâtre, depuis le début de la matinée, de violentes manifestations de solidarité avec les habitants de Naplouse, qui protestent depuis la 26 avril dernier contre la prochaine venue dans leur ville du rabbin Meïr Kahane. Ce dernier, fondateur de la Ligue de défense juive, a affirmé son intention de se rendre vendredi à Naplouse pour y poser la première pierre d'une cité juive, malgré la décision des autorités militaires israéliennes de lui interdire l'accès de toutes les villes de Cisjordanie.

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que la fièvre tombait à Naplouse, où la mort et la chambre de commerce étaient parvenues à convaincre les jeunes lycéens de mettre une sourdine à leurs démonstrations, c'est à Kabatieh, petit village sur la route de Naplouse à Djenine, en Cisjordanie, que de graves incidents ont éclaté mardi 3 mai, entraînant la mort de deux habitants, un garçon de quinze ans et une femme de cinquante-cinq ans.

Le premier incident s'est produit à 11 heures lorsqu'un camion-citerne transportant de l'eau s'est trouvé pris au milieu d'une foule de jeunes manifestants qui ont fait pleuvoir sur le chauffeur un déluge de pierres. Le militaire, après un tir de semence, a dirigé son arme sur les manifestants et a blessé mortellement un garçon de quinze ans.

Quelques heures plus tard, vers 15 heures, au même endroit, alors que de nombreux habitants du village étaient rassemblés pour l'enterrement du garçon, l'appa-

re d'un jeep transportant cinq militaires a déclenché un mouvement spontané de colère. Broussaillant des drapaux palestiniens et scandant des mots d'ordre anti-israéliens, les Arabes ont lancé des pierres sur le jeep, et des cocktails Molotov rudimentaires ont explosé sous les roues du véhicule. Les militaires ont entraîné la mort de deux habitants, un garçon de quinze ans et une femme de cinquante-cinq ans.

Les autorités militaires ont imposé le couvre-feu à Kabatieh et dans les villages environnants et ont annoncé l'arrestation des militaires — dont deux ont été blessés — afin d'établir s'ils étaient vraiment en état de légitime défense lorsqu'ils ont fait usage de leurs armes.

Les maîtres de toute la Cisjordanie, qui rejettent l'entière responsabilité des incidents sur les autorités israéliennes, ont indiqué qu'ils accusent les organisations internationales et les représentants diplomatiques étrangers et dénoncent « les crimes de l'occupant israélien ».

ANDRÉ SCHEMAMA.

## o en Mauritanie

Le chef des affaires étrangères, dénonçant mardi la « politique » de la Mauritanie dans l'opération « Sabre », ministre de la coopération, a déclaré que le rôle de la France dans la Mauritanie est de « ne pas se laisser entraîner par la France et la Mauritanie en une aventure militaire ».

## Le projet d'évacuation des familles avait été rejeté l'an dernier

Le projet d'évacuation des familles avait été rejeté l'an dernier. Le chef des affaires étrangères, dénonçant mardi la « politique » de la Mauritanie dans l'opération « Sabre », ministre de la coopération, a déclaré que le rôle de la France dans la Mauritanie est de « ne pas se laisser entraîner par la France et la Mauritanie en une aventure militaire ».

## Plurriel

une nouvelle série d'ouvrages enfin accessibles au grand public

## Le LIVRE de POCHE

- des rééditions de nouvelles revues augmentées
- PREMIERS TITRES PARUS
- André AMALRIK
  - Raymond ARON
  - Bruno BETTELHEIM
  - Pierre GOUBERT
  - Bernard de JOUVENEL
  - Raymond RUYER
- LE LIVRE DE POCHE



**SIEMENS**

**Aspirateur Siemens.**

**Une force tranquille et silencieuse.**

En vente dans les GRANDS MAGASINS :

AUX TROIS QUARTIERS BAZAR DE L'HÔTEL-DE-VILLE BON MARCHÉ GALERIES LAFAYETTE PRINTEMPS

et chez tous les bons spécialistes de l'électroménager.



# AMÉRIQUES

États-Unis

## QUAND M. KISSINGER REPREND LA PAROLE...

M. Henry Kissinger a rompu le silence qu'il s'était promis d'observer pendant trois mois, après l'entrée en fonction du président Carter. S'adressant, le mardi 3 mai, aux deux mille cent cinquante membres de la Chambre de commerce américaine réunie à Washington, l'ancien secrétaire d'Etat a déclaré, à propos du moralisme de M. Carter en politique étrangère, que « tout nouveau gouvernement américain s'engage à relever le défi du monde », une phrase que le président Carter a également déclaré, à propos du rôle qu'il a joué lui-même dans la vie politique américaine : « Je n'ai rien fait de plus qu'un autre homme n'aurait pu faire ».

D'autre part, M. Kissinger a déclaré que le Vietnam n'avait pas de réclamation à faire au sujet d'une assistance économique américaine. Il a qualifié les revendications vietnamiennes d'« absolument absurdes », étant donné que le Nord avait violé les accords de Paris de 1973 en emparant du Sud. Il a rappelé que la Vietnam fondée des demandes sur une lettre de M. Nixon, dans laquelle le président promettait 3,25 milliards de dollars d'aide pour la reconstruction. Cette lettre ne faisait pas partie des accords, a dit M. Kissinger. Elle avait été expédiée dix jours après la signature de l'accord, et il souligna, et précisa que l'assistance dépendait du respect des accords par le Nord.

Au moment où parlait M. Kissinger débutaient à Paris les négociations américano-vietnamiennes. A l'issue de la première rencontre, M. Holbrooke, représentant de M. Carter, qualifia les conversations d'« amicales et très utiles ».

## APRÈS DE NOUVELLES RÉVÉLATIONS

Les révélations de M. Karel Kaplan, ancien haut fonctionnaire du P.C. tchécoslovaque (« le Monde » du 4 mai), amènent à ouvrir une fois de plus le dossier Rosenberg. Des documents conservés à Prague, indique M. Kaplan, présentent Julius Rosenberg comme « notre agent », alors qu'à son procès à New-York celui-ci avait proclamé son innocence. Les époux Rosenberg, dont le sort émut une grande partie de l'opinion mondiale, furent condamnés à mort parce que le jury les reconnut coupables d'espionnage. L'accusation affirmait qu'ils s'étaient livrés à ces activités entre 1944 et 1950.

Julius et Ethel Rosenberg, inculpés le 31 janvier 1951 d'espionnage au profit de l'U.R.S.S. (ils auraient notamment fourni aux Soviétiques un croquis permettant la fabrication de la bombe atomique), ont été déclarés coupables par un jury fédéral new-yorkais le 29 mars de la même année, après un procès de trois semaines, et condamnés à mort le 5 avril par le juge Irving Kaufman. Ils furent exécutés dans la soirée du 19 juin 1953, sur la chaise électrique de la prison de Sing-Sing, dans l'Etat de New-York, alors qu'ils n'avaient jamais cessé de proclamer leur innocence. Leur « complice », M. Morton Sobell, condamné en même temps qu'eux à trente ans de prison, a été libéré en janvier 1969.

chant interrompu et la besogne inachevée », lisait-on dans un poème d'Ethel Rosenberg, publié chez Gallimard en 1955 avec des illustrations de Picasso et dont la traduction semble emprunter sa « musique » à la plume de Louis Aragon.

### Le « meuble secret » de John Edgar Hoover

Peut-être allons-nous bientôt lire « l'autre moitié du livre ». Plus de vingt ans après, le lysisme laisserait alors la place à l'histoire, qui vient parfois rompre l'équilibre des récits édités.

Plusieurs fois nouveaux sont apparus, depuis que le F.B.I.

talonné par des juristes et des historiens qui se réclamaient du « Freedom of Information Act » de 1966 (amendé en 1974), a levé en décembre 1975 le secret de son dossier sur l'affaire. Ils ne sont pas, contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, favorables aux Rosenberg. Les chercheurs américains sont tenaces : ils ont commencé à classer, répertorier et scruter les quarante mille pages contenues dans un meuble de dimension impressionnante, que John Edgar Hoover, directeur quasi immortel du F.B.I. pendant un demi-siècle, gardait dans un bureau attendant au sien à Washington.

On y découvre, dans mémoire confidentielle de 1957, que c'est le

# Le dossier de l'affaire Rosenberg

LE LIVRE A MOITIÉ LU...

## La Bulgarie. Ses tournois de volley, ses excursions, ses grottes étonnantes...



Club Méditerranée. Renseignements et réservations: 90 Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> et Place de la Bourse 75008 Paris Cedex 02; tél.: 268.52.52. Office National du Tourisme Bulgare: 45 avenue de l'Opéra, tél.: 261.69.58.

La Bulgarie, avec le Club Méditerranée.

## A VOTRE AVIS, QUELLE PART DE BENEFICE NET D'IMPOT PEUT-ON TRANSFERER LIBREMENT HORS DE LA REPUBLIQUE D'IRLANDE?

100%

Non seulement l'Irlande exempte de tout impôt vos bénéfices à l'exportation et vos plus-values en capital mais elle vous laisse entièrement libre de les transférer à votre guise.

Cette mesure ne constitue qu'une des nombreuses incitations dont bénéficient les entreprises installées en Irlande.

L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus intéressante que vous avez affaire à un interlocuteur unique: IDA Mande (Office Gouvernemental de Développement Industriel de la République d'Irlande).

En dix ans, IDA Mande a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national.

Prenez contact avec Monsieur Terence Brown, Directeur de l'Agence IDA Mande de Paris. Il se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention en tenant compte de vos besoins spécifiques (études financières, incitations fiscales, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.).

IDA Mande 45 rue Pierre-Charron 75008 PARIS. Tél. 389 77 67.

REPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN

où se trouvait la chaise électrique, à Sing-Sing, devant faire irruption dans celle-ci au cas où Julius Rosenberg aurait avoué sa culpabilité au dernier moment. Ils auraient pu ainsi recueillir des « renseignements » sur l'espionnage soviétique aux États-Unis, la taille du « réseau », le nom des « complices », etc., en retardant, indéfiniment, si le fallait, et avec la bénédiction du gouvernement fédéral, l'exécution de la sentence de mort.

### Un paradoxe cruel

Ces faits et ces projets témoignent de l'étrange atmosphère qui régnait à l'époque dans les plus hautes sphères du gouvernement américain. Le personnel judiciaire et politique, y compris peut-être le président Eisenhower lui-même qui refusa sa grâce aux Rosenberg le 11 février 1963, croyaient, sur la foi des notes confidentielles du F.B.I. dont nous ne connaissons l'existence qu'aujourd'hui, que les condamnés allaient parler. Il n'est pas exclu que la sentence de mort ait été une sorte de chantage vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Le paradoxe est cruel : les Rosenberg, dans l'hypothèse où ils sont coupables, ayant agi par dévouement au communisme et à l'U.R.S.S. (les deux causes étaient alors confondues), sont morts parce que les martyrs sont toujours plus présentables au regard de l'opinion publique que les espions, même si ces derniers agissent parfois aussi par idéalisme. Julius et Ethel Rosenberg, dans ce cas de figure, seraient morts sur l'autel de la raison d'Etat soviétique en refusant d'avouer.

Ce nouvel éclairage jette également un jour cru sur un « fait » du système judiciaire américain. Le jury, composé de citoyens de l'Etat de New-York, qui déclara coupables les Rosenberg, était d'une certaine façon « manipulé » par le F.B.I. puisque ce dernier en avait plus qu'il ne voulait en dire, et le laissent entendre.

### L'époque

de la « chasse aux sorcières »

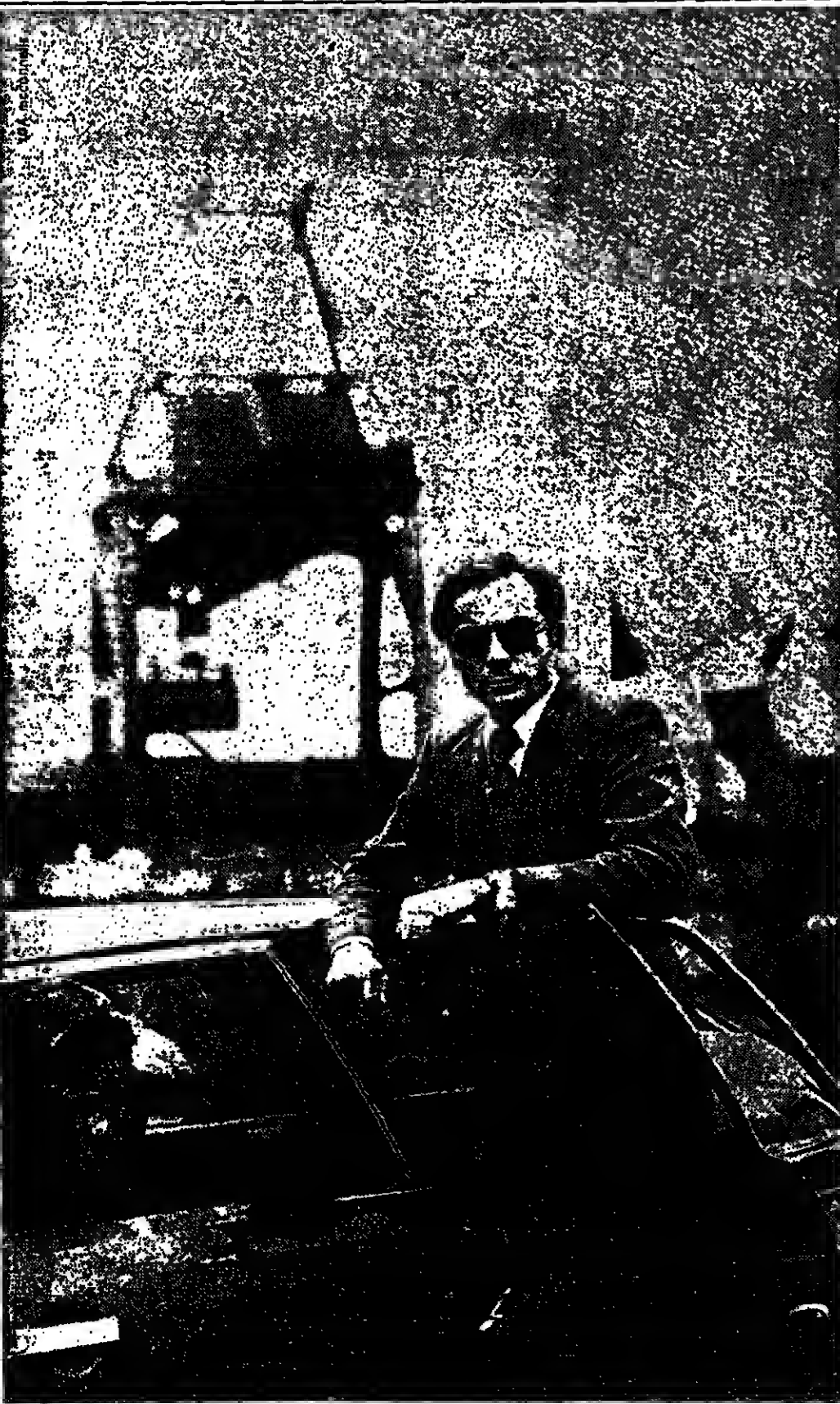
Il faut aussi évoquer l'atmosphère de « chasse aux sorcières » qui a précédé, accompagné et suivi le procès. Le sénateur Joseph McCarthy, qui s'est fait un nom à la tête de la commission d'enquête sur les activités anti-américaines en la dénonçant de son but primitif (la lutte contre les Russes), affirmait déjà, le 9 février 1950, en Virginie occidentale, qu'il y avait « deux cent cinq communistes au département d'Etat ». Les républicains, portés par la vague réactionnaire et xénophobe, remportèrent des pressions succès aux élections à la Chambre des représentants en novembre 1950. La guerre de Corée battait son plein et un tout jeune sénateur californien, mais dans sa peau nommé Richard Nixon, poursuivait de sa hargne un des plus proches collaborateurs de Roosevelt, Alger Hiss, et réussit par l'habileté, après l'avoir déshonoré en l'accusant, lui aussi, d'espionnage au profit des Soviétiques.

Le juge Kaufman déclarait, dans les assises de sa sentence, que le « crime » des Rosenberg était « pire qu'un meurtre ». « En remettant entre les mains des Russes les bombes A, des années avant que, selon nos meilleurs savants, la Russie ne puisse la construire, vous avez couru, à mon avis, l'agression communiste en Corée », lançait-il aux accusés. « Qui sait combien de millions d'innocents paieront le prix de votre trahison ? En vérité, par votre perfidie, vous avez couru des dangers changés le cours de l'histoire au détriment de votre pays. (...) Nous avons tous les jours autour de nous la preuve de votre infamie, puisque dans le pays tout entier les activités de la défense civile visent à nous préparer à une attaque par la bombe atomique », poursuivait-il.

Le juge Kaufman était peut-être empli, dans la vague d'hystérie anti-communiste qui s'était fait sur les États-Unis, à refuser toute indulgence à des corréligionnaires. En tant que juré, il ne devait pas montrer qu'il était encore plus patriote que les autres citoyens américains ? (Voir l'article Procès d'un procès, publié dans le Monde du 5 juin 1976 sous le titre « L'histoire américaine à l'affaire Rosenberg »). Que dire des autres cris de haine poussés à l'époque ? Même s'ils étaient coupables, les Rosenberg étaient-ils la mort ?

### DOMINIQUE DROMÈRE

Un débat public sur l'indépendance et les votes vers le socialisme en Amérique latine a lieu le jeudi 5 mai et le vendredi 6 mai à 19 heures, à la municipalité. Ce débat est organisé par les dirigeants de Venezuela Alternative, et plusieurs personnalités vénézuéliennes de grande renommée, en particulier MM. Chacon, Michelena, ainsi que le député et leader du MAS (Mouvement vers le socialisme), M. Petkoff.



Pakistan

Commission organisée des manifestations le 5 mai à la mémoire des victimes de la répression

Indonésie

Des résultats...

Le parti au pouvoir...

NOTES LARGEMENT...

NOTES LEGISLATIVES

Loisirs et vacances pour la jeunesse

CORSE

BULGARIE

CUBA

DOMINIQUE

GRÈCE

IRLANDE

ITALIE

JAPON

MEXIQUE

NORVÈGE

PAYS-BAS

PORTUGAL

RUSSIE

SUÈDE

SUISSE

TURQUIE

URSS

YUGOSLAVIE

La Bulgarie. Ses plages, ses voiliers, ses fabuleux monastères...

La Bulgarie, avec le Club Méditerranée.



# ASIE

# DIPLOMATIE

## A BRUXELLES

### Les Neuf se prononcent en faveur d'une aide « spéciale » de 1 milliard de dollars aux pays les plus pauvres

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Jenkins, président de la Commission européenne, a déclaré, lors de la conférence sur la coopération économique internationale, le dimanche 3 mai, à Londres, au cours de laquelle seront évoqués les sujets relevant de la compétence communautaire : les négociations commerciales multilatérales de Genève, le dialogue Nord-Sud et la politique de l'énergie. En revanche, il ne participera pas aux entretiens plus généraux et politiques qu'auront lieu les chefs de gouvernement des sept « grands » pays industrialisés, le samedi.

C'est ce qu'a indiqué, lundi, à Bruxelles, devant le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf, M. Owen, secrétaire au Foreign Office, lorsqu'il fut question de l'organisation du « sommet » communautaire. M. Owen, cette fois, ne constitue pas une surprise : elle est la traduction pratique du compromis intervenu lors du Conseil européen de la fin mars à Rome entre la France et ses partenaires.

Initialement, M. Giscard d'Estaing ne voulait pas que la Communauté, en tant que telle, soit représentée au « sommet » alors que les huit autres États membres jugeaient au contraire cette présence nécessaire, même si certains d'entre les « grands », principalement les Britanniques, l'attachaient avec une anxiété évidente de conviction.

Comment penser qu'au cours de la conversation à bâtons rompus de samedi elle portera en particulier sur la situation économique dans le monde — les chefs de gouvernement ne traitent pas de dossiers concernant la Communauté ? Ce sera à M. Callaghan, président de la réunion, d'éviter que de tels échanges se produisent, a répondu M. Owen.

M. Jenkins, trouvant anormal d'être complètement tenu à l'écart de la première journée de réunion, a émis l'idée que cette affaire n'était pas encore définitivement réglée et qu'une formule plus satisfaisante pour la Commission pourrait être trouvée, lors du dîner de vendredi soir, à Londres — auquel M. Giscard d'Estaing n'a pas l'intention d'assister. Il est vrai que M. Callaghan, maître des lieux, peut, en dernier recours, suggérer une modification de l'ordonnement de la réunion.

Celui-ci étant le résultat d'un arrangement technique, il est peu vraisemblable cependant qu'une telle situation se produise et, par conséquent, il est très probable que les espoirs affichés par M. Jenkins seront déçus. « Nous avons écouté avec attention les avis des pays membres qui ne participent pas au « sommet » de Londres », a déclaré M. Owen. « Ceux-ci, en vérité, paraissent plutôt sceptiques sur les vertus d'une aussi rapide consultation. M. Thorn, le chef du gouvernement et ministre des affaires étrangères du Luxembourg, a regretté, par sa part, l'absence » des grands États membres, qui fait que l'essentiel d'un échange de vues consacré à une réunion très importante a consisté à savoir « à quel moment on allait mettre à la portée de la conférence le président de la Commission ».

Les Neuf, conformément aux orientations définies lors du conseil européen de Rome, se sont mis d'accord sur la position commune à défendre, fin mai, dans la dernière phase de la conférence sur la coopération économique internationale. Cette position s'articule en quatre points : feu vert pour la négociation d'un nombre limité d'accords internationaux par produit ; création d'un fonds commun destiné à faciliter le fonctionnement de ces accords ; mise en place, à côté de ces accords internationaux, d'un mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation (STABEX) s'inspirant de près ou de loin, de celui qui fonctionne dans la convention de Lomé ; octroi d'une aide financière immédiate aux pays sous-développés les plus pauvres.

En ce qui concerne cette « action spéciale », les Neuf proposent qu'elle porte sur un milliard de dollars, dont 375 millions seraient à leur charge, 375 millions à celle des États-Unis et la reste à celle des autres pays du groupe des Neuf (il s'agit des nations industrialisées). La Communauté insistera pour que l'aide financière ainsi rassemblée soit fournie aux pays les plus pauvres par le canal de l'Agence internationale de développement (AID) qui dépend de la Banque mondiale et non pas, comme le préfé-

raient les États-Unis, de manière bilatérale par chacun des donateurs. La Communauté suggérera que la mise en place d'un « STABEX mondial » soit étudiée à un double niveau : par ses propres institutions, qui ont en la matière une expérience certaine et par une organisation internationale, telle que le F.M.I. ou la Banque mondiale. Cette position commune sera soumise à l'avis des autres pays du groupe des Neuf, avec l'idée de leur faire partager, avant d'être présentée aux dix-neuf pays qui représentent le tiers-monde à la C.C.E.I.

#### Une aide financière au Liban

Les ministres des affaires étrangères ont encore abordé les points suivants :  
● LE PORTUGAL. — Les Neuf feront savoir à M. Vance, qui les avait sondés à ce sujet, que la Communauté ne croit pas opportun de participer à un consortium qui serait créé pour fournir une aide de 1 milliard 500 millions de dollars au Portugal. La C.E.E. accorde, d'ores et déjà, un soutien financier important à Lisbonne et, par ailleurs, est engagée dans un processus devant conduire à l'adhésion du Portugal.

#### A l'occasion du « sommet » des pays industriels

#### MM. Giscard d'Estaing et Carter auront un entretien à Londres dimanche matin

Un « sommet » franco-américain aura lieu dimanche à Londres en marge de la conférence qui réunira, les 7 et 8 mai, à Downing Street les chefs d'État et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés du monde. Le chef de l'État français, qui arrivera samedi matin peu avant l'ouverture de la première des quatre séances qui composera le « sommet », recevra M. Carter à la résidence de l'ambassadeur de France à Londres.

Poursuivant la préparation des conversations de Londres, M. Giscard d'Estaing, qui a précédé, mardi 2 mai, un conseil des ministres restreint à ce sujet, reçoit ce mercredi à déjeuner les présidents des groupes parlementaires de la majorité (MM. Labbé (R.P.R.), Chénou (R.I.) et Lejeune (réformateurs)) et M. Couve de Murville, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

S'adressant mardi aux membres de la presse diplomatique française, dont il était l'hôte à déjeuner, M. Herlihy, ambassadeur à Paris de la R.F.A., a exprimé l'opinion que le « sommet » ne donnerait pas lieu, sur le problème nucléaire et sur les autres, à un grand débat déséquilibré. Selon lui, l'Allemagne fédérale a déjà fait beaucoup pour améliorer la conjoncture économique sans relâcher l'inflation. Rien que les pays industrialisés doivent encore

faire « un effort assez considérable » pour amener la conférence Nord-Sud à « des compromis raisonnables ». Les points de vue entre Occidentaux se sont beaucoup rapprochés. En ce qui concerne l'endettement :

#### LE VICE-PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS RENCONTRERA M. VORSTER, LES 19 ET 20 MAI À VIENNE

M. Walter Mondale, vice-président des États-Unis, effectuera une « importante mission » en Europe du 14 au 24 mai, a confirmé mardi 3 mai un communiqué de la Maison Blanche. M. Mondale se rendra, du 14 au 18 mai, à Lisbonne et à Madrid, puis à Vienne, les 19 et 20 mai, où il rencontrera le maréchal Tito. Le président Carter a affirmé à plusieurs reprises sa volonté de faire jouer à son vice-président un rôle plus important que ne le veut la tradition, et notamment en matière de politique étrangère. M. Mondale était déjà venu en Europe, « deux heures seulement » après l'inauguration de M. Jimmy Carter, le 20 janvier dernier.

À Vienne, le chancelier Kreisky a confirmé qu'en cours de son séjour dans la capitale autrichienne le vice-président Mondale rencontrerait les 19 et 20 mai le premier ministre autrichien, M. Voser (le Monde du 4 mai).

Dans ces conditions, il est préférable de conserver aux relations Portugal-C.E.E. un caractère spécifique.

● LIBAN. — La C.E.E. a signé, lundi, un accord de coopération avec le Liban, du même type que celui la liant à l'Égypte, à la Syrie, à la Jordanie et à Israël. L'accord comprend l'octroi d'une aide financière d'un montant de 30 millions d'unités de compte européennes (1 UC = 1,12 dollar).

● ACCORD MULTI-FIBRES. — Les Neuf semblent très proches d'un accord concernant la position à défendre par la C.E.E. aux négociations de Genève sur le renouvellement de l'A.M.F. La France, soucieuse de mieux protéger son industrie, aurait souhaité que, pour les principaux produits sensibles, la nouvelle A.M.F. retienne l'idée de plafonds globaux d'importation à ne pas dépasser au cours des prochaines années. La Commission, appuyée par la majorité des autres États membres, a fait valoir que cela signifiait une révision profonde de l'A.M.F. à laquelle les pays du tiers-monde refuseraient de se prêter. Elle a proposé d'arriver à un résultat semblable par d'autres moyens : la C.E.E. accepterait de renouveler l'A.M.F. sans modification substantielle, mais fixerait, de son côté, pour les produits sensibles, des plafonds globaux et en tiendrait compte, au moment de négocier des quotas d'importation avec ses principaux partenaires. Les Français se sont ralliés à cette formule, qui est une astuce tactique, mais ne fait que retarder le problème, à savoir l'affrontement avec les fournisseurs du tiers-monde.

PHILIPPE LEMAITRE.

#### LES ENTRETIENS DE M. MITTERRAND AVEC DES MEMBRES DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Plusieurs erreurs se sont glissées dans l'article de notre correspondant à Bruxelles, Philippe Lemaître, sur les entretiens qu'a eus, lundi 2 mai, M. Mitterrand avec plusieurs membres de la Commission des Communautés européennes (le Monde du 4 mai).

« L'Europe libérale », a dit M. Mitterrand (et non l'Europe) est condamnée à échouer. « Il fallait lire plus loin : « M. Mitterrand a observé que les politiques communes étaient encore loin d'être à la mesure d'une véritable libération des échanges » et non pas : « que les politiques communes étaient encore loin d'offrir une véritable libération des échanges ».

M. Mitterrand a insisté sur la nécessité de préserver le Marché commun agricole et « d'offrir un front de résistance » (et non pas un front de résistance) solide aux attaques américaines. En ce qui concerne la politique nucléaire, M. Mitterrand, évoquant la nécessité de lutter contre la dissuasion, a déclaré : « La difficulté est que cette attitude se confond souvent chez certains (et non pas : c'est certain) avec une volonté de puissance ».

## Pakistan

### L'opposition organise des manifestations le 6 mai « à la mémoire des victimes de la répression »

L'Alliance nationale pakistanaise, coalition des partis d'opposition, a décidé, mardi 3 mai, de relancer l'agitation dans le pays et d'organiser, vendredi 6 mai, des « manifestations à la mémoire des victimes de la répression ». L'Alliance estime que la « longue marche » sur Rawalpindi, qu'elle avait organisée le 30 avril, n'a pas été un échec, compte tenu des mesures prises par le pouvoir pour intimider les manifestants. Selon l'Alliance, quinze mille personnes, en route vers Rawalpindi, ont été arrêtées, torturées et la sentence de mort.

#### Un paradoxe

Ces faits et ces projets ont été évoqués par le président du mouvement en résidence surveillée à Sibala, Initiative des négociations avec M. Bhutto. On s'attendait, mardi, que ces dirigeants fassent connaître leurs dernières propositions en vue d'un compromis avec le premier ministre dans la journée de mercredi.

D'autre part, le Département d'État a publié, mardi, la lettre que Cyrus Vance avait envoyée le 28 avril à M. Bhutto.

## Indonésie

### Selon des résultats partiels

#### LE PARTI AU POUVOIR L'EMPORTE LARGEMENT AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Djakarta (A.P.P., A.P., U.P.I., Reuters). — Le Golkar, parti indonésien au pouvoir avec le soutien des forces armées, semble assuré d'une confortable victoire aux élections législatives qui se sont déroulées le lundi 2 mai. Alors que 55 millions de bulletins ont été dénombrés ce mercredi 4 mai, sur un total de plus de 70 millions, les listes officielles du Golkar recourent 85 % des voix, soit 3 points de plus qu'aux élections de 1971. Pendant la campagne électorale, le parti du président Suharto s'était cependant fixé un objectif supérieur à 70 % des suffrages.

Selon les résultats partiels, le parti musulman (P.P.P.), qui crée une surprise en l'emportant à Djakarta, obtiendrait plus de 24 % des voix, et le parti démocratique (P.D.), des chrétiens-nationalistes, environ 7 %. Ces deux partis, autorisés par le gouvernement, participent pour la première fois à une consultation nationale.

#### INCIDENT MILITAIRE ENTRE LES DEUX CORÉES

Séoul (U.P.I.). — Le commandement des Nations unies en Corée annonce, mercredi 4 mai, que des soldats sud-coréens ont ouvert le feu contre une patrouille sud-coréenne, tuant un homme et en blessant un autre.

L'incident s'est produit mardi dans le secteur nord-ouest de la zone démilitarisée séparant les deux Corées. L'enquête a prouvé que l'attaque contre la patrouille a été menée par plusieurs Nord-Coréens et des douilles de cartouches pour AK-47, l'arme qui équipe la majorité des troupes nord-coréennes, ont été trouvées sur les lieux.

Le commandement des Nations unies a demandé une réunion de la commission militaire coréenne d'armistice pour jeudi.

● Des relations diplomatiques avec le Cambodge (Kampuchea démocratique) vont être établies, dit le gouvernement de Madrid. Des pourparlers ont été entamés à Pékin, en vue d'ouvrir une ambassade d'Espagne en République populaire de Chine, et une autre au Laos. — (A.P.P.)

## Loisirs et vacances pour la jeunesse

<b>CORSE</b> Période 1 semaine 350 F à 450 F	<b>U.R.S.S.</b> 1 <sup>er</sup> Août au 31 Août ..... 1 500 F 1 <sup>er</sup> Août au 15 Août ..... 1 000 F Leningrad-Moscou (15 jours) ..... 1 800 F Caucase (15 jours) ..... 2 200 F Asie Centrale (15 jours) ..... 2 200 F Sibirie (15 jours) ..... 2 800 F
<b>BULGARIE</b> 3 semaines 1 600 F à 1 800 F	
<b>CUBA</b> 3 semaines 3 000 F à 3 500 F	
<b>MEXIQUE</b> 2 semaines CUBA 1 semaine 5 250 F	
<b>R.D.A.</b> train de l'amitié 31/77 au 23/8 ..... 800 F	
<b>GRECE</b> 2 semaines 1 800 F à 2 050 F 3 <sup>e</sup> semaine 400 F	

Prix comprennent le transport, le pension complet, les assurances, les services de guide-interprète, les transferts, et un accompagnateur (U.V.).  
4 et 6, rue de Valenciennes 75010 PARIS  
Tél. : 263.20.50  
1, Place Paul Painlevé 75005 PARIS  
Tél. : 329.55.57  
association loi 1901 agréée par le commissariat général au tourisme n° 65.017

### La Bulgarie. Ses plages, ses voiliers, ses fabuleux monastères...



Club Méditerranée. Renseignements et réservations : 90 Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> et Place de la Bourse 75003 Paris Cedex 02. Tél. : 266.52.52.  
Office National du Tourisme Bulgare : 45 avenue de l'Opéra, Tél. : 261.60.58.

La Bulgarie, avec le Club Méditerranée.

## Cadres les nouveaux émigrants

Pourquoi tant de cadres cherchent-ils à s'expatrier ?

Dans ce même numéro, d'autres grandes enquêtes. Notamment :  
• La grande mode du « management public »  
• La première entreprise mondiale de sauvetage en mer

**ECONOMIA**

Mensuel économique et politique international  
En vente chez votre marchand de journaux 6 F  
Abonnements : Groupe J.A. 3, rue Roquette 75008 Paris

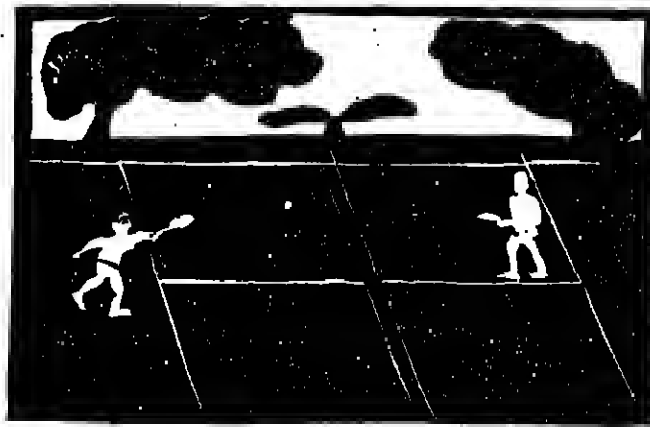
## RÉVISIONS BAC

MATH - PHYSIQUE — 27,50 F L'HEURE

Travaux par petits groupes - Séances de 19 heures à 21 heures  
Professeurs qualifiés - 16 ans d'expérience

**MATH-ASSISTANCE** 9 - Saint-Lazare 526-37-17  
39 - Valenciennes 331-31-13  
Roule privée reconnue par l'É.N. 29 - Nation 773-09-28

### La Bulgarie. Ses tennis, son ski nautique, ses champs de roses...



Club Méditerranée. Renseignements et réservations : 90 Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> et Place de la Bourse 75003 Paris Cedex 02. Tél. : 266.52.52.  
Office National du Tourisme Bulgare : 45 avenue de l'Opéra, Tél. : 261.60.58.

La Bulgarie, avec le Club Méditerranée.



# EUROPE

## Italie

### MM. Marchais et Berlinguer entendent développer les rapports franco-italiens

Le secrétaire général du P.C.F. a quitté Rome

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a quitté Rome le 3 mai en début de soirée, accompagné à l'aéroport par son hôte, M. Enrico Berlinguer. Auparavant, le secrétaire général du P.C.F. s'était entretenu pendant une heure avec M. Bettino Craxi, secrétaire du parti socialiste italien.

A l'issue de cette rencontre, M. Craxi a déclaré : « Il y a déjà eu dans le passé des rencontres entre dirigeants du P.C.F. et du P.S.I. et je pense qu'il y en aura encore d'autres à l'avenir, dans la perspective d'une amélioration générale des rapports entre les forces de gauche en Europe. Cela a été un échange de vues et de positions certainement très utile. »

Il faut relever que, durant son séjour à

Rome, M. Georges Marchais n'a pas rencontré de représentant du parti démocrate-chrétien. Cette éventualité n'est cependant pas exclue, ainsi qu'il l'avait déclaré à notre correspondant (« Le Monde » du 2 mai).

On trouvera ci-dessous l'essentiel du communiqué des entretiens Marchais-Berlinguer. Le terme d'« euro-communisme » n'y figure pas. On sait d'ailleurs qu'il est utilisé avec la plus grande réticence par les responsables des P.C. occidentaux. Bien qu'à l'occasion de la rencontre des dirigeants communistes français, italiens et espagnols à Madrid au début de mars, ce terme ait été publiquement accepté, il aurait été forgé par le journaliste Franco Barbieri, d'origine yougoslave, collaborateur de politique étrangère du journal milanais de centre-droit, « Il Giornale Nuovo ».

### Le communiqué de la rencontre

« Au cours de leur entretien, les secrétaires généraux du P.C.I. et du P.C.F. ont procédé à une analyse des récents événements et des perspectives ouvertes dans leurs pays respectifs. Ils ont confirmé la pleine actualité de la déclaration commune de leurs partis du 15 novembre 1975, qui a proclamé leur choix d'une voie démocratique vers un socialisme fondé sur la démocratie et le pluralisme. »

« Les deux partis entendent œuvrer à des solutions positives permettant de faire sortir l'Italie et la France, dans la démocratie et dans la liberté, de la crise qui les frappe, à la consolidation de la détente en Europe, à la coopération sur des bases équitables avec des pays en voie de développement, qui luttent pour se libérer des conditions de sujétion et d'infériorité qui ont jusqu'à présent caractérisé leurs relations avec les pays capitalistes développés. Pour atteindre ces objectifs vitaux, il est essentiel d'unir les efforts des différentes forces démocratiques en menant un débat d'idées ouvert dans le plein respect de la personnalité et de l'indépendance de chacune de ces forces. »

« Georges Marchais et Enrico Berlinguer se sont affirmés à nouveau résolus à contribuer activement à la réalisation d'ententes et d'actions unitaires avec les forces démocratiques et populaires, socialistes et chrétiennes de France, d'Italie et de l'ensemble de l'Europe occidentale, pour consolider et faire progresser à l'échelle européenne « l'inter-nationale laïque » dans le plein respect de la personnalité et de l'indépendance de chacune de ces forces. »

### LE PROCÈS DES BRIGADES ROUGES EST A NOUVEAU AJOURNÉ

Turin (A.P.P.). — Le procès contre vingt-trois membres des Brigades rouges, qui devait s'ouvrir mardi 3 mai à Turin, a été renvoyé par le président du tribunal en raison de l'insuffisance du nombre de jurés.

Il s'agit du deuxième renvoi de l'affaire depuis l'ouverture du procès en mars 1976. Les débats du procès de Turin ont été suspendus en raison de l'insuffisance du nombre de jurés. Les débats de l'affaire ont été suspendus en raison de l'insuffisance du nombre de jurés.

**A LA FOIRE DE PARIS**

**L'UNION SOVIETIQUE**

présente une gamme variée d'articles et de produits :

- du tissu à la pelletterie
- des diapositives aux souvenirs
- des modèles de lampes aux livres
- des licences aux produits de beauté

ainsi que d'autres marchandises d'exportation traditionnelle.

**EXPOSITION DE L'UNION SOVIETIQUE**

Palais Sud - Niveau 2 - Stand 8130

Pavillon des Nations Etrangères

**VASSILIOREKLAMA**

## Espagne

### M. Suarez confirme sa candidature aux élections et justifie la légalisation du parti communiste

De notre correspondant

Madrid. — M. Adolfo Suarez a confirmé le 3 mai, dans une allocution télévisée, qu'il se présenterait aux élections du 15 juin comme candidat « indépendant » dans la province de Madrid. Le chef du gouvernement a, d'autre part, longuement justifié la légalisation du P.C.E. Il espère être soutenu par tous les Espagnols qui « croient à la modération ».

M. Suarez, la voix ferme, sûr de lui, a rappelé les progrès accomplis sur le voie de la démocratie depuis le référendum du 15 décembre dernier sur la forme politique. Il a indiqué qu'il s'était vu obligé de présenter sa candidature à un siège de député, car « si la droite et la gauche forment deux blocs clairement constitués, on ne peut en dire autant du centre » ; or, l'existence d'un centre cohérent est indispensable.

Il a ajouté : « Je ne suis pas un homme de parti bien que j'appartienne à une formation politique. Je suis soutenu dans mon action par toutes les coalitions de partis et les hommes indépendants qui sont comme moi en faveur de la modération. »

M. Suarez a indiqué qu'il resterait à la tête du gouvernement et qu'il renoncera à faire campagne pour pouvoir se consacrer entièrement à ses fonctions de premier ministre. « La neutralité du gouvernement dans les élections », a-t-il précisé, est garantie. « J'assumerai seul, a souligné M. Suarez, ma propre responsabilité. Ma prise de position ne compromet en rien la Couronne, qui est au-dessus des luttes politiques. »

Il a encore déclaré que « si lui, ni son gouvernement n'étaient communistes », mais que la légalisation du P.C.E. était « nécessaire ». Les circonstances ont « changé » depuis juillet 1976 et le P.C.E. a « modifié ses positions ». Il a reconnu le drapeau bicolore de la monarchie comme drapeau national ainsi que la « légitimité du régime monarchique » ses statuts sont conformes à la loi.

### « Un discours très positif »

La candidature de M. Suarez va sans doute porter rude coup à l'alliance populaire, néo-franquiste, de M. Fraga et de ses amis. Elle est bien accueillie en revanche par les membres du Centre démocratique que par les communistes. M. Alvarez de Miranda, l'un des leaders du Centre démocratique, a déclaré : « Suarez est un bon compagnon de voyage ». De son côté, M. Camacho, membre du comité exécutif du P.C.E., a affirmé : « C'est un discours très positif pour le P.C.E. Il a consacré même les communistes. Nous espérons que M. Suarez et son gouvernement ne nous découvriront pas comme ils l'ont fait le 1er mai ». Les socialistes sont partagés. Pour M. Tierno Galvan, président du P.S.P. (parti socialiste populaire), il s'agit d'un discours positif ; M. Suarez a justifié avec un grand réalisme la légalisation du P.C.E. a. M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du P.S.O.R. estime pour sa part qu'il s'agit d'un discours électoral et opportuniste. En les partis situés à gauche du P.C.E. qui n'ont pas encore été légalisés, considèrent le discours du président et hypothèse et soulignent : « Suarez, disent-ils, assure que notre pays sera une communauté libérée de la dictature (...) et il laisse quinze partis non légalisés par un simple procès d'intention. »

**JOSE-ANTONIO NOVAIS.**

« Le Comité unitaire de solidarité avec les peuples d'Espagne (C.O.U.E.) organise le samedi 7 mai, à 20 h. 30, à la Mutualité un meeting sur la lutte des femmes en Espagne. Une délégation d'ouvrières de Lip sera présente. »

## Allemagne fédérale

### UN MOIS APRÈS L'ASSASSINAT DU PROCUREUR GÉNÉRAL BUBACK DEUX SUSPECTS SONT ARRÊTÉS

(De notre correspondant.)

Bonn. — La police ouest-allemande a procédé, mardi 3 mai, à une double arrestation dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du procureur général Buback, tué le 7 avril dernier avec son chauffeur et son garde du corps. Il s'agit de Günter Sonnenberg, soupçonné d'avoir dirigé l'attentat, et de Verena Becker, membre du Mouvement du 2 juin, libérée de prison en mars 1976 en échange de M. Peter Lorenz, président de la démocratie-chrétienne berlinoise, que ce mouvement avait enlevé. Les identités précédemment attribuées par la police aux deux personnes impliquées (nos dernières éditions datées du 4 mai) se sont révélées inexactes.

La police judiciaire fédérale a confirmé que l'arme trouvée sur Günter Sonnenberg — un pistolet-mitrailleur à crosse et canon acide — était bien celle qui a été utilisée lors de l'attentat.

Les deux jeunes gens ont été reconnus par une passante dans un café de la petite ville de Singen, où ils déjeunèrent (flashes de recherche sur lequel figurent des photos des terroristes et le montant de la prime offerte pour leur capture : 700 000 deutschemarks affichés dans tous les édifices publics). Ils ont essayé d'échapper à un contrôle d'identité en ouvrant le feu sur les policiers, mais leur fuite en automobile s'est terminée dans un impasse. Au cours de la fusillade, deux policiers et les deux fugitifs ont été blessés. Les jours de Günter Sonnenberg, qui a reçu une balle dans la tête, sont en danger.

Les arrestations de Singen ont relancé le débat entre les partis politiques sur la meilleure façon de lutter contre le terrorisme. Alors que la démocratie chrétienne souligne la nécessité de renforcer les dispositions pénales pour « libérer les citoyens du cauchemar du terrorisme », le parti libéral estime qu'un bon travail de police et la collaboration de la population sont plus importants que « la manipulation précipitée des lois ».

Le gouvernement fédéral devait adopter, ce mercredi, un projet de loi visant à accélérer les procédures judiciaires dans les procès pénaux. Le Bundestag doit discuter, jeudi, de nombreuses propositions de loi présentées par la C.D.U.-C.S.U. pour durcir le code pénal et celle des autorités de ces propositions est celle qui concerne la surveillance des entretiens entre les terroristes présumés et leurs défenseurs. Une telle mesure a déjà été refusée une fois par le Parlement.

DANIEL VERNET.

**CAPEL**

n'a pas peur des plus forts que lui

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.

• Capel Rive Gauche : centre-ville, Montparnasse 75016 Paris, 338.73.51.

• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 268.34.21.

**CAPEL habille très-très-bien les très-très-grands**

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.

• Capel Rive Gauche : centre-ville, Montparnasse 75016 Paris, 338.73.51.

• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 268.34.21.

## Grande-Bretagne

### AUX ÉLECTIONS LOCALES EN ÉCOSSE

### Les nationalistes et les conservateurs ébranlent fortement les positions travaillistes

De notre correspondant

Londres. — En Ecosse, les travaillistes ont enregistré un échec très sérieux aux élections locales du mardi 3 mai. Si les progrès les plus spectaculaires sont ceux du parti nationaliste, les conservateurs reviennent en force et prennent le contrôle de plusieurs villes. Cette constatation a prélué aux élections locales qui auront lieu jeudi 5 mai en Angleterre et au Pays de Galles ; il n'est guère douteux que le Labour doit s'attendre à un nouveau recul.

Le dépouillement du scrutin écossais devait se poursuivre dans la journée de ce mercredi. Les résultats connus, dans la matinée, indiquent que le Labour a perdu plus de cent vingt sièges dans les conseils de district, tandis que le S.N.P. (parti nationaliste écossais) en gagne plus d'une centaine et les conservateurs une quarantaine.

A Edimbourg, les Tories ont consolidé leur suprématie. Ils ont également victorieux à Dundee. L'échec le plus grave pour le Labour est enregistré à Glasgow. Cette cité industrielle est tombée dans la région industrielle des nationalistes et des conservateurs.

Mais à Glasgow même, les nationalistes sont loin d'avoir obtenu la majorité absolue sur laquelle ils croyaient pouvoir compter et ils se classent derrière les conservateurs ; les travaillistes gardent, certes, le premier plan, mais ils ne sont plus suffisamment nombreux pour gérer la cité. Aussi, est-il probable que la capitale industrielle de l'Ecosse sera désormais administrée par une coalition précaire entre le S.N.P. et les Tories. Si on extrapole les résultats de ce scrutin, on constate que dans une élection parlementaire les nationalistes auraient plus de la moitié des sièges écossais.

JEAN WETZ.

## BIBLIOGRAPHIE

### UN « DOSSIER » DE GUY DE FARAMOND

### La Suède ni révolutionnaire ni totalitaire

Le premier ouvrage de la nouvelle collection de Stock, Livre-Dossier, publiée sous la direction de Claude Glayman, devrait intéresser avant tout les enthousiastes de la Suède que ses détracteurs passionnés.

En une trentaine d'articles et interviews, courts et précis, le maître d'œuvre, Guy de Faramond, qui fut le correspondant du Monde à Stockholm de 1968 à 1974, avant de s'installer à Paris, fait le tour du problème : société avancée, voire « révolutionnaire » ou « humanitaire et pré-totalitaire » ? Modeste et ferme, le titre de l'ouvrage indique que la Suède, c'est la « réforme permanente ».

Les auteurs — économistes, journalistes, hommes et femmes politiques, écrivains — analysent minutieusement ce qui fait l'originalité du « modèle » suédois : la vie sociale, l'éducation, celle des enfants et celle des adultes, le rôle de la famille, le rôle de la loi.

ambitionné de donner aux femmes comme aux hommes ; les batailles passionnées autour de la « démocratie industrielle », la politique fiscale, la culture pour tous », on pressent plusieurs chapitres comportant un « additif » écrit après la chute du gouvernement social-démocrate, en septembre dernier. Certains sont assortis de tableaux de statistiques à jour.

Le dossier Suède s'explique notamment un fait qui a surpris l'opinion française : la victoire de la coalition « bourgeoise », l'automne dernier, n'a pas — elle ne pouvait pas — changé grand-chose au « modèle » suédois. Un modèle dont M. Carl Lidbom, ancien ministre du commerce, précise en préface pourquoi il ne saurait être exporté.

**NICOLE BERNHEIM.**

« Suède, la réforme permanente », collection Livre-Dossier, 7, Stock, 600 pages, Prix : 35 F.

(PUBLICITE)

Une importante Entreprise Suisse de Construction aux activités internationales nous a chargés de la recherche

**POUR L'ALGERIE**

d'un

**CHEF DE CHANTIER**

(PROJECT MANAGER)

en tant que directeur local absolument indépendant dans le sens d'un ingénieur en chef pour la construction d'un ensemble immobilier avec infrastructure et maisons d'habitation d'environ 150 000 m<sup>2</sup>.

Le candidat est un Ingénieur Génie Civil diplômé de 36 à 47 ans avec une expérience d'au moins 12 à 15 ans de grands chantiers ;

et d'un

**CHEF DE LIAISON**

pour toutes les tâches de coordination entre la maison algérienne de construction, l'entreprise suisse et tous ses partenaires de consortium ainsi qu'avec les sous-traitants, le maître de l'ouvrage algérien, les ingénieurs-conseils, la direction des travaux et les autorités. En outre, il s'occupera entre autres du déroulement des travaux de transports, dédouanement et paiements et sera le responsable principal des bonnes relations avec toutes les autorités importantes ainsi que des relations humaines du chantier même. Age entre 38 et 50 ans. Connaissance de l'arabe est avantageuse. Les salaires et les conditions d'emploi correspondent à l'importance extraordinaire de ces fonctions. Des contrats de 3 ans avec possibilité de prolongation sont prévus.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement ; des réserves stipulées seront respectées. Veuillez envoyer votre curriculum vitae avec photo à

**IBGM (MANAGEMENT) CONSULTANTS**

Unternehmensberatung / Conseil de Direction

et London

c/o Postfach 1188, CH-8022 Zürich, Suisse

**« LE MONDE »**

**INFORMATION-PROFESSIONS**

Plus de 2.500 cadres ont trouvé, grâce à ce service, un moyen sûr et rapide pour saisir une meilleure chance de promotion et suivre le marché de l'emploi.

Renseignements : Mme FICHTER - TEL. 874.72.05

DEUX POINIS DE VUE SUR L'EUROPE

Où est

Les garan

La répa



## EUROPE

### DEUX POINTS DE VUE SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

## Où est la tricherie ?

par JACQUES MALLET (\*)

A propos de son attitude vis-à-vis de l'élection à l'Assemblée européenne au suffrage universel, M. Michel Debré accuse le gouvernement français de tricherie (1).

Son accusation est grave. Elle n'est pas fondée.

Son analyse politique est d'une extrême partialité. Qui plus est, on relève dans ses propos des inexactitudes et des erreurs flagrantes.

Il est inexact que l'Assemblée commune « de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) » se soit déclarée habilitée, dès le premier jour, à préparer une constitution politique de l'Europe. Ce sont les gouvernements qui avaient confié cette mission non à l'Assemblée, mais à un groupe restreint de ses membres, dit « assemblée ad hoc ». Et il est étonnant que son projet ait même échoué du fait de l'opposition des gouvernements de la Communauté européenne de défense (CED).

C'est que M. Debré appelle les déclarations de l'Assemblée européenne dans le passé récent « résultats de décisions des gouvernements et de règlements ratifiés par les Parlements nationaux ». L'accroissement des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée de Strasbourg — qui lui permet de

rejeter en bloc le budget de la Communauté dans certains cas — a été approuvé par le Parlement français en décembre 1973.

Voilà, parmi d'autres, deux inexactitudes notables.

Et voici quelques erreurs étonnantes.

M. Michel Debré ne dit mot de la Constitution française de 1958, qui a pourtant quelques raisons de bien connaître. Or, c'est elle qui a posé le principe de la primauté de l'ordre juridique international — et donc de l'ordre juridique communautaire — sur l'ordre juridique interne. C'est l'application de ce principe qui a permis de réaliser le Marché commun depuis 1958 — notamment la politique agricole commune — et de la préserver, envers et contre tout, grâce à la vigilance de la Commission et de la Cour de justice des Communautés.

Cela est le vrai que M. Debré reproche aujourd'hui à la Commission : le texte, sachant bien qu'une « supranationalité » — qu'il a tout fait pour affaiblir — en vue de surmonter la crise de la décadence.

On ne peut à la fois dénoncer l'impuissance des institutions com-

munitaires et leur refus des moyens d'agir.

M. Michel Debré ne dit mot de l'article 238 du traité de Rome, qui donne toutes les garanties nécessaires à l'égard d'un accroissement éventuel des compétences et des pouvoirs de l'Assemblée européenne. Celle-ci ne peut en avoir l'initiative. Il faut que le conseil des ministres de la Communauté décide une révision des traités. Cette révision doit faire l'objet d'une décision unanime des gouvernements et doit être approuvée par les États membres selon leurs règles constitutionnelles respectives. Cela signifie que le projet devrait être soumis pour avis au Conseil constitutionnel et ratifié par le Parlement français.

Enfin, M. Debré paraît oublier que le gouvernement français n'est nullement isolé dans son refus d'élargir les compétences de l'Assemblée européenne. Le Royaume-Uni et le Danemark, qu'il cite par ailleurs en exemple, sont encore plus restrictifs. Dans l'avenir prévisible, l'unité nécessaire pour réviser sur ce point les traités ne serait donc pas réunie.

En réalité, dans cette affaire, la passion semble l'emporter sur l'objectivité. L'opposition irréductible de

M. Debré au principe même de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel lui fait perdre de vue l'essentiel : la nécessité de démocratiser les institutions, excessivement technocratiques aujourd'hui, de la Communauté ; le nécessité surtout de construire une Europe politique et de lui donner une assise populaire.

C'est le meilleur moyen d'éviter la dilution de la Communauté dans une zone de libre-échange étatique. C'est aussi le meilleur moyen d'assurer l'avenir de nos sociétés de liberté et de nos valeurs communes de civilisation. Dans un monde dur et dangereux, sans plus pour les faibles et pour les faibles, les nations démocratiques d'Europe occidentale ne se sauveront qu'ensemble.

M. Jacques Chirac l'avait apparemment fort bien compris, comme en témoigne sa déclaration du 10 décembre 1975, faite alors qu'il était premier ministre : « L'élection du Parlement européen est un élément nécessaire à la construction européenne, elle-même indispensable à la défense du monde libre — qui ne cessera de reculer devant les régimes autoritaires — et des libertés fondamentales. »

On ne saurait mieux dire.

(1) Le Monde du 2 mai.

## Les garanties impossibles

par GÉRARD SOULIER (\*)

La controverse sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel semble se réduire, depuis quelque temps, à un problème de garanties. M. Michel Debré a avancé dans le Monde du 15 avril, une proposition implicitement reprise par M. Marchais le 17 avril, expressément citée par M. Kanapa dans l'Unité du 19 avril. Cette proposition est rigoureusement irréversible et aucune autre solution ne paraît imaginable, pour des raisons de forme et de fond.

Selon M. Duverger, le problème « consiste à empêcher qu'un représentant du peuple français à l'Assemblée européenne puisse exercer son mandat hors des limites fixées par les traités communautaires ». Et d'avancer la solution suivante : « Il suffirait d'insérer, dans la loi électorale votée par notre Parlement, un article du genre suivant : Les représentants du peuple français à l'Assemblée européenne exercent leur mandat dans le cadre des traités communautaires. Sera révoqué tout représentant ayant agi contrairement aux dispositions de ceux-ci dans l'exercice de son mandat. La révocation est prononcée par le Conseil constitutionnel, saisi dans les dix jours de l'acte de la Constitution de la République. »

Pour des raisons de forme, il est impossible d'insérer une telle proposition dans le cadre de la loi autorisant la ratification de l'Acte du 20 septembre 1976 portant élection des représentants à l'Assemblée (européenne) au suffrage universel direct, ni dans la loi électorale, parce que tout ce qui concerne la compétence et la saisine du Conseil constitutionnel est d'ordre constitutionnel. Une révision préalable serait nécessaire.

Deuxièmement, on peut considérer, à l'idée d'un contrôle par le Conseil constitutionnel, abandonnée pour la raison précédente, que toute autre formule de contrôle, par quelque organe que ce soit, ne pourrait pas être organisée par la loi. La nature du mandat dont il s'agit en fait une question d'ordre constitutionnel. Une révision préalable serait nécessaire.

On pourrait s'en tenir là. Mais la proposition de M. Duverger accroche sur des arguments de texte encore plus décisifs.

La révocation des élus, de ce qu'on appelle un « mandat impératif ». Or, selon l'article 37 de la Constitution française : « Tout mandat impératif est nul. » On pourrait objecter que cela ne concerne que le Parlement français ; l'envisager, c'est que l'acte du 20 septembre prévoit aussi cette prohibition dans son article 4 : « Les représentants votent individuellement et personnellement. Ils ne peuvent être liés par des instructions ni recevoir de mandat impératif. » Le texte est clair : aucune limitation, d'aucune sorte, ne peut être imposée aux parlementaires européens. Il en résulte qu'une garantie contre des déboires n'est possible et que, juridiquement, aucune loi ne peut restreindre la portée du mandat.

(\*) Professeur à la faculté de droit d'Amiens.

A plus forte raison, aucune déclaration écrite, aucun engagement, aucun exposé des motifs ne saurait détenir la moindre valeur juridique, ni la moindre force contraignante. Le choix se réduit donc à l'alternative suivante : soit le texte, sachant bien qu'aucune garantie ne peut être organisée, aménager des garanties, mais cela suppose de changer d'abord la Constitution et de réviser l'acte du 20 septembre, soit à tenir les textes pour des « bouts de papier ». Il est rigoureusement impossible de sortir de ce dilemme.

Mais allons plus loin, et supposons que, en respectant toutes les règles du droit constitutionnel (une révision, donc, ayant été opérée) et du droit international, un système de « contrôle » des représentants français soit aménagé.

Il paraît impossible d'en charger le Conseil constitutionnel, pour des raisons encore et d'abord juridiques : il aurait, en effet, à appliquer que les parlementaires ne sortent pas des dispositions des traités, et, donc, à interpréter les traités, ce qui est du ressort d'une juridiction internationale. Cela d'ailleurs, est impossible.

D'autre part, et d'un point de vue théorique, l'aménagement d'un système de mandat impératif et donc de la révocation des élus,

ne saurait certainement pas être confié, si l'on attache quelque importance aux exigences de la démocratie, à un organe aussi ambigu juridiquement que le Conseil constitutionnel. Tous les manuels de droit constitutionnel expliquent que le mandat impératif est un système techniquement difficile à aménager et que, de plus, et dans la logique même de l'institution, la révocation du mandat ne peut bien évidemment provenir que de ceux qui l'ont donné : les électeurs. Est-on prêt à cela ?

Enfin, et à supposer qu'un système soit trouvé et adopté dans le respect de la Constitution, reste l'acte du 20 septembre, qui est le mandat impératif. On pourrait imaginer — nous arrivons au terme des suppositions possibles — que la France, en ratifiant cet accord international, ait formulé une réserve, c'est-à-dire, selon les règles du droit international, exclut pour elle l'application de l'article 4. On devrait alors se demander si cette réserve, comme l'exige le droit international, est compatible avec l'objet et le but du traité. (cf. article 19 de la Convention de Vienne sur le droit des traités). On pourrait en douter. Et à supposer qu'on passe outre, on aurait ainsi des parlementaires français ayant un mandat impératif en position défavorable par rapport à leurs collègues. Peut-on

imaginer deux types de statut dans ce Parlement et les représentants français en parlementaires européens ? Sans compter qu'on peut se demander si cette inégalité ne serait pas, en cas de traités eux-mêmes.

Le débat juridique n'est certes qu'un débat préalable, mais il est indispensable. L'essentiel est de savoir, une fois le projet abouti, quelles forces le domineront, car il est évident que la dynamique institutionnelle, à cet égard, ne importe qu'un accord pas de nouvelles attributions à ce Parlement. Il en a suffisamment pour se défendre d'autres sans changer une virgule aux traités. Il est souverain pour son organisation, il dispose du pouvoir budgétaire, il a le droit de censurer la Commission sans autre limitation que l'exigence d'un délai de réflexion de trois jours et une majorité qualifiée. L'histoire constitutionnelle de la Communauté européenne, c'est tout le pouvoir qui pouvait être évacué. Où trouver, par conséquent, des limites à l'extension de ses pouvoirs ?

On peut souhaiter l'intégration européenne, mais on ne peut en même temps se réclamer de la démocratie si l'on refuse que le peuple en décide. L'article 3 de la Constitution française prévoit deux procédures : l'élection de la représentation nationale et le référendum.

## La réponse de Maurice Duverger

Dans le Monde du 15 avril, j'ai seulement esquissé une solution permettant d'empêcher que les représentants du peuple français à l'Assemblée de Strasbourg puissent dépasser les traités communautaires. D'où la formule qui suggère d'insérer dans la loi électorale votée par notre Parlement, un article du genre suivant : Les représentants du peuple français à l'Assemblée européenne exercent leur mandat dans le cadre des traités communautaires. Sera révoqué tout représentant ayant agi contrairement aux dispositions de ceux-ci dans l'exercice de son mandat. La révocation est prononcée par le Conseil constitutionnel, saisi dans les dix jours de l'acte de la Constitution de la République.

Qu'on se rassure : cette vote est aménageable dans le cadre du droit, quoi qu'en dise le professeur Soulier.

1) Elle l'est d'abord dans le cadre du droit national.

On nous objecte que l'Université d'Amiens a-t-elle vu que « tout ce qui concerne la compétence et la saisine du Conseil constitutionnel est d'ordre constitutionnel » ? Oublierait-il que la loi organique du 25 décembre 1961 a confié au Conseil des pouvoirs nouveaux en ce qui concerne les incompatibilités entre le mandat parlementaire et certaines professions ? S'il y a dote ou contestation sur l'existence d'une telle incompatibilité, le Conseil constitutionnel est saisi. Sa décision est souveraine : s'il constate l'incompatibilité, le parlementaire doit démissionner dans un délai de quinze jours. Sinon, le Conseil le déclare démissionnaire d'office.

Ma proposition du 15 avril est directement inspirée de cette procédure qu'on pourrait transposer de bien des manières. En droit, une « démission d'office » n'est pas la même chose qu'une « révocation ». En fait, les deux auraient exactement les mêmes effets en l'occurrence : le journaliste est

donc justifié d'employer le terme le plus clair pour ses lecteurs.

Un dernier mot sur ce point. A supposer qu'une révision de la Constitution soit nécessaire, comme le prétend le professeur Soulier, ne voit-on pas qu'elle serait très facile et tous les partis, ou presque, étaient d'accord pour établir cette garantie du respect des traités européens ? On emploierait le même procédé qu'en décembre 1953, où il a suffi de quelques heures au Congrès du Parlement pour entériner le projet de loi sur le statut des députés de la session. Assurer la souveraineté nationale, cela voudrait bien une journée à Versailles, à tout prendre !

2) La proposition est valable aussi dans le cadre du droit international. Soulignons tout d'abord qu'il est extraordinaire de considérer comme contraire au droit international une procédure destinée à garantir le respect des traités. Mais l'assertion est inexacte, heureusement.

a) L'article 4 de l'acte du 20 septembre 1976 n'a rien de tout autre chose, que d'un mandat impératif. Non contradictoire ne permettrait-il de le renvoyer à l'excellente définition qu'en donnent nos collègues Charles Debbasch et Yves Daudet dans leur petit livre Les mandats : « Le mandat est impératif quand l'élu doit, sous peine de révocation, exécuter strictement le vœu de ses mandants (1) » ? Révoquer ou démissionner d'office un élu qui a violé les textes qui fondent son existence et ses pouvoirs, c'est quelque chose de tout différent.

Le mandat impératif concerne le contenu politique de l'autorité parlementaire. La procédure suggérée concerne les limites juridiques. Il ne s'agit en aucune façon

de restreindre le droit des membres de l'Assemblée européenne de réclamer l'extension des pouvoirs de celle-ci, voire sa transformation en institution fédérale ; mais seulement d'assurer que les dispositions des traités communautaires seront respectées pour de telles extensions ou transformations. Les traités révisés de Strasbourg sont des « représentants des peuples des États membres », chacun de ceux-ci a le droit de prendre les mesures nécessaires pour que les liens demeurent dans les limites juridiques de leur mandat.

b) Il est inexact de dire que seuls les juridictions internationales peuvent interpréter les traités. Les traités révisés de Strasbourg sont des « représentants des peuples des États membres », chacun de ceux-ci a le droit de prendre les mesures nécessaires pour que les liens demeurent dans les limites juridiques de leur mandat.

L'article 54 de notre Constitution fait obligation au Conseil constitutionnel d'interpréter les traités quand on lui demande de vérifier s'ils ne sont pas contraires à la Constitution ; et lui les interprète en toute indépendance. Il a ainsi interprété les traités communautaires dans sa décision du 30 décembre 1976. Il ne serait donc pas déraisonnable en la interprétant de nouveau dans le cadre de la procédure qu'on a proposée.

Il aura l'occasion de le faire si les parlementaires aménagent celle-ci par le moyen d'une loi organique : puisque les textes de ce genre lui sont obligatoirement soumis pour qu'il en vérifie la constitutionnalité.

(1) C. Debbasch et Y. Daudet, Lesquels des termes politiques, 1974, p. 122.

## FRANTEL NANTES

A deux pas du Château des Ducs

## MADRONET contemporain

Le spécialiste de l'Art contemporain de la Table porcelaine, cristal, orfèvrerie, objets, cadeaux, listes de mariage.

34, rue de Paradis - 75010 Paris et centre commercial Parly 2

## FRANTEL NICE

A deux pas du Marché aux Fleurs

**MIRABEAU**  
CONCESSIONNAIRE  
71 AV. DE VERSAILLES PARIS 16°  
(PONT MIRABEAU) Tél.: 524.46.66  
Somme 6 cylindres. Tous modèles disponibles

## FRANTEL MONTPELLIER

A deux pas de la place de la Comédie

## SAINT LAURENT

rive gauche

hommes

12 PLACE SAINT-SULPICE, PARIS 6°  
38 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 8°  
46 AVENUE VICTOR-HUGO, PARIS 16°

## 23 HOTELS EN FRANCE

frantel

Des hôtels au cœur des villes  
Réservation centrale PARIS 828.88.00

## Grande-Bretagne

### AUX ÉLECTIONS LOCALES EN ÉCOSSE

Les nationalistes et les conservateurs maintiennent fortement les positions travaillistes

En Écosse, les travaillistes ont enregistré une victoire aux élections locales du mardi 4 mai. Si les nationalistes ont gagné dans le comté de Perth et Angus, les conservateurs ont gagné dans le comté de Dundee. Cette consultation a précédé les élections locales en Angleterre et au Pays de Galles. Les travaillistes ont maintenu leur position dominante dans les deux comtés.

## BIBLIOGRAPHIE

### « DOSSIER » DE GUY DE FARAFON

Le Soudan ni révolutionnaire ni totalitaire

Le Soudan est un pays à la situation complexe. Il est le théâtre de conflits internes et externes. Les forces politiques sont en lutte pour le pouvoir. Le régime actuel est contesté par une partie de la population. La situation est instable et nécessite une intervention internationale.

## CHEF DE CHANTIER

Le chef de chantier est responsable de la mise en œuvre des travaux de construction. Il doit veiller à la qualité des matériaux et à la sécurité des ouvriers. Il doit également coordonner les différents corps de métier et respecter les délais de livraison.

## CHEF DE LIAISON

Le chef de liaison est responsable de la communication entre les différents services d'une entreprise. Il doit assurer la fluidité de l'information et résoudre les problèmes de coordination. Il doit également veiller à la mise à jour des documents administratifs.

## IBGM

IBGM est une association qui vise à améliorer la situation des personnes souffrant de troubles mentaux. Elle propose des services de soutien psychologique et des activités de réinsertion sociale.



# POLITIQUE

A l'Assemblée nationale, la discrimination raciale en matière de commerce extérieur

## M. Foyer (R.P.R.) dénonce la « capitulation honteuse » du gouvernement

Mardi 3 mai, sous la présidence de M. Edgar Faure, l'Assemblée nationale a examiné, en deuxième lecture, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (« le Monde » des 15 et 16 avril).

Ce « texte-balai », ainsi que l'a présenté au Sénat M. Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, regroupe des dispositions catégorielles qui n'ont aucun lien organique entre elles.

M. CHAUVET (R.P.R.), rapporteur, souhaite qu'à l'avenir les mesures d'ordre économique et financier ne soient pas mêlées à des dispositions juridiques. Opinion partagée par M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'Etat au budget.

M. CHAUVET (R.P.R.), président de la commission des lois, a dressé une couronne au gouvernement qui, en dépit d'une déclaration d'urgence initiale, a accepté une seconde lecture afin que l'Assemblée puisse examiner les mesures nouvelles introduites au Sénat.

M. LAMPS (P.C.), salue cette occasion pour plaider en faveur d'une rémanération équitable de l'épargne populaire et réclame son indexation.

Dans la discussion, des articles sont notamment adoptés : un amendement de la commission des finances réduisant l'article qui permet aux avocats d'accomplir, sans attribution d'honoraires, des actes professionnels au profit des communes qu'ils administrent ; un amendement de la commission, combattu par M. COT (P.S.), qui rétablit l'article simplifiant la procédure d'émission des emprunts contractés par le ministère des postes et télécommunications ; une nouvelle rédaction de l'article relatif au pouvoir des fonctionnaires du service des mines.

L'Assemblée examine ensuite un amendement de la commission des lois reprenant un article voté en première lecture, à l'initiative de M. KRIEG (R.P.R.), mais supprimé par le Sénat et qui introduisait dans la législation pénale

des dispositions de nature à réprimer les pratiques discriminatoires à caractère racial dans le domaine des relations économiques.

M. FOYER souligne l'« embarras » du gouvernement et la « fragilité » de ses arguments pour obtenir la suppression de cet article. Il poursuit : « Il y aurait une certaine hypocrisie à voter une convention dirigée contre les discriminations raciales et à refuser maintenant de voter des dispositions qui visent à mettre fin à des pratiques inadmissibles ». Il conclut : « Cette suppression est une capitulation honteuse, car il n'est pas de l'intérêt national de céder au chantage et de se coucher ».

M. COT (P.S.) rappelle qu'en première lecture son groupe avait fait supprimer le terme de « nation » de l'amendement Krieg.

M. LAMPS (P.C.) rappelle qu'en première lecture son groupe avait fait supprimer le terme de « nation » de l'amendement Krieg.

M. CHAUVET (R.P.R.), président de la commission des lois, a dressé une couronne au gouvernement qui, en dépit d'une déclaration d'urgence initiale, a accepté une seconde lecture afin que l'Assemblée puisse examiner les mesures nouvelles introduites au Sénat.

M. LAMPS (P.C.), salue cette occasion pour plaider en faveur d'une rémanération équitable de l'épargne populaire et réclame son indexation.

Dans la discussion, des articles sont notamment adoptés : un amendement de la commission des finances réduisant l'article qui permet aux avocats d'accomplir, sans attribution d'honoraires, des actes professionnels au profit des communes qu'ils administrent ; un amendement de la commission, combattu par M. COT (P.S.), qui rétablit l'article simplifiant la procédure d'émission des emprunts contractés par le ministère des postes et télécommunications ; une nouvelle rédaction de l'article relatif au pouvoir des fonctionnaires du service des mines.

L'Assemblée examine ensuite un amendement de la commission des lois reprenant un article voté en première lecture, à l'initiative de M. KRIEG (R.P.R.), mais supprimé par le Sénat et qui introduisait dans la législation pénale

des dispositions de nature à réprimer les pratiques discriminatoires à caractère racial dans le domaine des relations économiques.

M. FOYER souligne l'« embarras » du gouvernement et la « fragilité » de ses arguments pour obtenir la suppression de cet article. Il poursuit : « Il y aurait une certaine hypocrisie à voter une convention dirigée contre les discriminations raciales et à refuser maintenant de voter des dispositions qui visent à mettre fin à des pratiques inadmissibles ». Il conclut : « Cette suppression est une capitulation honteuse, car il n'est pas de l'intérêt national de céder au chantage et de se coucher ».

M. COT (P.S.) rappelle qu'en première lecture son groupe avait fait supprimer le terme de « nation » de l'amendement Krieg.

M. LAMPS (P.C.) rappelle qu'en première lecture son groupe avait fait supprimer le terme de « nation » de l'amendement Krieg.

M. CHAUVET (R.P.R.), président de la commission des lois, a dressé une couronne au gouvernement qui, en dépit d'une déclaration d'urgence initiale, a accepté une seconde lecture afin que l'Assemblée puisse examiner les mesures nouvelles introduites au Sénat.

M. LAMPS (P.C.), salue cette occasion pour plaider en faveur d'une rémanération équitable de l'épargne populaire et réclame son indexation.

Dans la discussion, des articles sont notamment adoptés : un amendement de la commission des finances réduisant l'article qui permet aux avocats d'accomplir, sans attribution d'honoraires, des actes professionnels au profit des communes qu'ils administrent ; un amendement de la commission, combattu par M. COT (P.S.), qui rétablit l'article simplifiant la procédure d'émission des emprunts contractés par le ministère des postes et télécommunications ; une nouvelle rédaction de l'article relatif au pouvoir des fonctionnaires du service des mines.

L'Assemblée examine ensuite un amendement de la commission des lois reprenant un article voté en première lecture, à l'initiative de M. KRIEG (R.P.R.), mais supprimé par le Sénat et qui introduisait dans la législation pénale

souhaitable d'interdire au gouvernement de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre d'Etats pratiquant le dumping ou se montrant trop faiblement protectionnistes ?

M. KRIEG estime que les arguments du gouvernement « manquent de sérieux ». Il observe que la France, « qui n'applique pourtant pas les mesures anti-dumping », est tout de même un des pays dont le commerce avec les pays arabes a le moins progressé. Il ajoute : « Cela veut dire que, conscients de leurs intérêts, les pays arabes, quand ils ont affaire à des intermédiaires fermement décidés à faire respecter les principes de non-discrimination, s'inclinent. L'accord tacite que nous obtenons aux pratiques commerciales des pays arabes équivaut à favoriser la discrimination raciale, raciale et religieuse. C'est inadmissible ».

En fait, l'affaire « suffisamment grave pour que tous les groupes politiques prennent leurs responsabilités », le groupe socialiste demande un scrutin public sur son amendement rétablissant l'article supprimé par le Sénat.

M. LAMPS, président du groupe du R.P.R., ayant demandé une suspension de séance, M. EDGAR FAURE propose, vu l'importance

du sujet, de reporter le vote à mercredi, suggestion acceptée par l'Assemblée.

Les députés suppriment à l'initiative de MM. FOYER et COT, avec l'accord de M. GOUSSIER (P.C.) et FANTON (R.P.R.), mais contre l'avis du gouvernement et du rapporteur, l'article prévoyant la subrogation de l'Etat dans les droits du propriétaire qui a été indemnisé du préjudice résultant du refus opposé à l'octroi du concours de la force publique pour faire exécuter une décision judiciaire d'expulsion d'un locataire.

A l'initiative de la commission des finances, l'Assemblée décide de faire intervenir le Fonds de garantie automobile pour tous les accidents de la circulation ayant provoqué des accidents corporels sur la voie publique et pour lesquels le responsable des dommages est soit inconnu soit totalement ou partiellement insolvable. Interrogé par le secrétaire d'Etat, M. CHAUVET précise que le Fonds n'interviendra que lorsque la responsabilité de l'accident est imputable à un tiers, identifié ou non.

Le vote de l'article relatif à la Sécurité sociale des artistes ainsi que la suite de la discussion sont renvoyés à mercredi.

En séance, l'Assemblée a adopté, en deuxième lecture et dans le texte du Sénat (dont définitivement), le projet de loi relatif aux assistantes maternelles (« le Monde » des 27, 28 et 29 avril). Après les interventions du rapporteur et du ministre de la santé et après le rejet de deux amendements socialistes, Mme MOREAU (P.C.) avait expliqué

l'abstention finale de son groupe à l'égard d'un texte qui « imposera aux parents des frais et des tracasseries supplémentaires sans améliorer pour autant la situation de ces femmes ».

M. BRESSON (P.S.) avait fait de même au nom de son groupe, critiquant un texte « discriminatoire » en matière d'aide au chômage ou de dispositions sociales.

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCOCHI (P.S.), les députés examinent en deuxième lecture la proposition de loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (« le Monde » du 21 avril).

M. CESAR (app. R.P.R.), suppléant M. COUDROU (R.A.), rapporteur, a souligné que ce texte complète la législation en vigueur et vise notamment à garantir la prépondérance des agriculteurs des régions de montagne au sein des mouvements pastoraux créés par la loi du 3 janvier 1977.

Après l'intervention de M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie), auteur de la proposition, président du groupe d'études de la montagne à l'Assemblée, énumère les textes qu'il souhaite voir adopter rapidement. Pour M. MAISSINAT (P.C., Isère), une évidence s'impose : « Il n'y a pas de politique de la montagne et le délabrement démographique, agricole et économique de ce secteur se poursuit ». Pour terminer, il trace les grandes lignes d'une politique foncière pour la montagne.

L'Assemblée adopte finalement, dans le texte du Sénat, donc définitivement, l'article unique de la proposition de loi.

Pour terminer, elle examine la proposition de loi de M. CRES-APP (R.P.R., Maine), Delbail (P.R., Aube), Honnet (R.I., Aube), et Mme Crépin (R.A., Aube), relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « vins champenois ». M. MEHAIGNERIE indique que ce texte vise à empêcher toute vente au vrac de ce vin et à rendre obligatoire la mise en bouteilles sur les lieux de la production afin d'éviter une dégradation du marché.

du sujet, de reporter le vote à mercredi, suggestion acceptée par l'Assemblée.

Les députés suppriment à l'initiative de MM. FOYER et COT, avec l'accord de M. GOUSSIER (P.C.) et FANTON (R.P.R.), mais contre l'avis du gouvernement et du rapporteur, l'article prévoyant la subrogation de l'Etat dans les droits du propriétaire qui a été indemnisé du préjudice résultant du refus opposé à l'octroi du concours de la force publique pour faire exécuter une décision judiciaire d'expulsion d'un locataire.

A l'initiative de la commission des finances, l'Assemblée décide de faire intervenir le Fonds de garantie automobile pour tous les accidents de la circulation ayant provoqué des accidents corporels sur la voie publique et pour lesquels le responsable des dommages est soit inconnu soit totalement ou partiellement insolvable. Interrogé par le secrétaire d'Etat, M. CHAUVET précise que le Fonds n'interviendra que lorsque la responsabilité de l'accident est imputable à un tiers, identifié ou non.

Le vote de l'article relatif à la Sécurité sociale des artistes ainsi que la suite de la discussion sont renvoyés à mercredi.

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCOCHI (P.S.), les députés examinent en deuxième lecture la proposition de loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (« le Monde » du 21 avril).

M. CESAR (app. R.P.R.), suppléant M. COUDROU (R.A.), rapporteur, a souligné que ce texte complète la législation en vigueur et vise notamment à garantir la prépondérance des agriculteurs des régions de montagne au sein des mouvements pastoraux créés par la loi du 3 janvier 1977.

Après l'intervention de M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie), auteur de la proposition, président du groupe d'études de la montagne à l'Assemblée, énumère les textes qu'il souhaite voir adopter rapidement. Pour M. MAISSINAT (P.C., Isère), une évidence s'impose : « Il n'y a pas de politique de la montagne et le délabrement démographique, agricole et économique de ce secteur se poursuit ». Pour terminer, il trace les grandes lignes d'une politique foncière pour la montagne.

L'Assemblée adopte finalement, dans le texte du Sénat, donc définitivement, l'article unique de la proposition de loi.

Pour terminer, elle examine la proposition de loi de M. CRES-APP (R.P.R., Maine), Delbail (P.R., Aube), Honnet (R.I., Aube), et Mme Crépin (R.A., Aube), relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « vins champenois ». M. MEHAIGNERIE indique que ce texte vise à empêcher toute vente au vrac de ce vin et à rendre obligatoire la mise en bouteilles sur les lieux de la production afin d'éviter une dégradation du marché.

du sujet, de reporter le vote à mercredi, suggestion acceptée par l'Assemblée.

Les députés suppriment à l'initiative de MM. FOYER et COT, avec l'accord de M. GOUSSIER (P.C.) et FANTON (R.P.R.), mais contre l'avis du gouvernement et du rapporteur, l'article prévoyant la subrogation de l'Etat dans les droits du propriétaire qui a été indemnisé du préjudice résultant du refus opposé à l'octroi du concours de la force publique pour faire exécuter une décision judiciaire d'expulsion d'un locataire.

A l'initiative de la commission des finances, l'Assemblée décide de faire intervenir le Fonds de garantie automobile pour tous les accidents de la circulation ayant provoqué des accidents corporels sur la voie publique et pour lesquels le responsable des dommages est soit inconnu soit totalement ou partiellement insolvable. Interrogé par le secrétaire d'Etat, M. CHAUVET précise que le Fonds n'interviendra que lorsque la responsabilité de l'accident est imputable à un tiers, identifié ou non.

Le vote de l'article relatif à la Sécurité sociale des artistes ainsi que la suite de la discussion sont renvoyés à mercredi.

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCOCHI (P.S.), les députés examinent en deuxième lecture la proposition de loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (« le Monde » du 21 avril).

M. CESAR (app. R.P.R.), suppléant M. COUDROU (R.A.), rapporteur, a souligné que ce texte complète la législation en vigueur et vise notamment à garantir la prépondérance des agriculteurs des régions de montagne au sein des mouvements pastoraux créés par la loi du 3 janvier 1977.

Après l'intervention de M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie), auteur de la proposition, président du groupe d'études de la montagne à l'Assemblée, énumère les textes qu'il souhaite voir adopter rapidement. Pour M. MAISSINAT (P.C., Isère), une évidence s'impose : « Il n'y a pas de politique de la montagne et le délabrement démographique, agricole et économique de ce secteur se poursuit ». Pour terminer, il trace les grandes lignes d'une politique foncière pour la montagne.

du sujet, de reporter le vote à mercredi, suggestion acceptée par l'Assemblée.

Les députés suppriment à l'initiative de MM. FOYER et COT, avec l'accord de M. GOUSSIER (P.C.) et FANTON (R.P.R.), mais contre l'avis du gouvernement et du rapporteur, l'article prévoyant la subrogation de l'Etat dans les droits du propriétaire qui a été indemnisé du préjudice résultant du refus opposé à l'octroi du concours de la force publique pour faire exécuter une décision judiciaire d'expulsion d'un locataire.

A l'initiative de la commission des finances, l'Assemblée décide de faire intervenir le Fonds de garantie automobile pour tous les accidents de la circulation ayant provoqué des accidents corporels sur la voie publique et pour lesquels le responsable des dommages est soit inconnu soit totalement ou partiellement insolvable. Interrogé par le secrétaire d'Etat, M. CHAUVET précise que le Fonds n'interviendra que lorsque la responsabilité de l'accident est imputable à un tiers, identifié ou non.

Le vote de l'article relatif à la Sécurité sociale des artistes ainsi que la suite de la discussion sont renvoyés à mercredi.

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCOCHI (P.S.), les députés examinent en deuxième lecture la proposition de loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (« le Monde » du 21 avril).

M. CESAR (app. R.P.R.), suppléant M. COUDROU (R.A.), rapporteur, a souligné que ce texte complète la législation en vigueur et vise notamment à garantir la prépondérance des agriculteurs des régions de montagne au sein des mouvements pastoraux créés par la loi du 3 janvier 1977.

Après l'intervention de M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie), auteur de la proposition, président du groupe d'études de la montagne à l'Assemblée, énumère les textes qu'il souhaite voir adopter rapidement. Pour M. MAISSINAT (P.C., Isère), une évidence s'impose : « Il n'y a pas de politique de la montagne et le délabrement démographique, agricole et économique de ce secteur se poursuit ». Pour terminer, il trace les grandes lignes d'une politique foncière pour la montagne.

L'Assemblée adopte finalement, dans le texte du Sénat, donc définitivement, l'article unique de la proposition de loi.

Pour terminer, elle examine la proposition de loi de M. CRES-APP (R.P.R., Maine), Delbail (P.R., Aube), Honnet (R.I., Aube), et Mme Crépin (R.A., Aube), relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « vins champenois ». M. MEHAIGNERIE indique que ce texte vise à empêcher toute vente au vrac de ce vin et à rendre obligatoire la mise en bouteilles sur les lieux de la production afin d'éviter une dégradation du marché.

du sujet, de reporter le vote à mercredi, suggestion acceptée par l'Assemblée.

Les députés suppriment à l'initiative de MM. FOYER et COT, avec l'accord de M. GOUSSIER (P.C.) et FANTON (R.P.R.), mais contre l'avis du gouvernement et du rapporteur, l'article prévoyant la subrogation de l'Etat dans les droits du propriétaire qui a été indemnisé du préjudice résultant du refus opposé à l'octroi du concours de la force publique pour faire exécuter une décision judiciaire d'expulsion d'un locataire.

A l'initiative de la commission des finances, l'Assemblée décide de faire intervenir le Fonds de garantie automobile pour tous les accidents de la circulation ayant provoqué des accidents corporels sur la voie publique et pour lesquels le responsable des dommages est soit inconnu soit totalement ou partiellement insolvable. Interrogé par le secrétaire d'Etat, M. CHAUVET précise que le Fonds n'interviendra que lorsque la responsabilité de l'accident est imputable à un tiers, identifié ou non.

Le vote de l'article relatif à la Sécurité sociale des artistes ainsi que la suite de la discussion sont renvoyés à mercredi.

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCOCHI (P.S.), les députés examinent en deuxième lecture la proposition de loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (« le Monde » du 21 avril).

M. CESAR (app. R.P.R.), suppléant M. COUDROU (R.A.), rapporteur, a souligné que ce texte complète la législation en vigueur et vise notamment à garantir la prépondérance des agriculteurs des régions de montagne au sein des mouvements pastoraux créés par la loi du 3 janvier 1977.

Après l'intervention de M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie), auteur de la proposition, président du groupe d'études de la montagne à l'Assemblée, énumère les textes qu'il souhaite voir adopter rapidement. Pour M. MAISSINAT (P.C., Isère), une évidence s'impose : « Il n'y a pas de politique de la montagne et le délabrement démographique, agricole et économique de ce secteur se poursuit ». Pour terminer, il trace les grandes lignes d'une politique foncière pour la montagne.

du sujet, de reporter le vote à mercredi, suggestion acceptée par l'Assemblée.

Les députés suppriment à l'initiative de MM. FOYER et COT, avec l'accord de M. GOUSSIER (P.C.) et FANTON (R.P.R.), mais contre l'avis du gouvernement et du rapporteur, l'article prévoyant la subrogation de l'Etat dans les droits du propriétaire qui a été indemnisé du préjudice résultant du refus opposé à l'octroi du concours de la force publique pour faire exécuter une décision judiciaire d'expulsion d'un locataire.

A l'initiative de la commission des finances, l'Assemblée décide de faire intervenir le Fonds de garantie automobile pour tous les accidents de la circulation ayant provoqué des accidents corporels sur la voie publique et pour lesquels le responsable des dommages est soit inconnu soit totalement ou partiellement insolvable. Interrogé par le secrétaire d'Etat, M. CHAUVET précise que le Fonds n'interviendra que lorsque la responsabilité de l'accident est imputable à un tiers, identifié ou non.

Le vote de l'article relatif à la Sécurité sociale des artistes ainsi que la suite de la discussion sont renvoyés à mercredi.

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCOCHI (P.S.), les députés examinent en deuxième lecture la proposition de loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (« le Monde » du 21 avril).

M. CESAR (app. R.P.R.), suppléant M. COUDROU (R.A.), rapporteur, a souligné que ce texte complète la législation en vigueur et vise notamment à garantir la prépondérance des agriculteurs des régions de montagne au sein des mouvements pastoraux créés par la loi du 3 janvier 1977.

Après l'intervention de M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie), auteur de la proposition, président du groupe d'études de la montagne à l'Assemblée, énumère les textes qu'il souhaite voir adopter rapidement. Pour M. MAISSINAT (P.C., Isère), une évidence s'impose : « Il n'y a pas de politique de la montagne et le délabrement démographique, agricole et économique de ce secteur se poursuit ». Pour terminer, il trace les grandes lignes d'une politique foncière pour la montagne.

L'Assemblée adopte finalement, dans le texte du Sénat, donc définitivement, l'article unique de la proposition de loi.

Pour terminer, elle examine la proposition de loi de M. CRES-APP (R.P.R., Maine), Delbail (P.R., Aube), Honnet (R.I., Aube), et Mme Crépin (R.A., Aube), relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « vins champenois ». M. MEHAIGNERIE indique que ce texte vise à empêcher toute vente au vrac de ce vin et à rendre obligatoire la mise en bouteilles sur les lieux de la production afin d'éviter une dégradation du marché.

du sujet, de reporter le vote à mercredi, suggestion acceptée par l'Assemblée.

Les députés suppriment à l'initiative de MM. FOYER et COT, avec l'accord de M. GOUSSIER (P.C.) et FANTON (R.P.R.), mais contre l'avis du gouvernement et du rapporteur, l'article prévoyant la subrogation de l'Etat dans les droits du propriétaire qui a été indemnisé du préjudice résultant du refus opposé à l'octroi du concours de la force publique pour faire exécuter une décision judiciaire d'expulsion d'un locataire.

A l'initiative de la commission des finances, l'Assemblée décide de faire intervenir le Fonds de garantie automobile pour tous les accidents de la circulation ayant provoqué des accidents corporels sur la voie publique et pour lesquels le responsable des dommages est soit inconnu soit totalement ou partiellement insolvable. Interrogé par le secrétaire d'Etat, M. CHAUVET précise que le Fonds n'interviendra que lorsque la responsabilité de l'accident est imputable à un tiers, identifié ou non.

Le vote de l'article relatif à la Sécurité sociale des artistes ainsi que la suite de la discussion sont renvoyés à mercredi.

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCOCHI (P.S.), les députés examinent en deuxième lecture la proposition de loi relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde (« le Monde » du 21 avril).

M. CESAR (app. R.P.R.), suppléant M. COUDROU (R.A.), rapporteur, a souligné que ce texte complète la législation en vigueur et vise notamment à garantir la prépondérance des agriculteurs des régions de montagne au sein des mouvements pastoraux créés par la loi du 3 janvier 1977.

Après l'intervention de M. MEHAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, M. BROCARD (R.I., Haute-Savoie), auteur de la proposition, président du groupe d'études de la montagne à l'Assemblée, énumère les textes qu'il souhaite voir adopter rapidement. Pour M. MAISSINAT (P.C., Isère), une évidence s'impose : « Il n'y a pas de politique de la montagne et le délabrement démographique, agricole et économique de ce secteur se poursuit ». Pour terminer, il trace les grandes lignes d'une politique foncière pour la montagne.

## AU SÉNAT

### Cri d'alarme au sujet du secteur locatif des H.L.M.

Le Sénat a discuté mardi 3 mai une question orale avec débat de M. ROGER GUILLIOT, sénateur du Puy-de-Dôme (P.S.), maire de Clermont-Ferrand, sur la « dégradation de la situation des offices H.L.M. ».

« Nos offices, a-t-il notamment indiqué, sont condamnés, face à la hausse des coûts des terrains et de la construction, à construire au rabais ou à ne pas construire du tout ». Dans l'immédiat, l'impossibilité, estime-t-il, est de sauver ces organismes de l'asphyxie et d'éviter l'arrêt des chantiers. Un moratoire permettrait au moins de serrer les responsabilités.

M. BARROT, secrétaire d'Etat au logement, considère que trop d'offices H.L.M. ne tiennent pas compte de l'allocation logement dans l'appréciation qu'ils font de la solvabilité des familles modestes. Or deux millions huit cent mille familles ont touché cette allocation en 1976 ; allocation qui a été majorée de 9,5 % le 1<sup>er</sup> juillet dernier.

M. Barrot affirme que le gouvernement a toutefois été sensible aux difficultés soulevées par M. Guillot. Notre démarche, conclut-il, est pragmatique et progressive. Elle comporte des améliorations immédiates dans les conditions de fonctionnement des organismes H.L.M., mais elle s'appuie surtout sur la réforme profonde de l'aide au logement que vous avez adoptée en décembre dernier.

Le gouvernement fait cette réforme pour permettre aux organismes H.L.M. de loger dans de meilleures conditions les familles modestes. Il ne fera rien sans eux à l'avenir. L'illusion qu'on peut qu'on des expériences qui se-

ront menées cette année, il attend en échange une participation lucide et objective, sans procès d'intention. Il souhaite un jugement sur la réalité de cette réforme, que les expériences mettront en lumière.

Pour M. Létourneau (P.C., Pas-de-Calais), le plus grave problème est celui des charges : « Comment, déclare-t-il, des familles où l'on ne paie qu'un loyer inférieur à 2 500 francs par mois peuvent-elles supporter le loyer de 1 000 francs qu'on leur demande pour un logement P 4 ? Pour relancer les mises en chantier dans le secteur locatif des H.L.M., il faudrait revenir à des taux d'intérêt réduits, à 5 % de préférence ». M. MARSON (P.C.), maire de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), évoque le cas de l'office H.L.M. de sa ville, dont le budget, en déficit, est de 100 millions.

« Il est vrai, répond le secrétaire d'Etat, que des Français n'ont pas encore les ressources qui leur permettraient d'accéder à une H.L.M. Mais attendez ! Attendez les résultats de l'effort que nous avons entrepris avec, notamment, l'A.P.L. (Aide personnalisée au logement). Comme nous aussi je me suis fait, dans la discussion de cette loi, l'avocat du maintien d'une certaine aide à la pierre. N'ai-je pas fait aussi, en défendant les représentants des locataires aux conseils d'administration ? Ne me faites donc pas de reproches injustes ! Je refuse simplement d'entretenir l'illusion qu'on peut tout faire tout de suite ! »

M. Barrot affirme que le gouvernement a toutefois été sensible aux difficultés soulevées par M. Guillot. Notre démarche, conclut-il, est pragmatique et progressive. Elle comporte des améliorations immédiates dans les conditions de fonctionnement des organismes H.L.M., mais elle s'appuie surtout sur la réforme profonde de l'aide au logement que vous avez adoptée en décembre dernier.

Le gouvernement fait cette réforme pour permettre aux organismes H.L.M. de loger dans de meilleures conditions les familles modestes. Il ne fera rien sans eux à l'avenir. L'illusion qu'on peut qu'on des expériences qui se-

ront menées cette année, il attend en échange une participation lucide et objective, sans procès d'intention. Il souhaite un jugement sur la réalité de cette réforme, que les expériences mettront en lumière.

Pour M. Létourneau (P.C., Pas-de-Calais), le plus grave problème est celui des charges : « Comment, déclare-t-il, des familles où l'on ne paie qu'un loyer inférieur à 2 500 francs par mois peuvent-elles supporter le loyer de 1 000 francs qu'on leur demande pour un logement P 4 ? Pour relancer les mises en chantier dans le secteur locatif des H.L.M., il faudrait revenir à des taux d'intérêt réduits, à 5 % de préférence ». M. MARSON (P.C.), maire de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), évoque le cas de l'office H.L.M. de sa ville, dont le budget, en déficit, est de 100 millions.

« Il est vrai, répond le secrétaire d'Etat, que des Français n'ont pas encore les ressources qui leur permettraient d'accéder à une H.L.M. Mais attendez ! Attendez les résultats de l'effort que nous avons entrepris avec, notamment, l'A.P.L. (Aide personnalisée au logement). Comme nous aussi je me suis fait, dans la discussion de cette loi, l'avocat du maintien d'une certaine aide à la pierre. N'ai-je pas fait aussi, en défendant les représentants des locataires aux conseils d'administration ? Ne me faites donc pas de reproches injustes ! Je refuse simplement d'entretenir l'illusion qu'on peut tout faire tout de suite ! »

M. Barrot affirme que le gouvernement a toutefois été sensible aux difficultés soulevées par M. Guillot. Notre démarche, conclut-il, est pragmatique et progressive. Elle comporte des améliorations immédiates dans les conditions de fonctionnement des organismes H.L.M., mais elle s'appuie surtout sur la réforme profonde de l'aide au logement que vous avez adoptée en décembre dernier.

Le gouvernement fait cette réforme pour permettre aux organismes H.L.M. de loger dans de meilleures conditions les familles modestes. Il ne fera rien sans eux à l'avenir. L'illusion qu'on peut qu'on des expériences qui se-

ront menées cette année, il attend en échange une participation lucide et objective, sans procès d'intention. Il souhaite un jugement sur la réalité de cette réforme, que les expériences mettront en lumière.

Pour M. Létourneau (P.C., Pas-de-Calais), le plus grave problème est celui des charges : « Comment, déclare-t-il, des familles où l'on ne paie qu'un loyer inférieur à 2 500 francs par mois peuvent-elles supporter le loyer de 1 000 francs qu'on leur demande pour un logement P 4 ? Pour relancer les mises en chantier dans le secteur locatif des H.L.M., il faudrait revenir à des taux d'intérêt réduits, à 5 % de préférence ». M. MARSON (P.C.), maire de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), évoque le cas de l'office H.L.M. de sa ville, dont le budget, en déficit, est de 100 millions.

« Il est vrai, répond le secrétaire d'Etat, que des Français n'ont pas encore les ressources qui leur permettraient d'accéder à une H.L.M. Mais attendez ! Attendez les résultats de l'effort que nous avons entrepris avec, notamment, l'A.P.L. (Aide personnalisée au logement). Comme nous aussi je me suis fait, dans la discussion de cette loi, l'avocat du maintien d'une certaine aide à la pierre. N'ai-je pas fait aussi, en défendant les représentants des locataires aux conseils d'administration ? Ne me faites donc pas de reproches injustes ! Je refuse simplement d'entretenir l'illusion qu'on peut tout faire tout de suite ! »

M. Barrot affirme que le gouvernement a toutefois été sensible aux difficultés soulevées par M. Guillot. Notre démarche, conclut-il, est pragmatique et progressive. Elle comporte des améliorations immédiates dans les conditions de fonctionnement des organismes H.L.M., mais elle s'appuie surtout sur la réforme profonde de l'aide au logement que vous avez adoptée en décembre dernier.

Le gouvernement fait cette réforme pour permettre aux organismes H.L.M. de loger dans de meilleures conditions les familles modestes. Il ne fera rien sans eux à l'avenir. L'illusion qu'on peut qu'on des expériences qui se-

ront menées cette année, il attend en échange une participation lucide et objective, sans procès d'intention. Il souhaite un jugement sur la réalité de cette réforme, que les expériences mettront en lumière.

R.P.R. juge inacceptable la proposition

Le programme commun est une alliance contre nature

## APOLITISME



## POLITIQUE

# Le R.P.R. juge inacceptable l'aménagement de la taxe professionnelle proposé par le gouvernement

**AU SÉNAT**  
**Cri d'alarme au sujet**  
**secteur locatif des H.L.M.**

Le bureau du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, réuni mardi 3 mai, a examiné le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, sur lequel la commission des lois et la commission des finances de l'Assemblée devaient se prononcer jeudi, avant le débat en séance publique qui s'ouvrira le 10 mai.

M. Claude Labbé, président du groupe, a déclaré que le projet du gouvernement « n'est pas acceptable » et qu'il doit être rejeté. Il a souligné que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

M. Roger Chirac, président du groupe républicain indépendant, a déclaré que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

M. Jean Poyer, député R.P.R., a déclaré que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

**Mobilite de l'emploi**

M. Jean-P. Soisson, la France est au premier rang des nations sportives du monde

**Le programme commun est une alliance contre nature**

**estime le nouveau secrétaire d'Etat à la défense**

**Recevant la presse, mardi 3 mai, Paris, M. Jean-Jacques Beucier, nouveau secrétaire d'Etat à la Défense, a déclaré que le programme commun est une alliance contre nature.**

**APOLITISME**

M. René Haby, ministre de l'Éducation, a déclaré que le programme commun est une alliance contre nature.

**FENSE**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

Le bureau du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, réuni mardi 3 mai, a examiné le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, sur lequel la commission des lois et la commission des finances de l'Assemblée devaient se prononcer jeudi, avant le débat en séance publique qui s'ouvrira le 10 mai.

M. Claude Labbé, président du groupe, a déclaré que le projet du gouvernement « n'est pas acceptable » et qu'il doit être rejeté. Il a souligné que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

M. Roger Chirac, président du groupe républicain indépendant, a déclaré que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

M. Jean Poyer, député R.P.R., a déclaré que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

**VIEILLE PRATIQUE**

C'est une vieille pratique que d'attribuer à la presse ce qui ne lui appartient pas. M. Labbé, qui avait suivi attentivement la séance du jeudi 28 avril, se permet de le reprocher à l'Assemblée.

M. Roger Chirac, président du groupe républicain indépendant, a déclaré que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

M. Jean Poyer, député R.P.R., a déclaré que le projet de loi aménageant la taxe professionnelle, qui a été adopté en juillet 1975, avait été adopté à l'unanimité et qu'il était donc inacceptable que le gouvernement propose de le modifier.

**Le programme commun est une alliance contre nature**

**estime le nouveau secrétaire d'Etat à la défense**

**Recevant la presse, mardi 3 mai, Paris, M. Jean-Jacques Beucier, nouveau secrétaire d'Etat à la Défense, a déclaré que le programme commun est une alliance contre nature.**

**APOLITISME**

M. René Haby, ministre de l'Éducation, a déclaré que le programme commun est une alliance contre nature.

**FENSE**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**des nouveaux intercepteurs Mirage**

**Le Maroc commande à la France**

**PRÉPAREZ le DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE**  
Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688  
**ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION**  
École privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique de l'État  
4, rue des Petits-Champs, 75006 PARIS - CEDEX 02

**Préparation à l'entrée en Médecine**  
PHARMACIE-DENTAIRE  
mise en condition scientifique en septembre du baccalauréat  
CEPES Groupement libre de professeurs  
53, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully  
Tél. 722.94.94 ou 745.09.19

**GS** Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usure. Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la CX.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.

Toutes possibilités de crédit. Demander Monsieur Lemaire.

**3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51 +**

**Gastronomie chez Raffatin et Honorine**  
**"Le Filet de Barbe"**

**Raffatin et Honorine**  
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

16, Bd St-Germain - Paris 5<sup>e</sup>.  
Tél. 033.22.21. Fermé le Dimanche.

**Entre Gourmets chez Dagomo**  
**"La Côte de Bœuf à l'O"**

**Dagomo**  
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

190, Av. Jean-Jaures - Paris 19<sup>e</sup>. Tél. 607.02.09.  
Fermé le Lundi.

**La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.**

**En France. Et à l'étranger.**

**XV<sup>e</sup> RÉSIDENTIEL**

**LE MARQUIS**  
19/21, rue Cambonne, Paris 15<sup>e</sup>

**• 2 pièces: 6.600 F le m<sup>2</sup> \***  
**• 4 pièces: 6.300 F le m<sup>2</sup> \***

appartement-témoin et bureau de vente sur place, tous les jours de 14 h à 19 h 30  
Tél. 783.64.32

**lor & CIE S.A.**  
Tél.: 766.25.32.

\*prix moyen/tarif au 10.06.76



## Peut-on rénover l'enseignement... sans rénover les manuels ?

Pour 1977, Larousse a tenté de réaliser de nouveaux modèles d'ouvrages d'enseignement. Y a-t-il réussi ? Peut-être ; c'est à vous, enseignants, d'en juger. L'école, dit-on, se "déscolarise". L'école, les élèves, les parents, les enseignants ne sont plus les mêmes... Tout a changé ; la vie aussi... et avec elle, l'école. Et les manuels ?

avec l'historien Georges Duby, qui estime que "l'histoire des hommes et l'étude du milieu qui les entoure et qu'ils transforment amènent l'élève, dès la sixième, à comprendre qu'il est l'artisan de sa propre histoire".

avec Georges Jean, l'un des auteurs de l'équipe de Pierre Emmanuel, qui note que "toute lecture repose sur la même dialectique fondamentale où l'imaginaire donne à voir le réel, où le réel s'inscrit dans l'imaginaire pour être perçu".

avec le linguiste Jean Dubois, qui pense que "la connaissance et la maîtrise du monde moderne passent par la maîtrise du langage".

avec l'angliciste Maurice Cling, qui veut susciter "la sensibilisation des élèves à des notions simples de la civilisation britannique et aider à la réalisation de leur potentiel de créativité et de communication".

Larousse a réalisé cette année les nouveautés de l'enseignement d'aujourd'hui. Mieux : des livres pour l'élève (et donc des auxiliaires pour le professeur).

## pour comprendre le passé et le monde présent

COLLECTION GEORGES DUBY

### MILIEUX, HOMMES ET CIVILISATIONS

par Marc Gaudais, agrégé de géographie, et Michel Pierre, agrégé d'histoire.

avec un atlas dépliant : 24,00 F

De G. Duby également : HISTOIRE DE LA FRANCE 3 volumes.

## lire, pour découvrir le monde

COLLECTION PIERRE EMMANUEL

### LIRE EN 6

par M. Jehan, professeur d'enseignement général de collège.

R. Martel, agrégé de lettres, M. Pierre, agrégé d'histoire.

avec 32 hors-texte en couleurs : 24,00 F

Egalement pour la 6<sup>e</sup> : dirigé par P. Barbès et G. Jean, collection "Textes pour aujourd'hui".

(A TRAVERS PRÉSENT, LE PETIT PRINCE...)

## de la pratique spontanée à la maîtrise de la langue

COLLECTION JEAN DUBOIS ET RENÉ LAGANE

### SAVOIR LE FRANÇAIS

GRAMMAIRE 6<sup>e</sup>

par R. Lagane, J. Dubois et D. Leeman, (12,00 F)

EXERCICES 6<sup>e</sup> par D. Leeman, (10,00 F)

Egalement pour la 6<sup>e</sup> : dirigé par J. Dubois et R. Lagane, DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS CONTEMPORAIN

manuel et travaux pratiques

## un enseignement vivant pour une langue vivante

COLLECTION MAURICE CLING

### L FOR LEARNERS

anglais en 6<sup>e</sup>

par A. Lesage, A. Regourd, S. Fried-Hobbehtwaite;

descriptif de S.E. Bagge.

LIVRE DE L'ÉLÈVE : 12,00 F

CARNET D'EXERCICES - GUIDE PÉDAGOGIQUE

17 BANDES MAGNÉTIQUES

1 leçon par piste + 2 grandes bandes pour les tests.

Egalement pour la 6<sup>e</sup> : dirigé par Fr. Dubois-Charlier, STARTER dictionnaire de l'anglais contemporain.

pour l'enseignement : LAROUSSE

## ÉDUCATION

### LA POLEMIQUE SUR LA « POLITISATION »

#### Des organisations approuvent les propos du ministre

Les déclarations de M. René Haby sur la politisation de l'enseignement au cours du dernier week-end continuant d'exciter des protestations des syndicats et des associations de gauche.

Selon le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), Haby « montre à quel point il confond ses responsabilités de ministre et ses ambitions politiques ». Les instituteurs n'ont pas attendu un « code de déontologie » pour marquer leur attachement à leur métier et l'exercer en toute conscience.

Le S.N.I. proteste d'autre part, avec le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.) et la Fédération nationale de parents d'élèves, contre les « attaques » de M. Haby à propos de la diffusion d'une pétition commune sur la réforme. Ces attaques, estiment-ils, sont « révélatrices de l'absence d'arguments sérieux permettant au ministre de justifier sa réforme ». Toutefois, d'autres syndicats ne « félicitent », se « réjouissent » ou « encouragent » avec satisfaction les déclarations du ministre.

Il s'agit du Syndicat national des lycées et collèges (S.N.A.L.C.), affilié à la C.G.C., de la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) et de l'Union nationale interuniversitaire (U.N.I.). Cette dernière estime que, « en raisonnant avec une extrême violence, les partis politiques de gauche et les organisations syndicales d'enseignants qui leur sont liées ont reconnu de manière non équivoque que M. Haby avait été juste en critiquant leur attitude ».

#### Après une grève d'élèves

#### L'ÉCOLE DES MINES D'ALÈS EST FERMÉE

La direction de l'école nationale des mines d'Alès, qui forme en quatre ans des ingénieurs de travaux, a décidé de fermer provisoirement l'établissement, à la suite de mouvements de grève d'élèves, animés par les membres de l'Union des grandes écoles (U.G.E.). Les élèves voulaient obtenir les résultats des passages en année suivante et des passages en année suivante et de la distribution du diplôme avant de partir en stage de fin d'année (la promotion de première année part en stage le 6 juin, et celle de troisième année, le 2 mai). Ils ont tenu plusieurs assemblées générales et boycotté certains enseignements à la fin du mois d'avril.

La direction de l'école propose de faire connaître les résultats des passages vers la mi-juin, et les diplômes au début de juillet, en réservant les examens (qui concernent moins d'un dixième des élèves). Elle estime impossible de le faire plus tôt, en raison de l'abondance des contrôles au mois de mai et de la correction des épreuves du concours d'entrée.

Les élèves n'ont pas jugé cette proposition satisfaisante et, après la réunion, le 28 avril, du comité d'enseignement, chargé de l'organisation des études et des concours, ils se sont mis en grève, vendredi 29 avril. Ils estiment n'avoir pas été entendus du comité d'enseignement bien que, pour la première fois cette année, ils y aient quatre représentants.

Tricette élèves et deux accompagnateurs du C.R.S. Jean-Philippe-Ramneau de Dijon (Côte-d'Or), du C.E.S. Claude-Debussy de Paris (15<sup>e</sup> arrondissement) et du C.E.S. Jean-Lucien d'Angers (Maine-et-Loire) effectuent un voyage de trois jours à Florence. Ils sont les lauréats du concours Prix des arts organisé par le ministère de l'Éducation pour les élèves des établissements du premier cycle secondaire qui portent le nom d'une personnalité des arts. Ils devront présenter une monographie sur la vie et l'œuvre de celle qui les concernent, ainsi qu'une réalisation collective, en collaboration libre. Les trois seconds prix sont allés aux C.E.S. Hector-Berlioz de Colmar (Haut-Rhin), Raoul-Dury du Havre (Seine-Maritime) et Maurice-Ravel de Saint-Denis de La Réunion (La Réunion).

Portes ouvertes à l'école Montessori d'Amiens. — Deux journées « portes ouvertes » auront lieu samedi 7 et dimanche 8 mai à l'école Montessori Sainte-Agnès, à Amiens (Hauts-de-Seine). Du matériel pédagogique sera exposé et des « tables de discussion » seront consacrées aux mathématiques, à l'orthographe et à la liberté de l'enfant.

★ Ecole Montessori Sainte-Agnès, 1, rue du Cardinal de Richelieu, 82000 Amiens. Tél. 733-44-73.

#### ANGLETERRE

#### Spécial étudiants

3 semaines 1340 F

Log. et repas

Anglais parlé : anglais général

41/2 h de cours par jour

Immersion totale : cours de conversation

Anglais commercial : préférence

British Council

Activités variées, club privé, etc.

Séjours anglais pour

élèves de secondaire et adultes

documentations spéciales.

British European Centre

5, rue Richemont,

Paris 8

Tél. 260.18.34

Rue de la Chapelle

N° 10

Cote Postal : 75

adresse postale : 10 rue de la Chapelle

de 75000 Paris

#### LES TEXTES SUR LA « DÉSÉCTORISATION » ONT ÉTÉ ADOPTÉS PAR LE CONSEIL NATIONAL

La section permanente du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.R.) a adopté, lundi 2 mai, un décret et un arrêté organisant l'accès des bacheliers de la région parisienne dans les universités à partir de la rentrée 1977 et supprimant les secteurs obligatoires de recrutement.

Selon l'arrêté, adopté par 16 voix contre 11 (les élus des syndicats de gauche), les étudiants peuvent s'inscrire dans l'université de leur choix pour toutes les disciplines sauf celles de santé (médecine, pharmacie, odontologie). Les inscriptions disparaissent dans une université le nombre d'étudiants de 1976-1977, les recteurs orientent les candidats vers les établissements où des places sont encore disponibles. Les universités peuvent, cependant, accepter des étudiants en sur-nombre, mais ceux-ci ne seront pas pris en considération pour le diplôme de fin d'études, les étudiants peuvent s'inscrire dans l'université de leur choix pour toutes les disciplines sauf celles de santé (médecine, pharmacie, odontologie). Les inscriptions disparaissent dans une université le nombre d'étudiants de 1976-1977, les recteurs orientent les candidats vers les établissements où des places sont encore disponibles. Les universités peuvent, cependant, accepter des étudiants en sur-nombre, mais ceux-ci ne seront pas pris en considération pour le diplôme de fin d'études.

Le décret, adopté par 14 voix contre 9, dans les mêmes conditions, rappelle que seules les personnes ayant passé leur baccalauréat dans ces académies, ou dont les parents, les tuteurs ou les conjoints ont exercé une fonction publique, ou ayant elles-mêmes leur domicile professionnel dans cette région, peuvent s'inscrire dans une université parisienne.

Les textes doivent paraître à la fin du mois de mai.

Occupation des locaux de l'ASSOCIATION VIVANTE d'ACCUEIL (ASSOVIAC), qui gère deux établissements pour enfants handicapés fermés à la suite de difficultés financières, occupent les locaux de l'association, à Saint-Privat, près d'Aubenas, pour obtenir le maintien de leur emploi (le 29 avril) l'ASSOCIATION VIVANTE leur a versé leur salaire de mai, le relais étant pris depuis par les ASSOCIÉS. Le conseil général de l'Ardèche, qui s'est réuni le jeudi 2 mai, a créé une commission pour étudier le problème mais n'a pris aucune décision. — (Corresp.)

Portes ouvertes à l'école Montessori d'Amiens. — Deux journées « portes ouvertes » auront lieu samedi 7 et dimanche 8 mai à l'école Montessori Sainte-Agnès, à Amiens (Hauts-de-Seine). Du matériel pédagogique sera exposé et des « tables de discussion » seront consacrées aux mathématiques, à l'orthographe et à la liberté de l'enfant.

★ Ecole Montessori Sainte-Agnès, 1, rue du Cardinal de Richelieu, 82000 Amiens. Tél. 733-44-73.

Anglais parlé : anglais général

41/2 h de cours par jour

Immersion totale : cours de conversation

Anglais commercial : préférence

British Council

Activités variées, club privé, etc.

Séjours anglais pour

élèves de secondaire et adultes

documentations spéciales.

British European Centre

5, rue Richemont,

Paris 8

Tél. 260.18.34

Rue de la Chapelle

N° 10

Cote Postal : 75

adresse postale : 10 rue de la Chapelle

de 75000 Paris

### QUATRE ÉMISSIONS SUR TF1

#### LA RÉFORME HABY EN IMAGES

Mardi 17 mai à 21 h. 30, TF1 commencera la diffusion d'une série de quatre émissions consacrées à la réforme du système éducatif, communément appelée réforme Haby. Ces émissions, coproduites par le ministère de l'Éducation (deux tiers du financement) et par TF1 (un tiers), ont pour but d'expliquer aux parents d'élèves ce qui attend leurs enfants à la rentrée de septembre dans les établissements d'enseignement public.

Chaque émission comprendra un film de cinquante minutes présentant les étapes de la scolarité (maternelle, primaire, collège, lycée et enseignement technique), suivi d'un débat d'une demi-heure entre M. Haby et divers interlocuteurs — enseignants, parents, syndicalistes.

« L'école maternelle ? En bien, c'est l'endroit où je conduis mon enfant pour qu'on le garde ! » C'est l'une des premières interventions, saluées au vol par l'équipe de TF1 pour illustrer le film intitulé Maternelles, primaires, collèges, lycées et enseignement technique, qui sera diffusée le mardi 17 mai à 21 h. 30. Le ministre de l'Éducation voudrait faire disparaître l'école maternelle ne doit pas être une garderie mais un véritable établissement scolaire où chaque enfant apprend à se « socialiser », à connaître son corps, à acquiescer les notions de temps et d'espace, etc. Sans aller jusqu'à l'apprentissage direct de la lecture ou du calcul, l'enfant est progressivement amené à acquiescer les notions qui lui permettent de se lancer « sans peur » dans le primaire.

Les classes montrées dans le film, de l'école maternelle au lycée, ont commenté par le ministre de l'Éducation, sont celles « où cela marche bien ». Le bac à sable et les toboggans sont égrégieusement ombragés de verdure, les enfants vont à la piscine, les institutrices, très « motivées », se

dévoient avec beaucoup de conscience. On voit même des enfants de C.M. 2 (dernière année du primaire) s'initier à la physique expérimentale avec une baignoire d'eau et un soufflet après une séance d'école de voile en mer.

« Les collèges... demain » — émission qui sera diffusée le 25 mai, beaucoup plus didactique, s'efforce de souligner ce qui va changer avec la réforme dans le premier cycle du secondaire. Là encore, on s'efforce de montrer les bons exemples, pris notamment au C.E.S. Jean-Philippe Ramneau de Rouen. On peut ainsi constater que, grâce à un montage audio-visuel réalisé par les élèves, l'enseignement du dessin se marie très bien avec la musique ou que la lecture des journaux, supervisée par un professeur consciencieux, peut tenir lieu d'instruction civique.

Tout cela doit amener étonnement les parents à approuver la suppression des « filières » en sixième et à admettre l'introduction de la physique, la fusion de l'histoire-géographie et de l'instruction civique, et la suppression des « filières » de dessin, de musique et des travaux manuels.

« Un très beau livre d'images », ironise M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, qui a déjà envisagé le débat sur les collèges avec M. Haby. Mais s'il a des réserves sur le fond, le secrétaire de la FEN est satisfait d'avoir obtenu que toutes les parties prenantes — syndicats d'enseignants et de professeurs, associations de parents d'élèves, — puissent participer au débat et apporter un minimum de contribution aux thèses ministérielles.

ROGER CANS.

### Contre une réforme « inacceptable »

#### Le Syndicat des lycées et collèges propose une « riposte commune » de toutes les organisations

Des professeurs de sixième payés sous la perspective, les meilleurs élèves sacrifiés, à cet effet, il vient d'être à trois syndicats de la FEN ainsi qu'aux syndicats de la C.F.D.T. et de la C.G.T. « pour envisager une action commune dès ce troisième trimestre, allant jusqu'à la grève prolongée ».

Cette action, estime le S.N.A.L.C., ne devra pas avoir de « coloration politique » : elle doit apparaître devant l'opinion comme strictement professionnelle. Car le S.N.A.L.C. tient à garder ses distances idéologiques avec les syndicats de gauche. Et, pour lui, la réforme Haby n'est qu'une « riposte la plus large possible », il n'en dénonce pas moins une parenté qu'il juge évidente entre les textes des « lycées construits de 1976 du plan marxiste Langevin-Wallon de 1946 et des projets de l'Union de la gauche pour 1978 ». Dans les écoles, « il s'agit d'une conception de l'éducation partant de l'enseignement public vers un instrument d'encadrement collectiviste. La loi Haby apparaît comme une première étape dans la réalisation du plan socialiste ».

## MÉDECINE

### A L'ACADÉMIE

#### Permis d'irradier et carnet d'irradiations

« Parmi tous les fantasmes que nos sociétés nourrissent actuellement à propos des pollutions », a déclaré, à l'Académie de médecine, le professeur J.-C. Sourdis, « les médecins doivent partager les menaces supposées et les dangers réels. » Les radiations ionisantes, et particulièrement les rayons X, figurent, estime le médecin-conseil national de la Caisse nationale d'assurance-maladie, parmi ces dangers (1).

Or, le professeur Sourdis, sans mettre en cause le caractère indispensable du radiodiagnostic pour la médecine, considère que de nombreux médecins n'ont sans doute pas des connaissances techniques suffisantes pour que les radiations qu'ils utilisent soient sans danger pour leurs malades. Aussi propose-t-il, qu'un permis d'irradier, obtenu après une formation suffisante, soit délivré par les pouvoirs publics ainsi que les dépenses inévitables du diagnostic médical à ce qui est justifié pour le bien du malade.

66 sont pratiqués par des électroradiologistes qualifiés, 1 par les chirurgiens-dentistes, 1 par les gastro-entérologues, 5 par les pneumo-phtisiologues, et les autres par les membres d'autres disciplines médicales. L'activité des « non-qualifiés » dans le diagnostic radiologique médical est donc relativement importante.

En outre, estime M. Sourdis, un « carnet d'irradiations » pour être remis à chaque consultant, où seraient enregistrées les doses reçues pour éviter la répétition inutile d'investigations radiologiques. S'opposant aux carnets de vaccinations, il constituerait un moyen pour l'individu de limiter ses propres irradiations dans la mesure où il lui permettrait d'informer lui-même son médecin.

« Permis d'irradier » et « carnet d'irradiation » permettraient ainsi « de limiter les radiations et les dépenses inévitables du diagnostic médical à ce qui est justifié pour le bien du malade ».

(1) « Le Monde de la médecine » du mercredi 4 mai.

## L'ENSE

### La clef de votre bibliothèque :

35 000 événements !  
de 5000 avant J.C. à fin 1976

ENCYCLOPÉDIE DES DATES ET DES ÉVÉNEMENTS

Sachez tout ce qui s'est passé dans l'histoire de l'humanité. Découvrez en 1 mois le cours de l'histoire de la civilisation humaine.

éditions de La Courtille







DAI

**Le Picot.** Informations

تکلیف و اجتناب



# LA CONFÉRENCE DE L'A.I.E.A. A SALZBOURG

## L'accès à l'énergie nucléaire sans prolifération des armements

Salzburg. — Les participants à la Conférence internationale sur l'énergie nucléaire et son cycle de combustible, organisée jusqu'au 13 mai, à Salzbourg, par l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), sont entrés, dès mardi 3 mai, dans le vif du sujet.

Les réunions techniques de la matinée ont été consacrées à l'enrichissement de l'uranium : est-il possible de déterminer, parmi les différentes techniques aujourd'hui en concurrence, celle qui est la plus économique ? Ne faut-il pas

dans les choix à venir prendre en considération les dangers de la prolifération des armements nucléaires ? Telles sont les principales interrogations auxquelles ont tenté de répondre les orateurs.

La question est d'importance : selon certaines estimations, le chiffre d'affaires annuel de l'enrichissement pourrait, dans les vingt ou trente ans, atteindre 10 milliards de dollars, et les investissements nécessaires seront de plusieurs dizaines de milliards de dollars.

### La recherche d'une voie médiane

De notre envoyé spécial

Plusieurs facteurs pourraient freiner dans l'avenir le développement de l'énergie nucléaire. Les difficultés d'approvisionnement en uranium d'une part, l'insuffisance des capacités mondiales d'enrichissement d'autre part, alors que, dans leur grande majorité, les réacteurs construits dans le monde sont, aujourd'hui, de conception américaine à eau légère et uranium enrichi.

L'administration américaine est très attentive à cette dernière question : en même temps qu'il annonçait sa décision d'abandonner le retraitement, elle a déclaré que le programme de surrégénérateurs, le président Carter prenait soin d'affirmer la volonté des

Etats-Unis de doubler leur capacité d'enrichissement. Le processus d'enrichissement le mieux connu et le plus sûr est sans aucun doute la diffusion gazeuse, notamment développée, après les Américains et essentiellement à des fins militaires, par la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, la France et la Chine. Ce procédé, qui continue d'avoir la faveur des Français, rassemblant autour d'eux plusieurs pays étrangers, pour la construction de l'usine d'Enrichissement (Iran, Italie, Belgique, Espagne) et le projet Coreidif, a depuis quelques années un concurrent qui paraît des plus

sérieux. Il s'agit de la technique de l'ultracentrifugation, qui a notamment pour partisan l'organisation Urenco, regroupant les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne. Ces pays ont réalisé des usines-pilotes de petite capacité et ont déjà reçu suffisamment de commandes pour envisager, à partir de 1979, la construction d'installations de grande taille à Capenhurst (Grande-Bretagne) et Almelo (Pays-Bas).

#### Une comparaison difficile

La comparaison entre ces deux techniques reste difficile, et les débats de la conférence n'ont pas permis d'y voir clair, les tenants de chacune d'elles défendant avec une égale vigueur leurs avantages économiques respectifs. Pour la diffusion gazeuse : une technique sûre et éprouvée ; des coûts d'investissement plus faibles de 20 à 25 %. Pour l'ultracentrifugation : une moindre immobilisation d'uranium et surtout une consommation d'énergie nettement inférieure (environ dix fois moins).

Les Français trouvent encore à la diffusion gazeuse un autre avantage « évident » : selon eux, les prix qu'Urenco propose à ses clients pour ses services d'enrichissement sont supérieurs à 10 % à ceux que pratique Coreidif. Et cela, pour une technique qui n'est pas entièrement maîtrisée et qui, si elle réduit l'investissement pour l'usine d'enrichissement, allonge, impose la construction de gigantesques chaînes de fabrication de centrifugeuses capables de traiter plusieurs centaines de milliers d'unités par an.

Les Américains vont-ils une fois encore mettre tout le monde d'accord ? Ils viennent d'annoncer leur intention d'adopter eux aussi l'ultracentrifugation. Et, selon un orateur américain qui a refusé de donner des chiffres précis, des machines qui fonctionnent dans une usine pilote à Oak Ridge donnent, d'ores et déjà, des résultats « bien meilleurs » que

de l'uranium « appauvri » qui sort de l'installation. Mise en valeur que rendrait également possible le développement des programmes de surrégénérateurs.

Mais surtout, comme l'a souligné un orateur français, M. Freyjacques, du C.E.A., la lutte contre la prolifération ne doit pas être oubliée. Dans les couloirs de la conférence, bien des participants dénoncent l'incohérence des Américains : d'un côté ils renouent au retraitement ; de l'autre ils se décident à faire de l'ultracentrifugation une des techniques d'enrichissement les plus « proliférantes » : alors que la diffusion gazeuse exige des installations de grande taille pour obtenir un degré d'enrichissement « militaire » (l'enrichissement se faisant « en cascade »), une installation pilote — donc de petites dimensions — d'ultracentrifugation serait suffisante pour la fabrication des quelques kilogrammes d'uranium très enrichi en isotopes 235 nécessaires à la fabrication d'une bombe.

Est-il possible de trouver une voie qui respecterait les objectifs de non-prolifération tout en rendant l'enrichissement accessible au plus grand nombre, notamment par l'abaissement de la taille des installations, donc des investissements requis ? M. Freyjacques a, notamment, souligné l'intérêt que pourraient avoir de

nouvelles méthodes encore au stade de la recherche, en particulier des méthodes chimiques. Pour celles-ci, les installations, économiquement rentables pour de faibles degrés d'enrichissement, rendraient prohibitive — en coût et en délai — l'obtention d'uranium très enrichi. « Du point de vue de la dissémination, o-t-il indiqué, ces procédés sont très attractifs. »

XAVIER WEEGER.

● L'Afrique du Sud est prête à signer des contrats d'enrichissement de l'uranium pour d'autres pays. — La production commerciale serait envisagée pour 1985 ou 1987. Tenu secret jusqu'à présent, le procédé sud-africain, appelé Helikon, a fait l'objet d'une présentation détaillée à la conférence de Salzbourg.

L'Afrique du Sud, qui n'a pas signé le traité de non-prolifération nucléaire, dispose d'importantes réserves en minerai d'uranium. — (Reuter)

● L'accord avec l'Allemagne n'a pas de caractère d'exclusivité ni de monopole. C'est ce que vient de déclarer à Brasilia le président Geisel, chef de l'Etat brésilien. Son pays, a-t-il ajouté, conserve sa liberté d'action et peut signer des accords avec d'autres pays. Mais au stade actuel du développement nucléaire brésilien, l'important est surtout de concrétiser l'accord avec l'Allemagne. — (A.F.P.)

### L'Allemagne ne peut renoncer à fournir au Brésil une usine de retraitement

déclare l'ambassadeur de R.F.A. à Paris

« Le problème nucléaire est d'une importance capitale tant pour nos relations avec les Etats-Unis que pour nos relations avec le tiers-monde et pour les relations franco-allemandes », a déclaré M. Axel Herbert, ambassadeur d'Allemagne fédérale à Paris, interrogé, mardi 3 mai, par les

journalistes de la presse diplomatique française sur les problèmes qui seront discutés au « sommet » occidental de Londres. Le contrat nucléaire passé entre l'Allemagne fédérale et le Brésil est non seulement conforme au traité de non-prolifération (que le Brésil n'a pas signé), mais il impose des contrôles beaucoup plus rigoureux à des substances

### LA NOUVELLE POLITIQUE AMÉRICAINE CRITIQUÉE EN GRANDE-BRETAGNE... ET AUX ETATS-UNIS

La prise de position du président Carter contre le retraitement du combustible nucléaire irradié et l'utilisation du plutonium continue de soulever une opposition grandissante.

M. James Callaghan, premier ministre de Grande-Bretagne, a déclaré à la Chambre des communes que « des discussions approfondies avec les Américains seront nécessaires sur l'ensemble du sujet [de la politique nucléaire] et sur les propositions que les Américains ont présentées ». Si les Britanniques suivent les recommandations américaines, ils devraient renoncer à l'extension projetée de l'usine de retraitement de Windscale, et perdrait tout espoir de signer d'importants contrats de retraitement avec le Japon et d'autres pays.

M. Callaghan a aussi confirmé qu'il apportait beaucoup d'attention à la future politique britannique de construction de surrégénérateurs — qui utilisent du plutonium comme combustible. Critiquées à l'extérieur, les propositions de M. Carter le sont aussi aux Etats-Unis. Le sénateur Frank Church, de l'Idaho, démocrate libéral, vient de faire connaître son opposition en déclarant que la politique actuelle conduisait à un « isolementisme nucléaire » et qu'elle « réduirait, au lieu de l'augmenter, l'influence des Etats-Unis dans la définition d'une politique nucléaire mondiale ». Le retrait américain crée « le risque grave de laisser un vide international qui est une invitation à l'anarchie nucléaire ».

« L'Allemagne fédérale ne peut renoncer à fournir au Brésil une usine de retraitement du combustible irradié (qui est la partie jugée par les Américains la plus dangereuse du contrat germano-brésilien), mais elle n'a pas l'intention d'offrir de tels équipements et de développer cette technologie eux-mêmes. Ne veut-elle pas mieux inclure ces pays dans le club de ceux qui disposent de la technologie nucléaire en mettant en place des contrôles rigoureux ? La vraie question est de savoir si nous voulons établir ces contrôles nous-mêmes ou si nous préférons qu'il n'y ait pas de contrôle du tout. »

MAURICE DELARUE.

## Pour vous détendre, nous avons des livres irrésistibles.

Les livres irlandais. Même taux de change que les livres sterling. Si vous en connaissez le cours, vous êtes sûrement déjà en vacances en Irlande.



Irlande

J'aimerais recevoir une documentation sur l'Irlande

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

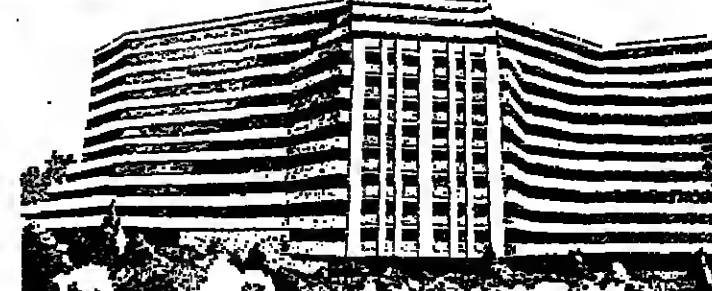
## Avis aux femmes qui travaillent.

Pour vous, un nouveau type de résidence vient d'être conçu avec le concours de femmes, de sociologues et d'Hervé Picot.

Aux Clefs d'Ariane, vous ne serez pas seulement propriétaire de votre appartement, mais vous disposerez, pour vous aider à régler les problèmes qui se posent à vous

chaque jour, des services tels que : garde d'enfants, étude surveillée, infirmerie, entretien dépannage, aide ménagère, mini-épicerie, etc.

Visitez l'appartement modèle tous les jours de 12h 30 à 19h 30 ; les mardi et jeudi sans interruption de 12h 30 jusqu'à 22h ; le dimanche de 14h 30 à 19h 30.



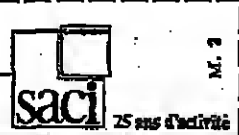
### Les Clefs d'Ariane.

Appartements avec services.

☐ Je désire recevoir une documentation. ☐ Je désire prendre rendez-vous.

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Hervé Picot. Information et vente Hervé Picot S.A. 62, rue d'Alleray, 75015 Paris. Tél. 828.48.40.



25 ans d'activité



















## EN BREF

### Le Chili à Besançon

L'Association franco-chilienne de culture (A.F.C.C.) vient d'organiser à Besançon une semaine de rencontres avec l'Amérique latine, en présence de M. Jacques Chancel, ancien ministre de l'Agriculture et de Salvador Allende. Le Collectif Roto Ritbe de Munich a présenté *Terrar*, spectacle sur le Chili après le putsch militaire, et le film de Patricio Guzmán, *La Batalla del Chilo*, et fait l'objet d'un débat. L'écrivain cubain Alejo Carpentier et le groupe argentin Cuarteto Cadron ont participé à la manifestation.

L'A.F.C.C., dirigée depuis 1946 par M. Faouel Raset, a une longue expérience de l'animation : du club-club aux cercles philatéliques en passant par le prêt de livres ou de disques, les conférences, les concerts et les réceptions de chansons.

### La fête du futur à Arc-et-Senans

Pour la deuxième année, consécutive, le salin royal d'Arc-et-Senans sera le lieu d'une grande Fête du futur (les 7 et 8 mai) organisée par le département du Doubs, la municipalité d'Arc-et-Senans et la Fondation Claude-Nicolas-Ledoux, en collaboration avec le peintre Jean Mesquior. Il y aura des montgolfières et des envols de cerfs-volants, les feux d'artifice et de Bengale de Pierre-Alain Hubert, le funambule Blanc, un défilé de chars, des fanfares, des mini-spectacles, des concerts de musique de plein air des dix-septième et dix-huitième siècles (donnés par la Bande Philidor du Conservatoire de La Haye), des parades, l'arrivée d'une course cycliste, un bal populaire... ainsi que plusieurs expositions, dont un hommage à Ledoux et aux violonnières du dix-huitième siècle. Une fête pas comme les autres qui, au-delà de son aspect ludique, s'efforce de présenter les travaux de la Fondation C.N.-Ledoux et de très sérieuses recherches concernant le futur.

### Musique

#### à Saint-Maximin

Le couvent royal de Saint-Maximin (Var) abrite, du 14 mai au 10 septembre, l'Initiative du Collège d'échanges contemporains, un ensemble de manifestations culturelles qui font largement appel aux artistes et créateurs de Provence.

L'association Pour la musique contemporaine, animée par Marcel Frérot, présente notamment *Mantra*, de Stockhausen, par P. Barbizet et A. Ghirardelli (le 14 mai), une journée non stop des jeunes interprètes de musique contemporaine (le 15 mai) et le *Messe* de Stravinsky, par l'Ensemble vocal de musique contemporaine d'Alx (le 31 juillet).

Le Centre provincial de musique-animation organise huit concerts-promotions de jeunes interprètes, lauréats des conservatoires de Marseille, de Toulon, de Nice, de Draguignan.

Les soirées de musique française auront lieu du 7 au 23 juillet. L'Oratorio de Noël, de Jean-Sébastien Bach, sera joué les 15 et 16 juillet par l'Ensemble Paul Kuentz. L'Institut d'études musicales, qui préside Zino Francescatti, sera présent en août au couvent royal... et sur les places des villages. — (Corr.)

\* Renseignements et programmes détaillés au Collège d'échanges contemporains, couvent royal, 83170, Saint-Maximin (tél. 78-01-93).

### En mai, on chante

On chantera au mois de mai rue Louis-Lumière, où se tient le M.J.C. Théâtre des Deux-Portes, parce que Christian Dente, qui est acteur, metteur en scène et compositeur, lutte pour que le chenson soit reconnue comme « fait culturel ». Logique avec lui-même, il organise un Mai de la création — elle y sera présente le 5 mai avec Olga Forest, le 12 avec Florence Camarocque, le 19 avec Jean-Claude Dauvin, le 26 avec Antonio Ortueto et Mariana. Entre-temps alterneront le théâtre (le Puits aux images : la Jalousie du barbouillé, les 2, 3, 4 ; le Grenier de Bourgogne : la Nuit des assassins, les 8, 10, 11 ; le Théâtre Action-Trésors : l'Œil nouveau tonnerre, les 18, 17, 18 ; le Muralisme Harbo : Trois petites vieilles et puis c'en est, le 19 et le 20 ; le Groupe le Meis, les 6, 7, 8 ; le Théâtre-Ballet de Toulouse, les 13, 14, 15 ; le Tournesol, les 20, 21, 22).

## Engouement pour Massenet

### DES VITRAUX DÉPOUSSIÉRÉS

Le style de Massenet : une certaine porcelaine qui surgit tout à coup, un goût ovale pour l'aimable, une tendance à se répéter, à se complaire, mais aussi la complexité des choses dites à demi et l'art de toucher.

On a beaucoup décrié Massenet et prôné un peu tôt la fin de son règne ; il est vrai que, d'une reprise à l'autre, la poussière s'accumulait sans pitié sur la plus grande partie de son œuvre, tandis qu'un respect poreux de ce qu'on croyait être la tradition, foute de trouver à l'annuel qui s'en dégageait une autre justification, ne laissait plus entrevoir de « Manon » ou de « Werther » que l'image assez désolante d'une esthétique mièvre et tendrement désuète.

Et puis on a appris, sans trop y prendre garde, la création, à Londres, d'une Société Massenet (1), tandis que Michel Plasson avait la bonne idée de confier à René Allio les décors et à Jean-Claude Auvray la mise en scène d'une nouvelle production, restée exemplaire, de « Manon » au Capitole de Toulouse. C'était au printemps 1974 : de son côté, l'Opéra de Paris essayait un échec aussi cruel que mérité avec « Don Quichotte », monté avec une désinvolture et un manque de goût assez exceptionnels, lesquels devaient également présider aux représentations de « Manon » quelques mois plus tard.

Dans le même temps, grâce au disque, on découvrait « Thérèse » (2), épisode de la Révolution totalement oublié, qui remetait en cause un certain nombre d'idées reçues et de jugements dédaigneux : une

partition sensible, teintée d'archaïsmes, jamais vulgaire et, en somme, plutôt convaincante malgré certaines insuffisances du livret. Nouvelle offensive, six mois plus tard, en mai 1975, avec deux versions consécutives de « la Novatrice » (3), une œuvre réputée « vériste » (à l'époque où c'était là un grave péché), dont il est plus facile à présent d'apprécier l'originalité. A elle seule, la puissance soutenue du prélude apportait la preuve que l'habileté du compositeur ne s'arrêtait pas aux demi-teintes. Enfin, cet enregistrement remporta, aux Etats-Unis, une succès aussi vif qu'inattendu. Le signal était donné, et gagnons que d'ici quelques années, il n'y aura plus, chez les disquaires, deux ou trois opéras de Massenet, mais une bonne quinzaine dans deux ou trois interprétations...

Seulement les choses se font un peu d'importance : parce que Domingo voulait chanter « O souverain, ô maître », on lui a associé des partenaires d'inégale valeur et un orchestre de bonne volonté. (mois dépourvu de clarté et de chaleur). Ce qui reste du « Cid », dans ces conditions, a néanmoins été gravé sur disque (4) et répond dans le public sans provoquer une indignation à la hauteur de cette interprétation médiocre d'un ouvrage assez faible : d'autant plus qu'on venait de redécouvrir, grâce à un coffret (5) réalisé à l'issue des représentations de l'Opéra de San-Francisco de l'automne 1974, un drame lyrique d'une autre portée dramatique et musicale : « Esclarmonde », dont les accents wagnériens ont encore forté quelques réticences. La réussite tangible de cette partition et le plaisir de pouvoir l'entendre à nouveau



ne doivent cependant pas faire oublier qu'il s'agit peut-être d'un exercice de style brillant et inspiré plus que d'une œuvre vraiment essentielle comme « Manon », « Werther » ou « le Jongleur de Notre-Dame ». Un peu en marge, principalement à cause d'un livret malotru comme à plaisir sacré et sacrilège, l'ironie à la passion, « Thaïs », toujours présente au catalogue (6), vient de faire l'objet de deux enregistrements (7), dont un, dirigé par Louis Mouton avec Beverly Sills et Sherrill Milnes, renouvelle la réussite du « Werther », de Georges Prêtre (8), avec Nicolai Gedda et Victoria de Los Angeles (mandis que la meilleure « Manon », celle de Pierre Montoux (9), ne trouve pas en cette interprétation l'incompréhension idéale).

Déjà on annonce la sortie de « Sophie », de « Candillon », du « Roi de Lahore », peut-être de « Don Quichotte », mais, pour d'offrir un premier rôle à « la voix », « le Jongleur de Notre-Dame » resta dans une ombre d'autant plus injuste que Massenet y a mis le meilleur de lui-même — les connaisseurs en portent comme d'une sorte de vitrail primitif, — stimulé par l'idée d'écrire un opéra « sans femmes ». Et puis il y aurait, bien sûr, « Esclarmonde », diabolique médiocrité tendre et spirituelle, mais d'un savor trop particulier ; car il ne faut pas se méprendre sur la vogue actuelle de Massenet : c'est une mode, un engouement frivole qui passera... Mais du moins cela aura servi à reconsidérer l'ensemble de son œuvre d'un œil neuf — ce qui manquait cruellement jusqu'à présent — et à en reconnaître le valeur durable, débarrassée des « a priori », des vieilles haines et des amours nostalgiques. De Massenet, entre un Sacre-Cœur polychrome et des tours Eiffel, j'ai découvert un jour le petit buste en plâtre. L'artisan qui faisait cela est mort, et on n'a pas repris le moule, m'a dit le marchand ; d'ailleurs, ça ne se vend plus... » Puis, en l'embrassant, « Vous savez, pour qu'il soit bien, il faut encore que vous l'encouragez... »

GERARD CONDE

(1) Massenet-Society : PLAT 2, 79 Linden Gardens, London W2 4EU, TEL. 01-229 7069.  
(2) DECCA SST 575, 131 CBS ROAD, NEW YORK 10114, (4) CBS 10800, (5) DECCA SST 612/1A, (6) DECCA 115 100/2, (7) RCA ARJ 2082 et VPM 2 C 167-0279/801, (8) VPM C 085-0194/SL, (9) EMI, C 052-10144/45.

## APRÈS UN CONCERT DU NATIONAL YOUTH ORCHESTRA

### B comme Boulez B comme bonheur

par DOMINIQUE JAMEUX (\*)

Le Théâtre des Champs-Élysées avait en 1913 connu le scandale du *Sacre* : c'est avec cette même œuvre de Stravinsky que le 23 avril dernier se clôturait un événement que la vie musicale dérive avec parcimonie : la joie d'un concert.

Au programme, trois des plus belles partitions du vingtième siècle : la *Musique pour cordes*, percussions et célesta, de Bartók (1936), le *Concerto pour piano et orchestre* « à la mémoire d'un ange » — une fille d'Alma Mahler et de Walter Gropius, morte en 1935 à l'âge de quinze ans, — d'Alban Berg (1938), et donc, « le *Sacre du printemps*, avec lequel Boulez semble avoir un rapport privilégié, fait d'immédiate aisance avec l'orchestre et la « respiration » de l'œuvre, de longue accoutumance à la « direction », et de réflexion analytique. Première remarque : ce programme est fait de respect, envers le public, envers les instrumentistes.

D'autant plus marqué qu'il s'agissait du National Youth Orchestra (NYO), cet orchestre anglais de jeunes, officiel mais non professionnel, auquel Gérard Conde a consacré un reportage lors des répétitions qui précédaient le concert (1). Cent quarante instrumentistes sérieux

comme des papas et rieurs comme des potaches. Qu'ils sont : le (1a) plus âgé (e) est une flûtiste de vingt ans et demi, le plus jeune, un violoncelle de quatorze ans et huit mois. La plupart ont entre dix-sept ans et dix-neuf ans.

Face à eux, le critique doit naviguer entre les écueils, ceux des comparaisons abusives ou, à l'inverse, de la condescendance. Le NYO n'est pas le New York Philharmonic, ni l'Orchestre de Cleveland, pour citer les deux orchestres les plus « virtuoses » du monde, avec lesquels Boulez a beaucoup travaillé et enregistré. Leur comparer un orchestre de jeunes amateurs, si doués fussent-ils, serait irréaliste. La virtuosité individuelle et collective exigée par l'œuvre de Bartók, par exemple, pose un haut degré de professionnalisme... rarement atteint d'ailleurs.

A l'inverse, tout paternalisme, toute complaisance ou « indulgence », serait non seulement de mauvais aloi mais aussi inutile : le NYO fait montre d'un tel niveau d'ensemble, d'une telle discipline collective, d'un tel plaisir de jeu, qu'il soutient — et au-delà — la comparaison avec n'importe quel orchestre professionnel.

quelle formation de haut standard, et ce qui est parfois perdu dans l'immensité d'une attaque ou du frottement passager d'un pupitre, est mille fois regagné dans l'élan, la précision rythmique, et la sûreté. En choisissant ce programme (dans sa série de « Passages du XX<sup>e</sup> siècle » organisée par l'IRCAM), Boulez témoigne à ces jeunes musiciens non seulement du respect, mais de la confiance : la formidable ovation qui a salué le Bartók avalait le pari, et y participait.

Malak Perlman était le soliste du *Concerto* de Berg. La leçon de ce concert, décidément, se confirme et se complète. On n'a pas besoin d'être indulgent avec le NYO sous prétexte qu'il s'agit d'un orchestre de jeunes : le tribut d'enthousiasme payé au violoniste — ne devrait rien à son infirmité. Son interprétation du concerto à la mémoire d'un ange a rayonné. Seule trace, mais importante et reconfortante, d'un destin contraire : comment ne pas penser que c'est dans l'épreuve qu'aurait été trouvée les forces qui transfigurent une partition douloureuse, vaine, pathétique, déchirée, serpillée, enfin, en un poème intimement vécu de l'humaine condition ?

Pierre Boulez et le *Sacre*. Une partition de l'art des étapes, qui sautait à bras-le-corps, dans un engagement physique intense qu'il communiquait à tout son orchestre. Déployé, mais évidemment, précis. Ces jeunes musiciens ne peuvent être habitués à cette vision périphérique, qui permet à des professionnels de saisir les indi-

cations discrètes du chef sans quitter des yeux leurs partitions. Boulez force les gestes, dirige avec tout son corps, efface une distraction, véritablement chorégraphique du *Sacre*. Avec vous remarqué avec quelle aisance il utilise l'espace de son podium ? Autre trait caractéristique, que des disques et des disques de répétitions avec lui nous ont appris à mieux cerner : l'attention prioritaire portée à la rythmique. Le reste — l'intonation, les intensités, le phrasé — viendra par surcroît, semble-t-il penser. Ne serait-ce pas cela qui confère aux interprétations de Boulez cette rigueur et cette tension extraordinaires qui s'en dégagent habituellement, porte sur le public et projette les musiciens hors de leurs limites habituelles ?

Sur l'éroulement du dernier accord d'un *Sacre* comme on entend rarement, éclate alors une jubilation qui ne doit pas seulement à l'extase de la performance. Comment le dire ? On était en présence d'un de ces instants rares où une communauté dépasse ses limites et ses soupçons. La relation qu'entretenait Boulez avec ses musiciens — que ne comprendront jamais ceux qui n'ont jamais travaillé avec lui — avait joué une fois de plus dans son sens habituel et s'était communiquée par contagion au public : sa capacité à obtenir le meilleur d'un musicien — d'un mélomane — au terme d'un travail effectué dans la rigueur et la déconcentration. Une passion patiente pour la musique et les musiciens. Une attention de l'excellence. Une générosité exigeante envers ses instrumentistes, quels qu'ils soient.

Et ce soir-là, le public a senti cette connivence entre un homme de cinquante ans, « arrivé », qui ne peut plus envier beaucoup d'honneurs professionnels, avec un ensemble de jeunes gens qui ne seront pour la plupart jamais des musiciens de métier, mais qui garderont toute leur vie l'enthousiasme de cette expérience musicale et humaine. Ce que traduisait le visage ouvertement heureux de Boulez à la fin, et le bonheur visible de Mrs. Dickson, la bonne fée de l'orchestre, déglottée en nurse des collégiens anglais, tirée, posée, propulsée sur scène vers ses Chris and Bojs par un Boulez riant de joie après le bon tour joué à la médiocrité courtoise. Le travail avec les jeunes le passionne à l'évidence davantage que les contacts avec les adultes. Une mission pour Boulez ? Révérité que. Mais dans l'élan du public se sentait peut-être aussi une interrogation, une hypothèse non formulée. L'IRCAM, très bien, le grand chef d'orchestre de Bayreuth, et de New-York, admirable ; le compositeur, oui, naturellement (avant tout...) ; le Collège de France, pourquoi pas tant qu'on y est. Mais, alors qu'on n'a pas su en France, qu'on ne sait tous jours pas, comment donner la musique classique aux jeunes — à nos enfants, à Boulez avec le NYO tout à la fois ravivait une nostalgie et suggérait l'image d'une rémission. C'est de cela aussi qu'on le remerciait. Et le public parisien, qui savait déjà quels sentiments d'admiration porter à Pierre Boulez, en découvrait ce soir-là un autre : l'affection.

(1) Le Monde du 20 avril.

DU 6 AU 30 MAI

## JARO HILBERT

60 années de peinture

Exposition rétrospective

Château de Ville-d'Avray, 8, rue de Marnes 92410 Ville-d'Avray  
Tél. : 945-53-04 - 926-44-02

TOUS LES JOURS de 15 h à 20 h. Nocturne mercredi jusqu'à 22 h.  
Dimanche de 11 h à 20 h.

ARTE FIERA BOLOGNA

1-8 juin

Quartier des Forlani  
Piazza Costituzione, 6  
Tél. : (051) 500000

Téléc. 500000  
Télégramme Bolognatiens

Cette cordiale invitation que nous vous adressons ne concerne pas une toile d'art de plus mais, plutôt, une importante exposition internationale d'art contemporain et d'avant-garde placée sous l'égide d'un organisme public et présentée par les marchands d'art, par les maisons d'édition de revues et d'estampes, choisis et invités par un Comité formé de critiques d'art. Flânant à Arte Fiera vous pourrez voir les œuvres exposées par 264 invités provenant de 82 villes et de 21 pays. Vous pourrez acheter aujourd'hui l'œuvre d'art de demain (celle d'hier aussi), ainsi que celle d'aujourd'hui dans une ville où l'innombrable attirait Bologna, où la tradition gastronomique ne cède le pas qu'à la beauté de ses rues, de ses monuments et de ses musées. Ajoutons encore que Bologna est le point de départ d'excursions inoubliables (Florence, Ferrare, Parme et Ravenne) ne sont qu'à une heure de route.

GALERIE BENO D'INCELLI

43, rue de Valenciennes - 75006 PARIS - 329-19-58 - 329-10-15

## Aristide CAILLAUD

œuvres anciennes et récentes

De 9 h à 11 h

LA GRAVURE

41, rue de Beloeil (Cour) - 338-05-44

## ANTONINI

GRAVURES ORIGINALES ET AQUARELLES

21 avril-12 mai

PREMIÈRE EXPOSITION EN FRANCE

## E. R. WITTEN

### PEINTURES RÉCENTES

du 3 au 21 mai

GALERIE ROMANET

38, rue de Seine - Paris (6<sup>e</sup>)

LA MANDRAGORE

Galerie d'Art et d'Essai

13, rue Mayet (6<sup>e</sup>) - 505-95-90

JEAN VIENNET

De 9 h à 18 h

XXII<sup>e</sup> SALON DE MONTROUGE

4 mai - 5 juin 1977

ART CONTEMPORAIN

PEINTURE, SCULPTURE, DESSIN

et

## DALI

Peintures - Sculptures - Dessins

2, av. E.-Montroux, MONTROUGE, de 10 h à 19 h

galerie « à propos »

15, rue du Zoo (7<sup>e</sup>) - 501-35-91

21 AVRIL - 21 MAI

## maggiani papazian d. rival

Peintures - Dessins

Tous les jours de 11 h à 19 h

SPECTACLES

## Resistance

LA MANDRAGORE

Galerie d'Art et d'Essai

13, rue Mayet (6<sup>e</sup>) - 505-95-90

JEAN VIENNET

De 9 h à 18 h

XXII<sup>e</sup> SALON DE MONTROUGE

4 mai - 5 juin 1977

ART CONTEMPORAIN

PEINTURE, SCULPTURE, DESSIN

et

## DALI

Peintures - Sculptures - Dessins

2, av. E.-Montroux, MONTROUGE, de 10 h à 19 h

galerie « à propos »

15, rue du Zoo (7<sup>e</sup>) - 501-35-91

21 AVRIL - 21 MAI

## maggiani papazian d. rival

Peintures - Dessins

Tous les jours de 11 h à 19 h

GALERIE FACCHETTI







## Une sélection



« PRIVATE ROAD », vu par BONNAFFE.

## Cinéma

### PRIVATE ROAD de Barney Piatts-Mills

L'éducation sentimentale d'un jeune Anglais, aspirant écrivain, partagé entre ses amitiés masculines et sa liaison avec une jeune fille qui n'arrive jamais à se libérer de la tutelle de ses parents. Un romantisme mal assumé, les incertitudes d'un jeune homme balotté dans le « swinging London » de 1970. Une disponibilité sans objet, mais non sans émoi, parfaitement observée par le metteur en scène de Bronco Bullfrog.

### LA QUESTION de Laurent Heynemann

(Lire notre article page 19.)

### LA COMMUNION SOLENNELLE de René Féret

Cinquante personnages, cent ans d'histoire (et d'histoires), la souche, les branches et les rameaux d'une famille d'ouvriers et de paysans aujourd'hui embourgeoisés, la mémoire de cette famille qui se déroule comme un film — qui est le film.

### L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES de François Truffaut

« Les jambes des femmes sont des compas qui arpentent le globe terrestre en tous sens lui donnant son équilibre et... » la suite est à lire dans le dernier Truffaut, qui est « Doinel retrouvé, vieux, grand, sous les traits de Charles Denner. Bon livre que celui-ci, écrit par un ingénieur, à Montpellier la collection de ses comédies (réunies, une fois racontée, est un témoignage décisif sur l'homme au vingtième siècle. A un moment donné, l'homme de nos jours qu'il aurait pu être devient l'homme d'une histoire, mais dans sa dimension perdue, le film garde son charme.

## ADOPTION

de Marta Meszaros

Tout part d'un désir déraisonnable de maternité. Mais Katta ne raisonne pas. A quarante-deux ans, elle éprouve dans son corps un besoin de changement. Une jeune fille, devenue son amie, la met sur le chemin de la solution : ne compter que sur elle-même, adopter un enfant.

### FERDINAND LE RADICAL d'Alexander Kluge

Une fable politique par l'auteur d'Amica G et de Travail occasionnel d'une esclavagiste. Ferdinand Risch est un homme d'ordre, quitte une police qu'il juge trop laxiste pour se mettre au service d'une grande entreprise. Son obsession de la subversion omniprésente le conduit aux pires excès.

### EMITAI de Sembène Ousmane

Après six ans de purgatoire sur les étages des distributeurs, un des films les plus durs, les plus sobres du metteur en scène de la Notre de et de Sala. Pendant la guerre, sous le régime du maréchal Pétain, dans un village du Sénégal, les habitants souffraient de l'attention des troupes coloniales du régime réquisitionné. La vengeance française, terrible, frappa les villageois.

### SEMAINE DE CINÉMA DE L'UNIVERSITÉ DE VINCENNES au Studio Galand

Au Studio Galand. Quatre-vingt films, longs et courts, documentaires, de fiction, d'animation, en super 8, en 16 mm, produits par le département cinéma de Vincennes, élèves et enseignants, ou bien en 35 mm, en 16 mm, sur bande vidéo, signés Eisenstein, Godard, Straub. Des montages de diapositives. A la séance de clôture, le mardi 10 mai, à 21 heures, discussion sur l'enseignement du cinéma en France.

### LA RÉCOLTE DE 3000 ANS d'Hailé Gériéma

Dans une Éthiopie encore proche de ses origines, une famille de paysans se met à l'ouvrage, un propriétaire terrien exploite son personnel, un « jou » dit leurs quatre vérités aux uns et aux autres. Un ordre millénaire va bientôt s'écrouler. Hailé Gériéma, parti étudier le théâtre aux États-Unis, revient dans son pays dire la misère et la récolte possible.

### BEN ET BENEDICT de Paula DelSol

Ben est malheureuse et rive sa vie à celle de l'homme qu'elle aime. Alors, elle s'empare d'un double, Benedict, qui fait et dit ce qu'elle n'ose dire ni faire, qui atteint la réussite bourgeoise, mais ce n'est qu'un cliché. Paula DelSol montre une femme dans la durée, et passe avec aisance du réel aux images d'un jeu rêlé.

### VERMISAT de Mario Biondi

Voyage au bout de la misère, de la solitude, du désespoir, l'histoire d'un homme abandonné de tous, qui, pour les gendarmes, n'est qu'un chômeur sans domicile fixe et, pour les médecins, un malade encombrant.

## Théâtre

### LA CANTATRICE CHAUVÉ au Sorano

Sur scène, Ionesco, surpris mais heureux, car il a de l'humour, écoute le dialogue quasi légendaire de ses petits bourgeois anglais, repris par des jeunes cadres en résidence secondaire. Repris : réassés. L'absurde rénové par la folie noire du temps présent.

### SAINT JEANNE DES ABATTOIRS au TEP

Entre le patron et les ouvriers, il y a la crise, et Jeanne qui arrive avec l'armée du salut. Le salut des chômeurs ne dépend pas de la charité, et la générosité ne suffit pas pour changer le monde. Guy Rétoré reprend la grande fresque épique de Brecht, l'un de ses meilleurs spectacles.

### LUX IN TENEBRIS à la Cité internationale

Brecht encore et toujours. Le « jeune Brecht », et une pièce brève, un coup de fouet qui déshabille le commerce du sexe et l'exploitation de sa peur. Un spectacle venu de Villeneuve-d'Azay, drôle et cruel, avec de l'humour, des chansons et l'utilisation perverse du romantisme frelaté des rues chaudes.

### L'HOMME AUX CAMÉLIAS au La Bruyère

Dans un ruissellement d'or et de poussière paillottes, de volutes funèbres, de pertes lourdes, de sentiments violents, une terrible histoire d'effacement et de mort. Le grotesque et le tragique s'accrochent dans un délire fastueux.

### I à la Concorde

Anne West construit avec des sculptures de plastique bleu des mondes futurs en forme de bandes dessinées ravageuses. Le monde des enfants d'Orange mécanique, Anne West : un paquet de vie indestructible et trépidant.

### LES FARCEURS à Nanterre

Il s'agit cinq comme les cinq doigts de la main, jouent des dialogues d'auteurs, montent et démontent des gags, pratiquent le comique d'accès, et réussissent l'étrange entreprise de faire rire.

— ET AUSSI : la Jeune Fille Violaine, au Théâtre (magnifique combat avec l'ange) ; Etrange pôle, aux Blancs-Manteaux (Jean Bois, poète de l'investiture) ; Gros cath, à la Cour des Miracles (la cinquième et la poésie d'Ajar) ; les Catheuses et l'Amour en visite, au Théâtre des quatre cents coups (Morsly, Jarry, un contemporain, un « classique » et la violence du rire) ; Quatre à quatre à Gémier (quatre générations de femmes se racontent avec gravité et

humour) ; Trasse Kamikaze Express, à Essalon (des histoires merveilleusement idiotes) ; la Jeune Lune, à l'Aquarium (l'enthousiasme du talent) ; Loretta strong, au Théâtre d'Edgar (suivez Copi) ; Maison de poupée, au Nouveau-Carré (Ibsen à la lumière de Brecht).

## Musique

### MADERNA, HALFFTER, DEL TREDICI à Paris

Programme particulièrement intéressant de l'Ensemble intercontemporain, où Michel Tubachinski présente une création de Cristóbal Halffter, Mizar, et deux œuvres « ouverts » de Bruno Maderna, la Juillard-Serenade et le merveilleux Giardino religioso. On découvrira David Del Tredici (1937), compositeur américain, avec Synegy, sur deux poèmes tragiques de James Joyce. (Théâtre de la Ville, le 5 mai.)

### TROIS MILLE ENFANTS à Colmar

Pierre Barrat et l'Atelier lyrique du Rhin ont monté un spectacle réunissant trois mille enfants et adultes au parc des expositions de Colmar. C'est le Vol au-dessus de l'Océan, de Brecht et Weill évoquant la première traversée de New-York au Bourget par Lindbergh. Avec aussi des pages d'Yves Prin, J.-Cl. Penneret et Guy Reibel.

— ET AUSSI : Orchestre National, dir. L. Bernstein, avec M. Caballe : (Champs-Élysées, les 4 et 6) ; Mozart, Schubert, Bartók, Debussy, par Jeremy Membrin (Gaveau, le 4) ; l'Enlèvement au sérail, dir. K. Böhm (Opéra de Paris, les 4, 7 et 12) ; Pléiade (salle Favart, les 4 et 7) ; Les Fiançailles au couvent, de Prokofiev (Strasbourg, les 4 et 6) ; Haydn, Eloy, Jolivet, Bartók, par l'Orchestre de Paris, dir. J.-Cl. Casadesu, avec M. André (Congrès, le 5) ; Ville, le 8) ; Le Pont des soupirs, d'Offenbach (Radio-France, le 5) ; Messiaen, par Y. Lortol (Sorbonne, le 5) ; Parsifal, mise en scène L. Erlo (Colmar, le 5 et Strasbourg, le 8) ; la Traviata, mise en scène J. Lavell (Toulouse, les 6 et 8) ; Concours de musique électro-acoustique (Bourges, les 6, 7, 8).

## Danse

### CAROLYN CARLSON à l'Opéra

La danse, le théâtre, la lumière éclatent dans l'espace. Pour réapprendre à voir.

— ET AUSSI : Lar Lubovitch au Théâtre de Saint-Denis (une inspiration éblouissante) ; Serge Keuten au Théâtre de la Plaine (les mots et la danse) ; Mudra au Théâtre d'Orsay (Théâtre-dans) ; le Ballet pour aujourd'hui à la Cité internationale ; (De jeunes troupes qui se sont révélées à Bagnolet) ; le Pétrole à l'Espace Cardin. (Irresistible.)

## Expositions

### L'ISLAM DANS LES COLLECTIONS NATIONALES au Grand Palais

— Lire notre article page 32.

### HENRY MOORE à l'Orangerie

Cent dix sculptures, une centaine de dessins à l'Orangerie, quelques deux cents estampes à la Nationale, pour rendre compte du développement et de tous les aspects de l'œuvre de l'artiste, depuis ses débuts, en 1923, jusqu'à ses récentes formes monumentales et étonnantes.

### MYTHOLOGIES QUOTIDIENNES 2 à l'ARC

Pour l'inauguration des nouvelles salles de l'ARC, deux critiques, Gérard Gassiot-Talabot et Jean-Louis Pradel, deux peintres, Bernard Rancillac et Hervé Télémaque, présentent plus de quatre-vingt artistes figuratifs.

### ACHELEMES architecture nouvelle...

Le « plan-construction » fait le point de quatre années d'activité du programme d'architecture nouvelle, depuis sa création en 1972. Maquettes et dessins d'une dizaine d'ensembles urbains illustrent le renouvellement de l'architecture de l'habitat social en France et de l'architecture tout court. Une exposition à voir et à visiter attentivement.

### ... ET LOUIS CANE au Centre Georges-Pompidou

Peintures récentes, toujours sans chaise. Un air pictural abstrait qui vient de Rothko, mais, cette fois, des figures y apparaissent, des lozanges qui font entrer un monde rectiligne dans cet espace sans commencement ni fin, des grillages, des architectures géométriques et même l'esquisse lyrique d'une aile d'ange cueilli dans un tableau de Raphaël.

## Variétés

### YVAN DAUTUN au Théâtre de Boulogne-Billancourt

Bon musicien, bon mélodiste, traitant avec lui une certaine forme souriante de difficulté de vivre, flegmatique, un peu farceur, un peu naïf et plein de tendresse, Yvan Dautun élargit avec justice son public. (20 h, 45.)

### VINICIUS DE MORAES à l'Olympia

Le poète, le cœur du Brésil. Le musicien qui laisse couler avec une nonchalance royale un flot d'images.

**GALERIE HELENE APPEL RIVE DROITE**  
22, rue Mironneville (9<sup>e</sup>), 268-69-79  
**ANDRÉ INGRES**  
Peinture, aquarelle, pastel  
Du 4 au 17 mai 1977

**GALERIE GUIOT**  
18, av. Matignon, 75008 Paris  
268-85-84  
**DESPIERRE**  
Jusqu'au 21 mai

**SIMONE RADINER**  
15, rue Guénégaud (6<sup>e</sup>) - 633-04-38  
**MICHEL-CONSTANT**  
Fleurs et Racines  
Du 2 au 31 mai

**GALERIE D'ART HELOV**  
51, bd Caribaldi - Paris (19<sup>e</sup>)  
734-38-25  
**David ASSUED**  
Jusqu'au 21 mai

**A. CASTINEL**  
dont le talent original et insolite nous surprend toujours, expose 45 tableaux sur le thème de la magie du Théâtre et de la Boîte  
DU 3 AU 31 MAI 1977  
au Club International du Droit 38 bis, rue Fabert - 75007 Paris Métro Invalides

**LA DRENERIE**  
4, place Saint-Etienne (6<sup>e</sup>)  
**Robert WOGENSKY**  
Tapisseries récentes  
4 mai - 4 juin

**L'ANIMAL JOYAU**  
OR ET ARGENT (Collection Bry et Cie)  
tirages limités présentés par la Maison de la Classe  
60, rue des Archives (Marais)  
Tél. : 272-86-42  
Du 6 au 25 mai 1977

**CENTRE D'ART CHAILLOT**  
22-24, avenue Raymond-Poincaré PARIS (18<sup>e</sup>) - 704-60-40  
**JEF FRIBOULET**  
Jusqu'au 27 mai

**DU 6 AU 28 MAI**  
**HENRI LANDIER**  
ATELIER D'ART LEPIC  
1, r. Toulouge, Paris 18<sup>e</sup>

**Gal. JEAN-CLAUDE RIEDEL**  
31, rue Guénégaud (6<sup>e</sup>) - 326-20-78  
**glai-miniet**  
Du 3 au 28 mai

**Bryen**  
5 mai - 9 juin  
Galerie Verbeke  
7, place Furstenberg  
325.73.92

**JANSEN**  
65 av. FRANKLIN ROOSEVELT  
75008 PARIS  
TÉLÉPHONE 369.04.03  
**TARAZI**  
DU 4 AU 28 MAI

**GALERIE COARD**  
12, rue Jacques-Callot (6<sup>e</sup>)  
**Pierre LESIEUR**  
Du 27 avril au 12 juin

**GALERIE NICHIDO**  
41, rue de Valenciennes (10<sup>e</sup>)  
**BOTTET**  
Jusqu'au 31 mai

**GALERIE M.-J. GAROCHÉ**  
54, Pg St-Honoré (8<sup>e</sup>) - 073-11-53  
**ANDRÉ LEMAITRE**  
Du 5 au 31 mai

**GALERIE CARDO-MATIGNON**  
**PRADO**  
32, av. Matignon (8<sup>e</sup>), 268-62-07  
Du 4 au 21 mai

**SYSTAV KLIMT**  
dessins  
26 mars - 6 mai  
GALERIE OCTAVE NEGRU  
21, rue de Seine, 75006 Paris - Tél. : 325-79-96

**MULTI CINE**

**LA QUESTION**  
ELYSEES LINCOLN  
QUARTIER LATIN

**QUAND LA PANTHERE ROSE S'EMELLE**  
ELYSEES LINCOLN

**LE DERNIER NABAB**  
MONTPELLE  
MONTPELLE

**CARRIE**  
SAINT-GERMAIN HUGHETTE

**L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS**  
QUINTETTE

**COUSIN, COUSINE**  
ELYSEES LINCOLN  
SAINT-LAZARE PARISIEN

**MATHIOT**  
5-28 Mai  
GALERIE KRIEGLER  
36, av. Matignon

**56 RUE TIQUETONNE**  
**Enfin un professionnel de la photo qui est aussi un amateur.**

Thierry Hamel, un professionnel qui a gardé l'enthousiasme d'un amateur. Un professionnel qui ouvre une boutique de photo, rue Tiquetonne à deux pas des Halles, ce n'est pas étonnant. Ce qui est étonnant, c'est d'avoir eu l'idée de réunir en un même lieu les avantages que l'on trouve habituellement dans des magasins différents. Prix-Choix-Congé-Services après-vente-Quantité des travaux photos-Répertoire des anciens matériaux et bien sûr possibilité de crédit.

Thierry Hamel, ce passionné de Photo et de Cinéma, saura aussi bien vous parler de l'astucieux Polaroid 2000 à 375 F, que du Canon AE1 par exemple, l'appareil 24 x 36 reflex qui a donné les premiers pas à la simplicité d'emploi et sa compacité, les seconds par la légèreté de l'ensemble boîtier plus moteur électrique, les deux par le rapport caractéristique/prix (2100 F le boîtier équipé de l'objectif 1:2.8) ; et si après cela il vous reste encore un doute, peut-être vous dira-t-il qu'il existe 37 optiques complémentaires et plus de 200 accessoires dans le système Canon, de quoi satisfaire les plus exigeants.

Avec les prix qu'il fixe et les conseils qu'il donne, Thierry Hamel a sûrement une autre idée, se faire des amis à la Boutique de la Photo.

Principales marques représentées : Agfa - Ilford - Kodak - Polaroid - Asahi - Pentax - Canon - Minolta - Nikon - Beaulieu - Eumig - Besseler - Dax - Zeiss Ikon.

La boutique de la photo  
56 RUE TIQUETONNE  
75002 PARIS  
Métro Halles - Tél. : 236.70.23  
Service supplémentaire de vente par correspondance. Tarif sur demande.



LE MONDE DES SPECTACLES

Expositions

ISLAM DANS LES COLLECTIONS NATIONALES au Grand Palais

HENRY MOORE à la Bibliothèque nationale

MYTHOLOGIES QUOTIDIENNES 2

ACHILLEMIERS

LOUIS CANE

Variétés

ALGERIE NICHIDO

BOTTET

DRÉ LEMAITRE

PRADO

CRYSTAL

MATHIO

5-28 mai

GALERIE KNOX

LA QUESTION

GRAND LA PANTHÈRE

LE DERNIER JOUR

CARRIE

UNE CHANTE L'AMOUR

COMEN COQUE

5-28 mai

GALERIE KNOX



# LA FONDATION PHILIP MORRIS POUR LE CINEMA

## une initiative privée au service d'une profession.

Faire du "mécénat" en France, quand on est une société industrielle ou commerciale, est une aventure beaucoup moins répandue qu'aux Etats-Unis. Les raisons en sont multiples. Certaines relèvent des avantages fiscaux - faibles ici, importants là-bas ; d'autres tiennent à la politique commerciale des entreprises - pourquoi distraire un franc de la recherche de productivité au de profit ? d'autres enfin sont le fait des hommes - pour entreprendre une action de mécénat, il faut d'abord y croire. Et s'y donner.

### Les hommes de la Fondation.

Tous différents... mais finalement complémentaires et habités d'une même passion : le cinéma.

- 14 personnalités, membres du Comité de Parrainage de la Fondation, à la fois garants et tuteurs de ses actions : les réalisateurs Claude Chabrol, Louis Daquin, Robert Enrico, Georges Lauener, Claude Sautet ; les journalistes et écrivains : Robert Benayoun, Daniel Boulanger, Yannick Flot, Danielle Heymann, Roger Lantier, Jean-Claude Ramer ; les producteurs : Albina du Boisrouvray, Raymond Danon, René Thévenet.

• François Benveniste, Directeur de la Promotion chez Philip Morris France, familier du "sponsoring" et des opérations à vocation culturelle, passionné de cinéma au point d'en avoir fait un slogan : "Philip Morris aime le cinéma", et qui n'a pas hésité à passer de la déclaration d'intention aux actes.

• Lionel Chouchan, publicitaire et écrivain, déjà créateur du Festival d'Avoriaz et co-responsable avec André Halimi du Festival de Deauville, qui a eu l'idée de cette Fondation pour le Cinéma (qu'il administre) afin de venir en aide à un art qui a autant de problèmes que de talents.

### Les objectifs de la Fondation.

Dans le dessein d'encourager la connaissance, l'étude et la réalisation de l'art cinématographique, la Fondation Philip Morris, en fonction des directives de son Comité de Parrainage, se propose d'agir chaque année par l'un ou plusieurs des moyens suivants :

- attribution de bourses destinées à aider les créateurs et différents professionnels concernés,
- prise en charge, pour tout ou partie, d'actions de lancement de films,
- organisation de manifestations ponctuelles destinées à promouvoir le cinéma en général ou tel genre en particulier.

## "La Communion Solennelle" de René Féret, premier film "primé" par la Fondation.

A l'unanimité de son Comité de Parrainage, la Fondation Philip Morris a décidé de primer le très extraordinaire film de René Féret sous la forme d'une aide à la diffusion.

- une pré-campagne publicitaire de sensibilisation, une semaine avant la sortie du film à Paris,
- la prise en charge d'une action promotionnelle menée sur trois grandes villes de province.

Chaque opération incluant une action de relations presse, l'édition et la mise en place d'affichettes, édition et



la distribution de tracts, l'insertion d'un pavé dans la presse locale et l'organisation d'une soirée spéciale en présence de l'équipe du film.

Robert Chazal (France-Sair) : "Une des plus jolies surprises du cinéma français d'aujourd'hui".

Jean-Louis Bory (Nouvel Observateur) : "Rayonnant de sympathie, beau comme du Renair".

Yves Robert : "Un film où l'on n'en finit plus d'être heureux".















# Variétés Cinéma

## La danse

(Voir théâtres subventionnés et de hanliens.)

THÉÂTRE DE LA PLATINE (242-25-21) (L. Mar.) 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Cie Serge Kaufman.

ESPACE Y-CARDIN (246-17-30) (D.), 21 h. : Philobolus.

EGLESS ST-GERMAIN-OKS-PRES, 21 h. 5, 7, 9 et 10 à 21 h. : la Propriété.

THÉÂTRE MONTMARTRE (232-32-32) (D.), 21 h. : Ballet gitan Mario Maya.

GAITE-MONTMARTRE (232-15-15), 18 h. 30 : Cie Du Four Solaires (dernière le 7).

THÉÂTRE DE LA CITE INTERNATIONALE (246-38-38), 21 h. : Cie Le Cercle (Jusqu'au 7 : Quatuor, 8 : Six sur six = 1. Wheat Germ, 2. Triptique, 3. Prélude à l'après-midi d'un faune, 4. Le Sacre du printemps, 5. Watercolor (Pegase, Maramba, 6. De ses, George).

THÉÂTRE D'ORSAY (246-38-38) (D.), 20 h. 30, mat. sam. à 17 h. : Centre Moudra, dir. M. Béjart (III<sup>e</sup> saison mondiale du Théâtre des Nations).

AMERICAN CENTER (232-30-10), les 5, 6 et 7 à 21 h. : Genevieve Paris.

BOHIO (232-30-10), 21 h. : mat. dim. à 17 h. : Cie Vigorelli.

OLYMPIA (242-25-40) (L.), 21 h. : Victoire de Moras, le 9 à 21 h. : Bernard Leveillé.

PALAIS DES SPORTS (232-70-30) (D. soir, L.), 21 h. : mat. sam. à 15 h. : 17 h. 30 : Holiday on ice.

THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE (208-15-50) (D. soir, L.), 21 h. : mat. dim. à 15 h. 30 et 18 h. 30 : Jean-Roger Combes.

PALACE (270-44-77), le 9 à 20 h. 30 : Gala Sarpol.

THÉÂTRE ESSAYON (278-45-42) (D.), 21 h. : Monique Morell.

Le jazz

HYPODROME DE PARIS, les 7 à 30 h. : Roger Mac Olinette, Chris Hillman, Band et Gens Clark ; le 9 à 20 h. 30 : Klaus Schulze.

AMERICAN CENTER (232-30-10), les 10 à 21 h. : Blue Grass and Country Music (B. Keith, C. Segura, J.C. Crumb).

GOLF DROUOT (270-47-25), les 6 et 7 à 23 h. : Memorance.

PAVILLON DE PARIS (202-05-21), le 10 à 20 h. : Bob Marley.

LES PALLAS (270-44-37) (L.), 19 h. : Fernando Marquez.

CAMPAGNE-PREMIERE (222-75-55), les 4 et 5 à 20 h. 30 : Pierre Vassili ; à partir du 6 à 20 h. 30 : Martinho da Vila ; les 6 et 10 à 20 h. 30 : 14 Oroupe Magma, Jusqu'au 7, à 22 h. 30 : Edson Machado et Boa Nova.

## La cinématèque

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

CHALIST (204-34-34)

MERCREDI à SAM. — 15 h. : Guerre et Paix, de E. Vidor ; 18 h. 30 : François 1<sup>er</sup>, de Christian-Jaque ; 20 h. 30 : Ce merveilleux automne, de M. Bolognini ; 22 h. 30 : Le Procès de Julie Richard, de J. Perce.

JUDI à — 15 h. : Tabou, de W.P. Murru ; 18 h. 30 : le Déserteur, de Pudovkin ; 21 h. : Hommage à Henri Stock (sur invitation).

VENDREDI à — 15 h. : la Veuve joyeuse, de E. von Stroheim ; 18 h. 30 : la Foudre ouverte ; Paul Delvaux ou les Femmes défendues ; Trois extraits de Fêtes de Belgique, de H. Stock ; 20 h. 30 : 87 m p h le paysan, de H. Stock ; 22 h. 30 : la Décade prodigieuse de Cl. Chabrol ; 24 h. 30 : Freud, passions secrètes, de J. Einstein.

SAMEDI à — 15 h. : Que viva Mexico, de S.M. Eisenstein ; 18 h. 30 : l'île du Pacifique ; Une lettre à la plage ; le bonheur d'être aimé ; les 20 h. 30 : Boon, de J. L. Bernal ; 22 h. 30 : le Héros sacrifié, de E. Mikozuchi ; 24 h. 30 : l'âge des L. Bernal ; 26 h. 30 : le Malou du Dr Edwards, d'Alfred Hitchcock.

DIMANCHE à — 15 h. : Maître au borinage ; le Patron est mort ; les Maisons de la misère, de H. Stock ; 18 h. 30 : Forêt sacrée d'Afrique, de H. Stock ; 20 h. 30 : Piroshani, de G. Chagnon ; 22 h. 30 : le Soleil se lève aussi, de H. King ; 24 h. 30 : le Malou du Dr Edwards, d'Alfred Hitchcock.

LUNDI à — RELACHE

MARCI à — 15 h. : le Sang d'un poète, de G. Cocteau ; 18 h. 30 : le Testament d'Orphée, de Jean Cocteau ; 20 h. 30 : Palsom un rêve, de Sacha Guitry ; 22 h. 30 : Oscar Wilde, de G. Raftoy.

LES exclusivités

L'ADIEU NU (Fr.) : Olympia, 1<sup>er</sup> (242-25-21).

ADOPTION (Hong. v.o.) : Saint-André, 2<sup>e</sup> (242-25-21).

APPELUX, SALES ET MARCHANDS (It. v.o.) : Svy, 3<sup>e</sup> (242-25-21).

AUDACE COOPER (A. v.o.) : Action, Christine, 4<sup>e</sup> (242-25-21).

LES AMBASSADEURS (Fr. - Tin. v.o.) : Palais des Arts, 5<sup>e</sup> (272-42-58).

Studio de la Harpe, 5<sup>e</sup> (242-25-21).

34-35, Jean-Renoir, 9<sup>e</sup> (274-10-75), Olympia-Entrepot, 1<sup>er</sup> (242-25-21), ARMAQUEDON (Fr.) (\*) : Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32).

AMES PERDUES (It. v.o.) : U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), la Pagode, 7<sup>e</sup> (242-25-21), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32).

BAIRY LYNDON (Ang. v.o.) : Colisée, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Calypso, 17<sup>e</sup> (242-25-21), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LA BATAILLE DE MIDWAY (A. v.o.) : Gaumont-Théâtre, 2<sup>e</sup> (21-21-10), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32).

BEET ET HENRI (Fr.) : Cluny-Ecoles, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Montparnasse, 6<sup>e</sup> (232-12-12).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31).

ELIOTS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32).

EMERSON (Fr.) : U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32).

CARRE (A. v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Amboise, 9<sup>e</sup> (232-32-32).

Berlitz, 2<sup>e</sup> (242-25-21), Gaumont-Bud, 14<sup>e</sup> (232-32-32), Montparnasse-Parnasse, 14<sup>e</sup> (232-32-32), Centre-ville, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Victor-Hugo, 16<sup>e</sup> (232-32-32), Gaumont-Madeline, 16<sup>e</sup> (232-32-32), Gaumont-Gambetta, 20<sup>e</sup> (232-32-32).

CASANOVA OR FELINI (It. v.o.) : 9<sup>e</sup> : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32).

U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21), Convention, 15<sup>e</sup> (242-25-21).

SAINT-CHARLES, 15<sup>e</sup> (232-32-32).

LE COUPLE TESSON (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5<sup>e</sup> (232-32-32).

LE OZIERE NARAI (A. v.o.) : Hauteville, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Marignan, 9<sup>e</sup> (232-32-32), Mayfair, 16<sup>e</sup> (232-32-32).

14-Juillet-Parnasse, 6<sup>e</sup> (232-32-32), 14-Juillet-Bastille, 11<sup>e</sup> (237-40-31), U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (232-32-32), U.G.C. Odéon, 9<sup>e</sup> (232-71-08), Biarritz, 6<sup>e</sup> (232-32-32), Bourse, 9<sup>e</sup> (2



Les AMBASSADEURS c'est un western où la caméra est tenue par un Indien... et la GOUTTE D'OR devient soudain MLE AU TRESOR (Martin EVEN - « LE MATIN DE PARIS »).

POUR LA 1<sup>re</sup> FOIS UNE CAMÉRA PÉNÈTRE A LA GOUTTE D'OR

« Dans la Mynée de Costa Gavassi et de Boissac. » (M. Martin, <i>ECRAN 77</i> .)	« Une arme de combat efficace et ne pas manquer. » (Chapuis, <i>QUOIDD. DE PARIS</i> .)
« Une réussite ! » (Lachize, <i>HUMANITE</i> .)	« Quelques choses qui vous ramènent en profondeur. » (K. Kaup, <i>NOUV. OBSERVAT.</i> )
« D'une beauté à couper la souffle. » ( <i>AFRIQUE-ASIE</i> .)	

**"Toi, tes femmes, tes enfants, nous tous,  
nous changerons le Sénégal"**

**EMITAÏ**

UN FILM DE SEMBENE OUSMANE

**les flics sont là pour la protéger...  
... qui va la protéger des flics?**

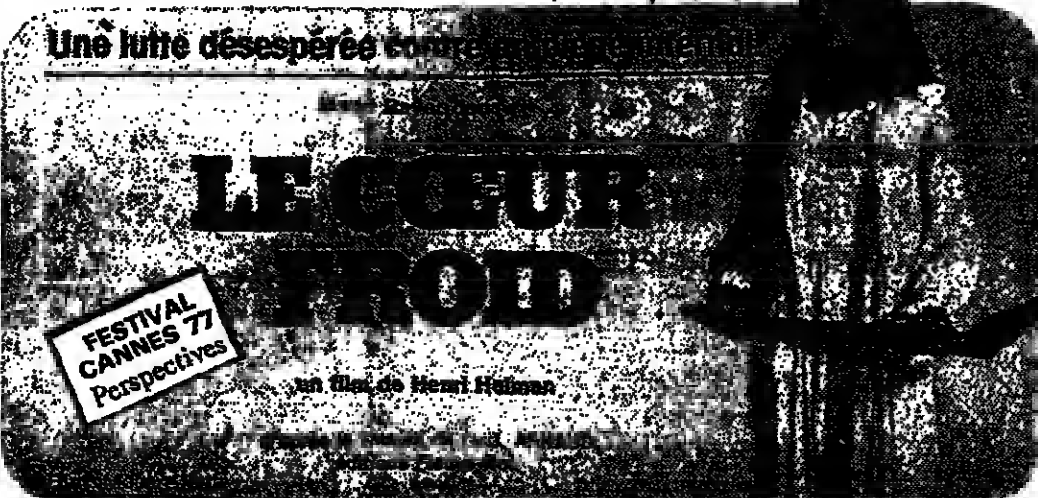


**"JACKSON COUNTY JAIL"**

## YVETTE MIMIEUX

et TOMMY LEE JONES - ROBERT CARRADINE - NANCY NOBLE - SEVEREN DARDEN - MARY WORMONOV  
Réalisé par MICHAEL MILLER - Product par JEFF BEGUN - Escrit par DONALD STEWART  
UN FILM NEW WORLD - Services de production de TEC PRODUCTIONS 1 - COULEURS - Distribué par LES ARTISTES ASSOCIÉS  
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

**SAINT-GERMAIN VILLAGE - SAINT-LAZARE PASQUIER**  
A partir du 11 mai à l'ÉLYSÉES LINCOLN

[illegible]

**LA QUESTION**, film français de  
Laurant Heynemann (22) ;  
Quarier Latin. 5<sup>e</sup> (328-84-85) ;  
Gaumont Riva Gaucha. 6<sup>e</sup>  
(348-36-38) ; Elysées Lincoln. 8<sup>e</sup>  
(359-38-34) ; Colisée. 5<sup>e</sup> (359-  
28-48) ; Gaumont Opéra. 9<sup>e</sup>  
(073-85-48) ; Gaumont-Sud. 14<sup>e</sup>  
(337-51-15) ; Olympia 14<sup>e</sup> (542-

LA PRISON DU VIOLE, film américain de Michael Miller (\*\*) ; v.o. : Publicis Saint-Germain. 6° (222-72-80) ; Publicis Champs-Élysées, 8° (720-76-23) ; v.f. : Capri, 2° (368-11-88) ; Paramount Opéra, 9° (673-34-37) ; Paramount Galaxie, 13° (586-18-03) ; Paramount Océans, 14° (540-45-91) ; Para-

mount Montparnasse. 144  
(238-22-17); Convention Saint-  
Charles. 15° (376-33-60); Pamy  
16° (238-82-34); Paramount  
Mallot. 17° (758-24-24); Mou-  
lin-Rouge. 18° (806-34-25).  
**LE CŒUR FROID**, film français  
de Henri Hehnann (\*); Saint-  
Germain Village. 5° (833-  
27-98); Saint-Lazare Paquier.  
8° (387-35-43).  
**L'AIGLE ET LA COLOMBE**, film

français de Gilman-Bernard  
Aubert (\*) ; Panthéon, 5° (033-  
15-04) ; Hollywood Boulevard,  
9° (779-18-41) ; Cambroune, 13°  
(734-42-96).

**KUNITA**, film sénégalais de Sem-  
bène Ousmane : v.o. : Saint-  
André-des-Artes, 8° (326-48-18) ;  
14 Juillet Parnasse, 8° (326-  
58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11°  
(387-80-81).

**PASCALINO**, film américain de  
Liz... Westmiller : v.o. : Wes-

dôme, 3° (073-97-52); U.G.C.  
 Danton, 6° (332-42-82); Luxem-  
 bourg, 6° (833-97-77); U.G.C.  
 Marbeuf, 8° (225-47-19).  
**OBSSESSION**, film américain de  
 Brian de Palma; v.o.: Quint-  
 tette, 5° (083-35-40); Dragon,  
 6° (548-54-74); Margnani, 8°  
 (339-92-92); v.f.: ABC, 2°  
 (235-55-54); Gaumont Lumière,  
 9° (770-94-84); Pavetto,  
 13° (331-56-88); Montparnasse

Pathé. 14\* (323-85-13); Gaumont Convention. 15\* (322-42-27); Cilley Pathé. 18\* (322-37-41); Gaumont. Gambetta. 20\* (797-02-74).

AND THEN CAME ROCK, film  
américain de Kit Galloway;  
v.o.: Vidéostone. 6\* (325-80-34).

ON NAPPELLE DOLLARS, film  
américain de Jonathan Kap-  
plan; v.o.: Ermitage. 8\* (358-  
15-71); v.f.: Rex. 2\* (238-

83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13\*  
(331-06-18) ; Miramar, 14\*  
(326-41-02) ; Mistral, 14\* (538-  
82-58) ; Convention Saint-  
Charles, 15\* (379-33-00) ; Napo-  
léon, 17\* (390-41-46).

---

**LES VINGT ET UNE HEURES C**  
**MUNICH (A.), v.o. : U.G.C.-BO**  
beuf, 8\* (225-47-19) ; v.f. : 80  
Opéra, 2\* (742-82-54) ; Fauvet  
U.G.C. 2\* (742-82-54) ; Fauvet

**Les grandes reprises**  
L'AUTRE (A. v.o.) (87) : Stuo

Dominique, 7<sup>e</sup> (705-04-55) (ss.  
mar.).  
HUBU DE MONTFAVASSE (H.  
v.o.) : La Pagode, 7<sup>e</sup> (705-12-15),  
14 h. et 15 h.  
LA CHEVAUCHEE FANTASTIQUE  
(A. v.o.) : Kinopanorama, 15<sup>e</sup> (30-  
50-50).  
COUSIN COUSINE (Fr.) : Saint-  
Lazare-Paquebot, 8<sup>e</sup> (387-35-4)  
Elydes-Lincoln, 8<sup>e</sup> (359-35-4)  
Gannont-Sud, 14<sup>e</sup> (331-81-16).  
WALT DISNEY (A. v.o.) : Walt-Dis-  
ney, 14<sup>e</sup> (331-81-16).

8° (770-63-40). (Sacr. mar.).  
**FUNNY GIRL** (A., v.o.) : Paris  
 (359-53-89); v.f. : Bogaert 7° (55-  
 44-11), Cluny-Falace (033-07-76).  
**GROS FLAN** (Fr.) : Studio Gujan,  
 (033-89-22).  
**HELLERPOFFIN** (A., v.o.) : Grand  
 Augustins 6° (533-22-17).  
**JOUE DE FETE** (Fr.) : Capd.  
 (508-11-88), Cinécho-Saint-Ger-  
 main, 5° (533-10-82).  
**IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD**

(A. v.o.) : Andre-Bassin, 15<sup>e</sup> (32-74-29).  
**LITTLE BIG MAN** (A. v.o.) : NO  
 tambours, 5<sup>e</sup> (82-42-34).  
**NOIRS ET BLANCS EN COULEUR**  
 (Fr.) : Maibaut, 8<sup>e</sup> (225-47-11).  
 Secstar, 15<sup>e</sup> (206-71-33).  
**ON S'FAIT LA VALISE DOCTEUR**  
 (A. v.o.) : Studio Bertrand,  
 (783-64-66), à 20 h. 30. Perm. as-  
 et dim.  
**LE PONT DE LA RIVIERE KW**  
 (A. v.o.) : Broadway, 16<sup>e</sup> (52-

41-167).  
**QUE LA FÊTE COMMENCE (Fr.)**  
 Cinéma des Champs-Élysées,  
 (359-61-70).  
**RIC BRAVO (A., t.o.)** : Studio B  
 trad. T. H. sp.  
**SOLDAT BLEU (A., v.f.)** : Club,  
 (770-81-47).  
**SOLEIL VERT (A., v.o.)** : Le Bar  
 Isch, 18° (288-94-41). H. sp.  
**LES VACANCES DE M. HULOT**  
 (Fr.) Paramount-Odeon, 5° (33

59-83, Studio Jean-Cocteau,  
(933-47-62), Publicis-Champs-É-  
lées, 8° (720-76-23), Paramount  
Marivaux, 12° (742-83-68), Dider  
12° (343-18-29), Paramount-Gob-  
lins, 13° (707-12-28), Paramount  
Gatte, 14° (326-99-34), Grand-P-  
vois, 15° (531-44-58), Paramount  
Malliot, 17° (758-24-24).

AU NOM DU PROGRES : Palais des  
 Arts 3 ( 272-82-82 ), 12 h.  
 BONNIE AND CLYDE (A. V. )  
 24 h.  
 CIMA, CUEVOS (esp. v. ) : 12 h.  
 17  
 FORTY EIGHT (1939-69-73), 12 h.  
 LE OCEANICOM (It. v. ) : 12 h.  
 17  
 Les nouvelles, 207 (68-11-69), sam. :  
 17  
 LA FÊTE SAUVAGE (It. ) : Les Trois  
 2  
 LE LUTIER (A. V. ) : Saint-  
 Ambroise, 111 (70-89-16), mar. :  
 2  
 HISTOIRE D'ADELÈE H. (It. ) : Studio  
 Culpes, 5 (032-60-22), 12 h. : 12  
 L'ARRANGEMENT (A. V. ) : Le  
 2  
 L'ATTEMPTER DES SENS (Esp. v. ) :  
 (\*) : Saint-André-des-Arts, 6  
 LES 400 COUPS (It. ) : Saint-André-  
 des-Arts, 6 : 12 h. 5.  
 MEXA (A. V. ) : v. v. : Le  
 Satin, 39 (325-35-35), v. 24 h.  
 PRANCOFF (A. V. ) : Le  
 Luxembourg, 6 (62-97-62),  
 10 h. 12 h. et 24 h.  
 SANTIAGA, NAISANT (It. ) :  
 des-Arts, 6 : 12 h.  
 UN APRES-MIDI DE CHINE (A. V. ) :  
 des-Arts, 6 : 12 h.

YVELINES (78)

CHATO, Louis-Jouven (1968-20-07) :  
Quand la panthère rose s'envole  
dans les nuages, les bandes du  
rock / Olympia (1961-11-53) : Dangereux  
plantations.

CONFANS - SAINT-E - HONOREVILLE  
de la Vallée (972-60-60) : Julie  
pot de colle. Un tueur dans la  
Kote. King-Kong s'est échappé.  
L'homme qui aime les femmes  
montant-épingles-2 (1992-64-35) :  
Prison du viol ; A nous les petites  
Annie.

LE CHEVYNAV, Party II (54-54-50) :  
Noirs et Blancs en couleur ; Carole  
Dorval ; Ours ; Transmarinica  
Revue ; Les Femmes du monde  
d'aujourd'hui.

MANTESS, Dominique (1922-04-05) : Pains  
et Chococat : Un tueur dans la  
Kote. L'homme qui aime les  
femmes.

LES MUREAUX, Club A B (174-  
04-33) : Julie pot de colle ; La Pri-  
vatisation ; Les Femmes du monde  
d'aujourd'hui ; Les Femmes du monde  
d'aujourd'hui ; La Petite fille au bout  
du chemin.

POISSY, Claude Polaire (1955-07-12) :  
On t'appelle Polaire : Un tueur  
dans la Kote ; Le Bal des vampires ;  
Le Dernier Nabal.

SAINTE-GENEVIEVE - LE LAVY, Club A  
(1963-04-06) : La Communion scé-  
nalisée ; Révolte d'Alma.

VERMOREL, Claude (1922-04-05) : Julie  
pot de colle ; L'homme qui aime les  
femmes ; Le Diable dans la boîte ;  
Petit Pan.

VITRY-LE-FRANCAIS (1950-58-58)  
L'homme qui aime les femmes  
montant-épingles-2 ; Julie pot de colle ;  
Révolte d'Alma ; Transmarinica  
Revue ; Les Femmes du monde  
d'aujourd'hui ; Les Femmes du monde  
d'aujourd'hui ; Le Diable dans la boîte.

LE VEYRIER, CAL (1978-32-37) : am-  
our.

BUSSY - SAINT - ANTOINE, *Smoo*  
(90-50-52) : Tentacules : la Prison-  
du viol : L'ache-moi les baskets :  
RUE -

BEURES-ORSAY, Vols (907-54-14)  
Garré : la Prison du viol : On  
m'appela Dollars : Tentacules :  
CHANGÉ : Arel

CHANGÉ : Arel  
L'homme qui connaît les femmes :  
On m'appela Dollars : Dis bonjour  
à la dame.

EVRY, Gaumont (97-06-53) : Obsé-  
dation : l'Effet : le Diable  
dans la boîte : la Bataille de Mid-  
way.

GIF-SUR-YVETTE, Val (907-44-18) :  
Hindé d'Amour.

RIS-ORANGIS, R-Demos (906-  
72-73) : Festival Joux boules (Demos).

GRIGNY, France (90-49-98) : Peter

**STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1**  
30, rue Saint-André-des-Arts - 325-48-18  
12 heures et 13 heures :  
**SANTHALA**

**STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2**  
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18  
12 heures et 24 heures :  
**L'EMPIRE DES SENS**

DOCTEUR  
de Peter SUGANOVITCH  
RIO BRAVO  
d'Howard HAWKS

L'HISTOIRE D'ADELE H.  
de François TRUFFAUT

**CENTRE CULTUREL CANADIEN**  
5<sup>e</sup> rue de Constantine - 7<sup>e</sup>  
Toujours de 5 h à 20 h - 45

Mardi 10 à 20 h. 45  
**POT-POURRI ONF**  
Blanche et Claire de Guy Côté  
Down hill de Robin Stray  
L'invasion américaine e 1775-1875

**HJORTH NIELSEN**  
Tous les jours de 12 h. à 19 h.  
dimanche et fêtes de 15 h. à 19 h.  
Entrée libre

sa mort.  
T.l.j. sans lundi, de 13 h. à 19 h.  
mercredi nocturne jusqu'à 22 h.

**CENTRE CULTUREL PORTUGAIS**  
FUNDACIÃO CUL PORTUGAL

par le Prof. Vittorino Memmo  
Mardi 10 mai, 20 h. 45  
**TABLE RONDE**  
**POÉSIE**

EXPOSITIONS  
ART METRO STOCKHOLM  
et  
UNE BANQUE, UN ARCHITECTE

**vingt artistes**  
Tous les jours de 14 h. à 18 h.  
**ENTRÉE LIBRE**

...and the











# LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

**LES LIVRES. DES LETTRES**  
**esprit d'Albert Béguin**

vi la critique contemporaine. Cette critique a été suivie d'une carrière de haut niveau de la critique littéraire. Albert Béguin, qui a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade, a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade. Il a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade. Il a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade.

Grâce à ces communications le visage d'un homme exceptionnel, enfin, va resplendir. Albert Béguin, qui a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade, a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade. Il a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade. Il a été directeur de la collection de la Bibliothèque de la Pléiade.

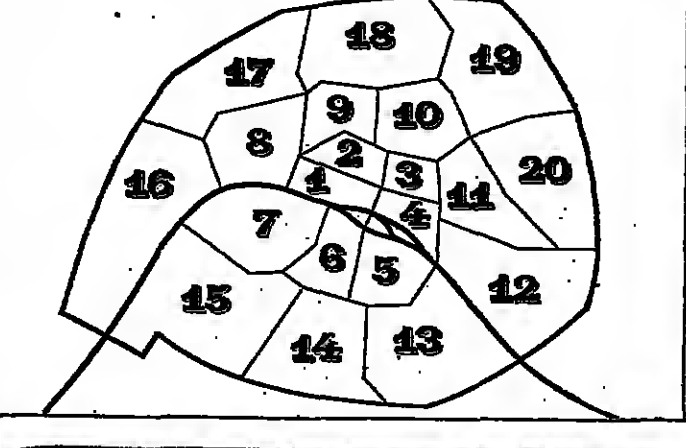
**RE**  
**ALISTE**  
**MODE**  
**BDU44**  
présente  
nouvelle  
édition de  
Jean-Éric

**BRÉCANTÉ**  
**BASTILLE**  
XVIII<sup>e</sup> siècle  
Paris

**LOIRE-DEHAYNIN**  
Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élanés aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces. Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures (sauf mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

**12** **2500** **2000** **90%** **CF** **1973** **124** **124** **M** **Autobus** **RER** **Autogare**

N° Art. Prix moyen du m². Prix moyen du m² terrain et débris. Montant des prêts communaux et durée. Prêt du Crédit Foncier. Année de livraison et trimestre. Nombre d'app. Parkings en surface. Garages au sous-sol ou box. Métro. Autobus. R.E.R. Station. Autogare périphérique.



**7** **8.000** **80%** **20** **1977** **49** **49** **M** **INVALES** **LA TOUR** **MADOURG**

**131, RUE DE L'UNIVERSITÉ** - Belle demeure parisienne. Tr. ht niv. de prestat. De la chambre au 5 p. et 2 splendides duplex plein ciel, gdes terrasses sur toit, vastes balcons. Bar. vit. sur pl. lundi au vendredi de 14 h. à 18 h. et samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. 280-34-40.  
**COMEGI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

**12** **5.000** **80%** **20** **1977** **38** **38** **M** **BASE DE LYON** **REUILLY-DIDEROT**

**21, RUE CROZATIER** - Un petit ensemble dans une rue large, bordée d'arbres, à proximité de la Gare de Lyon - Studio à 5 pièces - Exposition plein soleil - Balcons - Terrasses - Livraison Printemps 77 - Appartement témoin tous les jours (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30.  
**PROMEX** 65, rue Rennequin, Paris-17<sup>e</sup> Tél. 755-82-10

**15** **6.750** **80%** **20** **1978** **209** **209** **M** **SEVRES** **LECOURBE**

**RÉSIDENCE BUFFON** - 18-24, rue Lecoq. - Du studio au 6 pièces. Très haut niveau de prestations. Grands espaces verts. Balcons et terrasses. Bureau de vente sur place : lundi au vendredi de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. Renseignements et vente : 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

**16** **9.000** **80%** **20** **1977** **49** **49** **M** **MUETTE** **PASSY**

**57, RUE DE PASSY** - Emplacement privilégié entre La Muette et le Trocadéro, imm. de 8 étages, du mini stud. au 5 p., terrasses en étage sup. Vis. s. pl. et app. mod. d. i. sf dim. 10 h. 30 à 12 h. 30 et 14 h. à 19 h. S.I.E.T.R.A., 125, r. du Cherche-Midi, 75015 PARIS, Tél. 783-24-28 - 306-36-57, poste 18.

**19** **4.580** **80%** **20** **1977** **156** **156** **M** **LAUMIERE**

**LOIRE-DEHAYNIN** - 20, rue E.-Dehaynin - Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élanés aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 4 et 5 pièces. Appartement témoin tous les jours de 14 heures à 19 heures (sauf mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

**5** **8.000** **80%** **20** **1977** **12** **12** **M** **MONNE**

**LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES** - 36, rue Mouffetard et 7-11 rue Tournefort. - Rénovation de l'ancienne caserne des Gardes Françaises, petits imm. du 18<sup>e</sup>, foyers classés sur cours intérieures, du studio au 4 pièces.  
**ZANETTACCI** 98, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris - Tél. 296-17-01

**12** **5.700** **80%** **20** **1977** **49** **49** **M** **BASE DE LYON**

**BECCARIA 7** - 7, rue Beccaria, 109, rue de Charenton 2 immeubles de classe proposant des apparts (2 à 5 Pcs) tant pour l'habitation que pour l'investissement. Appart. témoin ts les jrs de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

**13** **5.200** **80%** **20** **1978** **123** **123** **M** **LA MAISON DU G. SCIC**

**CAP SUD** - Place de Kœnig - À proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 6 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h., sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21.  
**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**15** **5.940** **80%** **20** **1978** **62** **62** **M** **CONVENTION** **PLAISANCE**

**VOUILLÉ-PLAISANCE** - 3<sup>e</sup> tranche, 56, rue Labrousse quelques apparts de 5 pièces, 107 m². + Balcon, double exposition s/rue et sur jardin intérieur. Appart. témoin ts les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi).  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

**17** **7.700** **80%** **20** **1976** **37** **37** **M** **PEREIRE** **WAGRAM**

**141, AVENUE DE WAGRAM** - Résidence de classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bar. vente sur place, lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.  
**COMEGI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, Tél. 280-34-40.

**18** **4.700** **80%** **20** **1977** **196** **196** **M** **LA FOURCHE** **PL. CLICHY**

**IMMEUBLE « LE MONTMARTRE »** - 22, av. de Saint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins intérieurs. Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi, sauf mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00  
**ZANETTACCI** 98, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris - Tél. 296-17-01

**5** **8.000** **80%** **20** **1978** **15** **15** **M** **LES JARDINS DU PANTHÉON**

**LES JARDINS DU PANTHÉON N° 2** - 8, rue de l'Arbalète. Des appartements pas comme les autres, différence de niveau. Studios, 2, 3 et 4 pces. Terrasses et jardins. Bar. vente 57, rue Lhomond, Paris-5<sup>e</sup>, tél. 707-02-30. Vis. tous les jrs et samedi 10 à 12 h., sauf dim.

**12** **6.150** **80%** **20** **1977** **29** **29** **M** **RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN**

**RÉSIDENCE PIERRE BOURDAN** - 1-3, rue Pierre-Bourdan - A quelques mètres de la Nation, mais remarqu. Isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux prestat. raffin. S. pl. ts l. jrs sf mar. et mer., 13 à 20 h., 346-51-74.  
**LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugirard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

**13** **5.540** **80%** **20** **1978** **123** **123** **M** **KELLERMANN** **T02**

**KELLERMANN T02** - 102, bd Kellermann - A 300 m. Parc Montsouris, 3 petits immeubl. à l'architecture élégante, jardins intérieurs agréablement aménagés. Studios, 3, 4 et 5 pièces avec Balcons. Appartement témoin ouvert tous les jours de 14 h. à 19 h.  
**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) **723-72-00**

**16** **8.300** **80%** **20** **1978** **42** **42** **M** **LES JARDINS DE POLYMANIE**

**LES JARDINS DE POLYMANIE** - 21-23, av. François-Gérard, angle av. Théophile-Gauthier - Im. de tr. gd stand. aut. d'un jard. de 3.000 m². Du stud. 34 m², au 6 p. 180 m². S. pl. t.l.j. sf dim., lun. et vend. mat. 10-12 h. 30, 14-19 h., tél. 224-66-26 ou S.P.E.I., 14, av. F.-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>, 256-55-11 Réalisation : MAZET & VALLETTE

**18** **4.700** **80%** **20** **1977** **196** **196** **M** **LA FOURCHE** **PL. CLICHY**

**IMMEUBLE « LE MONTMARTRE »** - 22, av. de Saint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins intérieurs. Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi, sauf mardi et dimanche. Téléphone : 522-43-00  
**ZANETTACCI** 98, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris - Tél. 296-17-01

**... et un prêt CDE financera votre achat :**

**cde**  
**Comptoir des Entrepreneurs**  
6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 260.35.36.  
Tous les financements immobiliers depuis 1848.



OFFRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne 1/2
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

## ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne 1/2
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,99
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	46,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

L'un des premiers groupe d'ASSURANCES européen, PARIS 9<sup>e</sup>, recherche un

### responsable programmation

à qui il sera confié l'encadrement d'une équipe de 6 programmeurs.

Niveau DUT Informatique souhaité. 3 ans d'expérience en programmation COBOL, et une connaissance Assemblée 370 et PLI sont indispensables. Notions CICS appréciées.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, sous réf. 12.202, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

### POUR LA VENTE D'UN NOUVEAU SERVICE MEDICAL

Notre Société a testé, depuis deux ans, son produit auprès d'une clientèle de haut niveau, et met en place des techniques de marketing et de vente adaptées. Vous créerez votre propre équipe de vente, pour conduire notre développement, prévu jusqu'en 1980.

Nous recherchons des commerciaux motivés, ayant entrepris et jusqu'ici pas mal réussi sur la terrain, nous un réel sens de la vente-conseil, personnel.

Nous offrons, dans le cadre d'une structure légère, l'intérêt d'un travail individuel et d'équipe, en Région Parisienne; les responsabilités complètes d'un portefeuille-clientèle; une rémunération stimulante; la formation continue correspondant à vos besoins; la possibilité de construire votre avenir avec nous en faisant la preuve de vos compétences et de vos qualités humaines.

Si notre proposition retient votre attention, jetez-vous sur votre prochain rendez-vous à :

**tongat-incentive**  
9 bis rue Labie, 75017 Paris  
à qui nous avons confié cette recherche.

Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'Administration des P.T.T.

### LA DÉLÉGATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

RECHERCHE

#### DES JEUNES DIPLÔMÉS (ÈS) d'écoles d'ingénieurs ou Titulaires d'une Maîtrise de Télécommunications

**FONCTIONS :**

- Études sur la choix et la mise en œuvre de matériels nouveaux d'exploitation et de maintenance.
- Gestion technique et maintenance des installations en vue d'assurer la fluidité du trafic.

#### DES JEUNES DIPLÔMÉS (ÈS) d'études Commerciales

• E.S.C.P. ou E.H.E.C.F.  
• D.E.A. et D.E.S.S. MARKETING (délivrée par l'Université de Grenoble II).  
• Licence Sciences Économiques avec un des diplômes suivants : E.S.C.A.E., E.S.S.C. d'Angers, E.D.H.E.C. du Nord, I.C. Nancy, I.E.E.C.S. Strasbourg, I.S.G., I.E.P. de Paris (section économique et financière).

**FONCTIONS :**

- Études, organisation et suivi du fonctionnement des services commerciaux.
- Évaluation des besoins de la clientèle. Conseils sur la choix des installations.

Adresser votre candidature immédiatement (les futurs diplômés de juin 1977 peuvent déposer un dossier).

Renseignements et inscriptions :

- pour les postulants domiciliés à Paris et départements 92-93-94 : DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS, Pièce 609 E - B-10, boulevard de Vaugirard, 75731 Paris Cedex 15 - Tél. : 540.33.08.
- pour les postulants résidant dans les départements 77-78-91-95 : DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS EXTRA-MURS, 7, boulevard Romain Rolland, 92128 Montrouge - Tél. : 557.13.30 (poste 58/05).

DATE DE CLÔTURE : 23 MAI 1977

## emplois régionaux

Pour entreprise leader mondial dans son domaine - Marseille - 2000 personnes.

### directeur LOGISTIQUE ACHATS

30 ans min., il dispose d'une bonne formation supérieure et d'une solide expérience de ces marchés d'approvisionnement. ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

Envoyer CV, photo et niveau de rémunération sous référence 501 à :

**GFC** 110 rue de Sévres 75015 Paris

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE

Grande ville universitaire 300 km sud Paris  
LEADER SUR SES MARCHÉS recherche pour son département marketing

### CHEF DE PRODUITS JUNIOR

Sous la responsabilité du Chef de groupe Marketing, il sera chargé de gérer une importante gamme de produits existants. Pour réussir, le candidat devra disposer d'une solide formation (ESSEC - ESC ou équivalent) et avoir 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction analogue.

Adresser candidature manuscrite, C.V., photo en précisant fourchette de rémunération espérée, sous réf. 3615 à Pierre Lichau S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Discretion totale - Réponse rapide

### MOTOROLA Semiconducteurs

CENTRE ELECTRONIQUE DE TOULOUSE  
Dans le cadre de l'expansion de son unité de fabrication

**sélections pour secteurs :**

- EPITAXIE (fabrication et déval.).
- DIFFUSION (développement de procédés de fabrication de circuits intégrés).

Diplômés écoles d'ingénieurs ou doctorat de physique du solide

Plusieurs années d'expérience dans le même domaine exigées  
Anglais courant - Stages prévus aux U.S.A.  
Adr. CV+Photo+Prétentions à :

**MOTOROLA**  
BP 3411 - 31023 TOULOUSE

IMPORTANT GROUPE recrute pour Centre de Recherche de MONTPELLIER

### UN CADRE

Spécialisé depuis plusieurs années en recherche immunologique  
Niveau minimum demandé  
DOCTORAT 3<sup>e</sup> CYCLE

Adresser C.V. détaillé à Mme BENJAMIN Centre de Recherche C.I.R.-M.D.I., rue du Professeur Blyard, 34082 MONTPELLIER CEDEX.

### CHARLEVILLE MÉZIÈRES Fonderie cherche

### FORMATEUR

Hommes ou femmes.

Vous avez au minimum :

- une expérience d'usine;
- 2 ans d'études après le bac;
- une bonne culture générale;
- 28 ans environ;
- Connaissance exigée : Sécurité dans l'entreprise.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. avec une lettre expliquant vos motivations sous la référence : 9906 « la Montre » Publi-Info, 5, rue des Italiens - 75221 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche pour son Agence de ROUEN, INGENIEUR TECHNIQUE-COMM. (niveau) ayant quelques années de pratique pour la vente de matériels électrotechniques : H.T. - S.T., automates électroniques.

Ser. n° 8714, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

LYON, STE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX recherche

**AGENT COMMERCIAL PARLANT ALLEMAND**

Travail consistant : Participation à l'élaboration de la politique commerciale; Contact clientèle Lyon, région Rhône-Alpes, voyages étranger.

Possibilité promotion, expérience. Références obligatoires.

Ecr. HAVAS, 45, r. République, 69002 LYON, référence 8452.

**ANNONCES CLASSEES TELEPHONES**  
**296-15-01**

### SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TRAVAIL TEMPORAIRE

recherche pour ses Agences Rhône-Alpes

### COORDONNATEUR GESTION

Mission : fonctionnement administratif, comptable, financier et social avec résidence à GRENOBLE.

Fonction : contrôle et exécution des directives fournies par Direction générale et cabinet conseil extérieur.

Profil : Z.U.T., S.T.S. ou équivalent avec expérience confirmée en gestion administrative; personnalité affirmée et inflexible dans l'exécution; souplesse d'adaptation et rapidité dans la décision.

C.V. manuscrit + photo et prétent. s/réf. 753 à 15, bd du Mail-Leclerc, 38000 GRENOBLE. Discretion professionnelle assurée.

**J.VITE**  
PSYCHOLOGUE PROMOTION

### SOCIÉTÉ PRODUITS GRANDE CONSOMMATION

recherche pour région Bourgogne

### CADRE A1

ayant expérience implantation, organisation de magasins, gestion stocks, inventaire, relations fournisseurs et commandement pour prendre en charge le service Réception.

Expédition magasin M.P. et P.F.

Env. C.V. man. photo + prét. et s/réf. 7534 M. REGIE-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, 75003 PARIS.

### débutant exportation

BSN-Gervais Danone propose à un jeune HEC, ESSEC, ESCP, ESC, débutant, de contribuer au développement de sa Branche Verte d'Emballage sur le marché des pays anglophones.

Rattaché au chef de service Export du Département Flaconnage, il devra en permanence analyser le marché qui lui sera confié afin de proposer et de réaliser, par son action personnelle en clientèle, des objectifs de vente ambitieux. Si besoin est, son rôle pourra s'étendre à d'autres pays.

La maîtrise parfaite de l'Anglais et de l'Allemand est indispensable; la connaissance de l'Espagnol serait appréciée.

Lieu du poste : Paris.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. D 10, à Daniel Hardouin, BSN-Gervais Danone, 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

**bsn.gervais danone**

### AFRIQUE DU NORD DIRECTEUR RÉGIONAL

Un groupe pharmaceutique international de tout premier plan recherche un collaborateur capable d'assurer l'implantation et le développement de ses produits en Afrique du Nord ainsi que de la responsabilité d'une équipe (recrutement, formation, administration).

Basé à Casablanca, le candidat retenu devra avoir des qualités morales, un esprit entrepreneurial et une grande disponibilité.

**CONDITIONS ATTRAYANTES**  
Rémunération fixe - Logement  
Voiture de fonction - Frais réels.

Les premiers intéressés sont priés d'envoyer leur candidature sous pli fermé à :

**COFAP** 40, rue de Clugny 75010 Paris 10.

### POUR UN IMPORTANT CHANTIER VRD EN IRAN

UN GROUPE FRANÇAIS de taille internationale recherche un

### DIRECTEUR DE TRAVAUX

Il prend en charge la préparation, l'organisation et la conduite d'un chantier de voirie et réseaux urbains destiné à une ville nouvelle de 30.000 habitants.

C'est un ingénieur de formation ayant au moins 5 ans d'expérience de VRD, pouvant prouver aujourd'hui sa réussite aussi bien technique que commerciale sur un grand chantier.

La connaissance de l'anglais est utile à ce poste de haut niveau.

La rémunération du candidat tient compte de sa valeur et de son passé professionnel.

Le poste est à pourvoir dans une grande ville en IRAN.

Le contrat est assorti de conditions d'expatriation.

Adresser C.V. détaillé sous référence 10651 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

### Importante Société Banlieue Sud-Ouest de Paris recherche

### INGENIEURS ELECTRONICIENS grandes écoles

ayant 2 à 4 ans d'expérience en électronique digitale rapide (jusqu'à 50 MEGABITS par seconde) pour coordination et suivi de sous contrats (spécifications, suivi technique etc.).

Réf. A

### INGENIEURS ELECTRONICIENS grandes écoles

débutants à 2 ans d'expérience pour définition et étude de systèmes informatiques temps réel. Connaissance mini-calculateur (POP 11, NOVA, MITRA) appréciée.

Réf. B

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

ayant expérience de rédaction de notices d'utilisation et de maintenance de matériels informatiques (mini-calculateurs, périphériques etc.).

Réf. C

Déplacements de courte durée en Europe, anglais courant indispensable.

Adresser CV, rémunération souhaitée sous N° 4542 en précisant la référence du poste à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Eschima 75008 Paris qui transmettra.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

### DEUX INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS

spécialistes problèmes ÉNERGIE

- L'un des postes est orienté vers des activités commerciales export et implique que le titulaire sache réaliser seul des offres d'exportation pour systèmes de télécommunications.
- L'autre poste concerne, au sein d'une équipe ingénierie, la mise en œuvre d'installations d'énergie pour systèmes de télécommunications.

Pour ces deux postes, il est nécessaire de bien connaître les matériels : batteries, chargeurs, redresseurs de puissance, onduleurs, groupes électrogènes... et de posséder la pratique de la langue anglaise.

Le lieu de travail est situé en région parisienne avec des déplacements en France et à l'étranger.

Adresser cur. vitae et prétentions sous n° 11.617, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

Pour l'une de nos Sociétés sous

### BADISCHE MASCHINEN FABRIK

nous recherchons, pour la France

### UN INGÉNIEUR DE VENTES

pour équipements spécialisés de l'industrie de la fonderie (presse à commandes hydrauliques, lignes de prototypage...)

Expérience dans le domaine souhaitée.

Age : 28 ans maximum.

Connaissances de la langue allemande ou anglaise. Acceptant déplacements fréquents en métropole. Un stage de formation en Allemagne est prévu.

Adresser cur. vitae détaillé avec lettre manuscrite à : AERECO-DECOUPLE, Département des Relations Sociales, rue Desperriers, 93141 PARIS.

offres d'emploi

### CERG INFORMATIQUE

### CHEF DE PRODUIT

Cont. BUDG.

### TECHNO COMMERCIAL

### CHIMISTE COSMÉTIQUE

### 2 INGENIEURS INFORMATIQUES

### CHEF DE

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE

### DIRECTEUR EXPORTATION

140.000 F

### etap

### SOLVAY et Cie

### UN ADJOINT A CHEF DE MARCHE

### PSYCH



offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**CABINET D'AUDIT FRANÇAIS**  
**A VOCATION INTERNATIONALE**  
recherche pour son bureau de  
**MADRID**

**RÉVISEUR CONFIRMÉ**  
**BILINGUE FRANÇAIS-ESPAGNOL**

- Formation expertise comptable et diplôme d'enseignement supérieur ;
- Age 27 ans minimum ;
- 3-4 ans expérience professionnelle ;
- large autonomie et responsabilité ;
- Intégration à un collectif.

Adresse: C.V. détaillé, prétentions, photo, sous n° 8017, PUBLICITE MEESTERS, 113, r. de Baudry, PARIS (12<sup>e</sup>), qui transm. - Discretion assurée.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES  
PARIS SUD**  
recherche  
pour **SERVICE INFORMATIQUE**

**CHEF DE PROJETS**

**ÉTUDES**

**AVANT :**

- Solide formation théorique de base : grande école, université (M.I.A.G.E.) ou équivalent
- 4 à 5 ans références industrielles.

**Adressez :** C.V. et présentations, à numéro 5317,  
**EMPLOIS ET ENTREPRISES,**  
18, rue Volney - 75002 PARIS.

**CONSTRUCTEUR PROMOTEUR**  
recherche  
**COMPTABLE**  
(Homme ou Femme)  
ayant une bonne expérience de Sociétés Civiles  
Immobilières pour leur gestion en liaison directe  
avec le P.D.G. et le Directeur de programmes  
et la tenue de comptabilité générale.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 8.915,  
c/o Monda » Publ., 3, r. des Italiens, 75427 Paris-9°

Nous prions instamment nos onnon-  
ceurs d'avoir l'obligeance de répondre  
à toutes les lettres qu'ils reçoivent et  
de restituer aux intéressés les docu-  
ments qui leur ont été confiés.

**representation offres**

**SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS MÉDICALES**  
**RECHERCHE**  
**POUR RÉGION NORD**  
**REPRÉSENTANT EXCLUSIF**

**Expérience en milieu médical officinaire  
pour vente à professionnelle.**

- Formation rémunérée.
- Tous avantages sociaux cadre.
- Salaire lié aux résultats.
- Voiture indispensable.
- Vacances assurées.

**Env. lettre man., curriculum vitae et photo, à :**  
**M. J. VOISARD — M.L.S. — E.T.**  
**123, rue d'Alsée — 75014 PARIS.**

**secrétaires**

**secrétaire**

**a direction**

**JEUNE REVUE**  
**SCIENCES HUMAINES**  
recherche

**SECRÉTAIRE DIRECTION**  
**STENOGRAPHE RAPIDE**  
**JEUNES**  
réformé, dynam. tr. organisée.  
M. C. V. des. Henri Doupier,  
rue de Turbigo, 75002 Paris.

Import. Atlat. Hi-Fi recherche

**SPECIALISTES**

bien introduits dans la profession pour dist. nat. très haut. qual. Ecrite après réus. 3417, à P. LICHARD S.A., 10, Lovatelli, 75003 PARIS Cédex 6, qui transmettra.

**information**

**emploi**

**POUR TROUVER**

**UN EMPLOI**

**SECRETAIRE** STENO-  
DACTYLO  
Anglais ANGLAIS, si possible  
connaissant les services commer-  
ciaux. - Exp. 3 à 5 ans min.  
Ép. pr. récév. - 1 700-50-50.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**EXPORTATION**  
sitée à Neully. - M. Sablon  
recherche

**SECRETAIRE**  
BILINGUE ANGLAIS  
Notions allemand si possible

70002 PARIS.

**SAINT-CLOUD** 191 3872  
J.E. Mch. STENO  
S. Mch. STENO  
@ H. X. J. 46-55-57.

**formation  
profession.**

**CH. ANIMATEURS** de tout.  
C. A. droit, com. langues.  
N. 1211 (bureau)  
de Moines 7217 PARIS.

**Ch. 500 000** pour placement  
immobilier sur 100 hectares  
à brétilants et vendre parcelles  
privées du terrain; bonne  
fin. Caution. Ecrire ASSEPE,  
BP 543, 33004 RENNES CEDEX.

**AGENT Exportation Canada-U.S.A.**  
pour documentation clientèle,  
élaborer prospectus pour différents  
produits industriels ou alimen-  
taires (viande animale). Ecrire  
N. C. 1211 (bureau),place Monnaie (P.O. Canada).



















# LA VIE ÉCONOMIQUE

## Quelle sécurité économique mondiale ?

(Suite de la première page.)

La réponse dépend de l'école à laquelle on appartient. La première estime qu'au degré d'interconnexion qu'en sont arrivées les économies des pays riches, du fait de l'extension de leur commerce, des essais de solutions partielles sont voués à l'échec.

L'autre thèse défend l'idée selon laquelle le retour aux équilibres doit se manifester en partant du plus petit cercle de responsabilité autonome, celui de la nation, pour aller à travers une autre zone de déterminations en quête d'homogénéité, celle du Marché commun, vers la grande

famille des pays industrialisés qui n'ont pas d'autres liens entre eux que d'appartenir au « club des riches ».

Des interférences politiques jouent très vite leur rôle dans ces points de vue. Le premier rejoint les idées des « atlantistes », qui ne seraient pas fâchés qu'un organisme quelconque, aussi souple que possible pour ne pas effrayer les moyens et les petits pays, s'installe en permanence pour travailler entre les « sommets » à dégager des voies de coopération.

Le deuxième, fidèle à la conception d'une « Europe européenne »

qui n'est plus seulement aujourd'hui celle des gaullistes, rejettant ces mécanismes trop contraignants, voudrait que l'on puisse balayer devant sa porte et faire des progrès vers l'union économique et monétaire à neuf avant de prendre des engagements réciproques qui impliqueraient les États-Unis d'Amérique.

### La langueur et la « stimplification »

Ce qui est sûr, c'est que les pays industrialisés non communistes vivent en ce moment, à des degrés divers, le même genre de maladie de langueur : des pays qui pourraient reprendre hardiment le flambeau de la croissance comme l'Allemagne ou les États-Unis se font prier parce qu'ils sentent trop proche le souffle chaud de l'inflation. Quant aux autres, comme la Grande-Bretagne et l'Italie, pour caractériser leur état, le mot même de « stagflation » est passé de mode : l'« Economist » a lancé celui de « stimplification » qui traduit la coexistence d'une forte récession et d'une inflation à deux chiffres.

Il fut un temps où M. Ford invitait M. Helmut Schmidt à Washington, notamment pour lui faire expliquer comment il se tirait si bien des vicissitudes économiques de l'époque. M. Jimmy Carter serait-il tenté encore de demander au responsable des affaires allemandes la recette de son succès ?

Sans doute, au sein de l'aréopage qui se réunira à Londres le 7 mai, le représentant de la République fédérale allemande fera, de tous, la moins mauvaise figure. Mais le vent qui souffle outre-Rhin n'est plus aussi salubre qu'il y a deux ou trois ans, et la belle mécanique allemande présente ici et là des taches de rouille.

La plus grave est celle du chômage. En 1976, le million de sans-emploi a été dépassé, et les

prévisions pour 1977 sont encore de l'ordre de 950 000. Le gouvernement de Bonn avait lancé l'an dernier un programme de 1,6 milliard de DM pour faciliter la mobilité des travailleurs. Il devait toucher 200 000 chômeurs, mais on est aujourd'hui fort loin d'un compte. Autre mesure : la réduction du nombre des travailleurs étrangers. L'effectif est passé de 2,4 millions en 1973 à 1 850 000, mais les enfants des immigrés les plus anciens commencent déjà à arriver sur le marché du travail. Comme le note Claude Ryabin, délégué du C.N.P.F. pour les relations internationales, dans une étude sur notre voisine d'outre-Rhin (1), « un fait déplorant s'impose avec évidence : l'évolution actuelle et prévisible de l'économie allemande rend le plein emploi impossible pour des années encore ».

La population allemande a commencé à baisser, il est vrai, avec la chute récente du nombre des naissances, mais, en même temps, on prévoit pour les dix prochaines années que le nombre des demandeurs d'emploi va augmenter, du fait de la forte natalité de la fin des années 60 et du début des années 70. Dès 1977, cette augmentation sera de 130 000. Mais comme cette pression démographique ne sera que temporaire, beaucoup d'économistes estiment qu'il ne faut pas chercher à multiplier le nombre des emplois au détriment de la productivité, faute de quoi la compétitivité de l'économie allemande serait mortellement atteinte.

L'important chômage persistant a fait sortir de sa réserve, on le sait, M. Vetter, président de la centrale syndicale D.G.R. qui préférait pas à remettre en question, en janvier, l'économie de marché, « si celle-ci s'avère impuissante à rétablir l'emploi ». Une entaille, pas encore grave puisque les syndicats ne se prononcent pas explicitement pour un autre système, mais préoccupante tout de même, dans le fameux « consensus » d'outre-Rhin. A quel bon restaurer les marges de profit des entreprises, si les investissements réalisés

grâce à cela ne sont pas créateurs d'emplois ?

Pourtant, on ne peut dire que les recettes de lord Keynes soient totalement oubliées en Allemagne, puisque le déficit du secteur public dans son ensemble représente 4 % du P.N.B., presque autant qu'en Grande-Bretagne et beaucoup plus qu'en France. De même, un programme d'investissements publics portant sur quatre ans devra réinjecter 16 milliards de DM dans le circuit économique.

Le « modèle » de Bonn sera donc regardé lors du « sommet » de Londres avec moins d'envie que par le passé. En revanche, les Allemands dépendent tellement du marché mondial qu'ils seront particulièrement attentifs à la manière dont les Américains entendront mener leur politique économique. Ils regarderont aussi comment les Européens voisins espèrent se sortir des difficultés de l'heure et de quelle façon le dialogue Nord-Sud pourra reprendre.

### En attendant

le « nouvel ordre monétaire »

S'ils ne veulent pas dépasser le seuil d'inflation ou de chômage au-delà duquel le « sauve-qui-peut » national, c'est-à-dire le protectionnisme, se déclencherait ici et là comme une sorte de réflexe, entraînant cette fois la vraie crise mondiale, les États du « sommet » de Londres devraient commencer d'accorder sérieusement leurs violons, puis, plus que jamais, la politique économique de uns réagit sur les autres.

Comment y parvenir, dira-t-on, puisque le système monétaire international a complètement éclaté ? Mais s'il a éclaté, n'est-ce pas précisément parce que les disciplines nationales se sont relâchées à un point tel que l'ensemble ne pouvait tenir ? Que les États-Unis aient donné le mauvais exemple n'exuse pas ceux qui l'ont suivi. Il serait donc bien naïf d'attendre que, dès quelque cinquante plans de ré-

forme du système monétaire international ou des discussions ridicules à propos des « changes flottants » et des « parités fixes mais ajustables », naisse un jour prochain la vérité de l'Occident monétaire et, comme par enchantement, la fin de la crise.

La faillite du système monétaire international a rendu évidemment encore plus vulnérables les économies nationales, mais comme on ne voit pas comment reconstruire, dans l'état actuel des esprits, un « ordre » monétaire digne de ce nom, il faut parer au plus pressé, c'est-à-dire faire cesser d'un pays à l'autre non pas les maléfices (chômage, inflation) pour s'en débarrasser sur le voisin, mais les règles de gestion les plus strictes, étant entendu que les mieux lotis à cet égard réaménageraient ensuite la pompe de la croissance.

Cette croissance, qui n'en ignore, ne peut plus suffire à elle seule aujourd'hui à extirper le chômage, et des politiques actives de l'emploi, volontaristes, devront être menées. Les chefs d'État et de gouvernement qui se réuniront bientôt à Londres confronteront, souhaiçons-le, les expériences en cours et les projets sur ce chapitre essentiel.

Les pays riches sont aujourd'hui sans boussole. Ayant perdu une commune référence monétaire, ils ont créé les droits de tirage spéciaux. Comme l'écrivit fort justement Jean-Gabriel Thomas (2) : « Bâtir une monnaie internationale sur un « cocktail » de monnaies subjectives, c'est bâtir « en dur » sur les sables mouvants ». Ayant perdu le secret de la croissance dans la stabilité, ils vont du « stop » au « go », au gré des pressions de l'opinion. Rateront-ils aussi demain le dialogue déterminant pour la sécurité économique mondiale avec les pays du sud de la planète ?

PIERRE DROUIN.

Prochain article :

LES CHIENS DE FAIENCE

(PUBLI-ITE)  
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Entreprise SONATRACH

### Avis d'Appel d'Offres National et International

N° 02-77

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture du matériel décrit ci-dessous :

- a) - 400 disques diamantés à jante continue  
Ø 150 mm x 6 mm - Epaisseur diamantée 1,2 mm - Concentration 20 - Grain 100 - Liant métallique.
- b) - 180 disques diamantés à jante continue  
Ø 250 mm x 6 mm - Epaisseur diamantée 1,5 mm - Concentration 25 - Grain 72/85 MOA - Liant métallique.
- c) - 250 trépanes diamantées  
Ø 26 mm x 22 mm - Epaisseur diamantée 5 mm - Concentration 75 - Grain 18/25 - Longueur utile 90 mm.
- d) - 20 meutes diamantées à boliveau  
Ø 200 mm x 6 mm - Epaisseur diamantée 2 mm - Concentration 50 - Grain 200/240 - Alésage Ø 40 mm - Sur corps durai

Les offres doivent parvenir à la Direction Laboratoire Central des Hydrocarbures - Cité de Boumerdes - BOUMERDES (ALGER), sous double pli cacheté avec mention : « Ne pas ouvrir - Appel d'offres numéro 02-77 ».

La date limite de remise des offres est fixée à 30 jours à partir de la parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront liés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

## UN PROGRES EVIDENT. LE CHEQUE-CONFIANCE.

Mars 1969, le CIC est le premier à proposer à ses clients l'impression de leur adresse sur les chèques, qui, par la suite, est devenue une obligation légale.

Janvier 1977, le CIC offre à ses clients le pré-barrement systématique des chèques. Cette deuxième mesure rencontre un accueil très favorable.

En outre, les clients du CIC reçoivent des informations très précises sur la façon la plus sûre de remplir un chèque (encore noir, libellé...). La « Lettre Mensuelle » du CIC (la fraude en échec) précise, de façon exhaustive, l'ensemble des précautions à prendre.

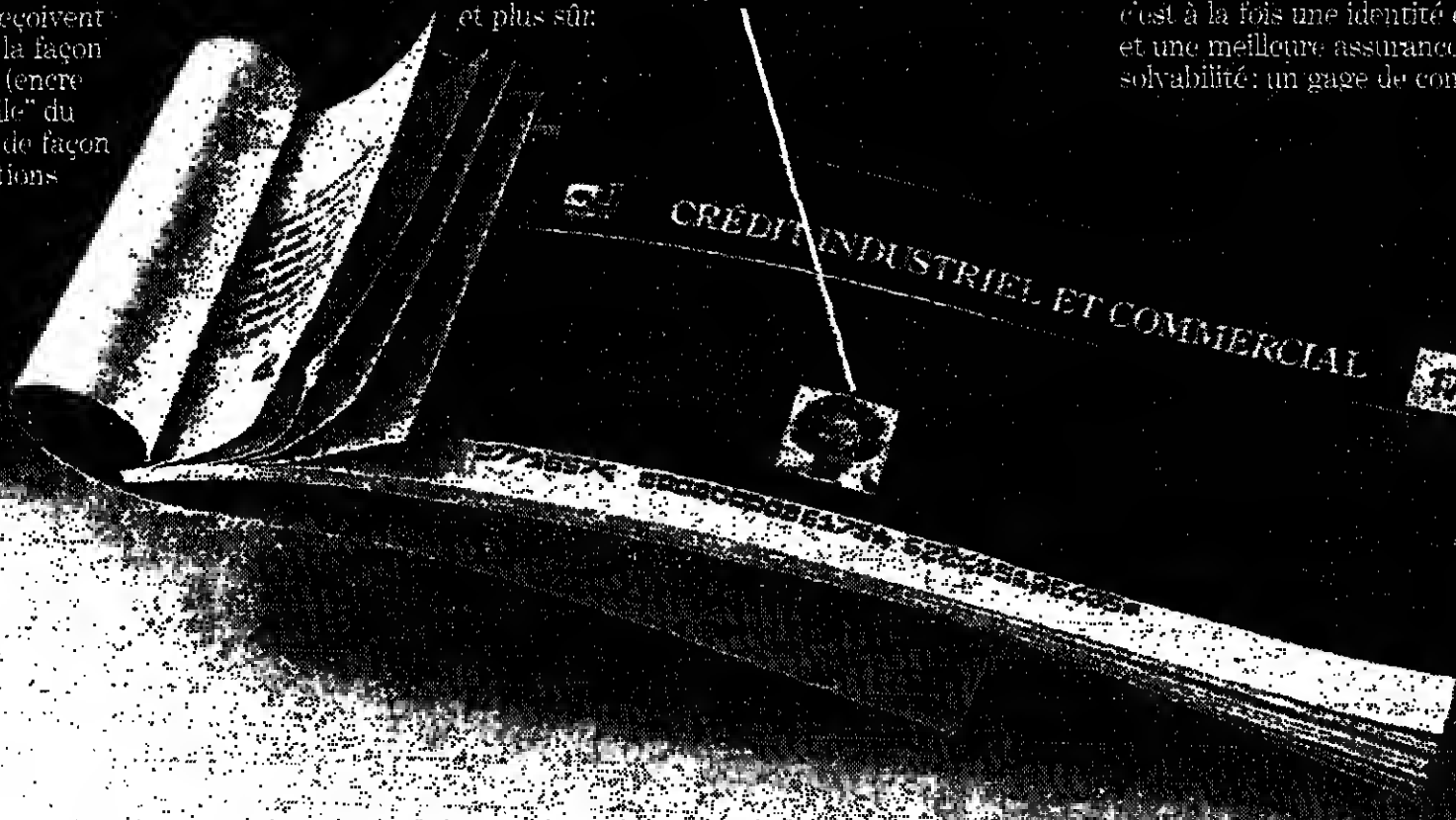
Avril 1977 - Le CIC lance le chèque avec photo. Une enquête révèle que 76 % des clients interrogés, sont entièrement acquis à cette nouvelle sécurité. Les commerçants consultés considèrent qu'il s'agit d'un progrès évident.

En confirmant l'identité du titulaire, le chèque-confiance avec photo constitue un moyen de paiement à la fois plus pratique et plus sûr.

Nous connaissons nos clients, et leur photographie, reproduite sur les chèques, témoigne de la confiance que nous leur accordons.

La où ils ne sont pas connus, le paiement par chèque sera mieux accepté par les commerçants.

La photographie sur le chèque, c'est à la fois une identité confirmée et une meilleure assurance de solvabilité : un gage de confiance.



CHEQUE-CONFIANCE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

ÉCONOMIE

CONSUMATION

projet ambitieux... et limité

La faillite du système monétaire international a rendu évidemment encore plus vulnérables les économies nationales, mais comme on ne voit pas comment reconstruire, dans l'état actuel des esprits, un « ordre » monétaire digne de ce nom, il faut parer au plus pressé, c'est-à-dire faire cesser d'un pays à l'autre non pas les maléfices (chômage, inflation) pour s'en débarrasser sur le voisin, mais les règles de gestion les plus strictes, étant entendu que les mieux lotis à cet égard réaménageraient ensuite la pompe de la croissance.

La faillite du système monétaire international a rendu évidemment encore plus vulnérables les économies nationales, mais comme on ne voit pas comment reconstruire, dans l'état actuel des esprits, un « ordre » monétaire digne de ce nom, il faut parer au plus pressé, c'est-à-dire faire cesser d'un pays à l'autre non pas les maléfices (chômage, inflation) pour s'en débarrasser sur le voisin, mais les règles de gestion les plus strictes, étant entendu que les mieux lotis à cet égard réaménageraient ensuite la pompe de la croissance.

Cette croissance, qui n'en ignore, ne peut plus suffire à elle seule aujourd'hui à extirper le chômage, et des politiques actives de l'emploi, volontaristes, devront être menées. Les chefs d'État et de gouvernement qui se réuniront bientôt à Londres confronteront, souhaiçons-le, les expériences en cours et les projets sur ce chapitre essentiel.

Les pays riches sont aujourd'hui sans boussole. Ayant perdu une commune référence monétaire, ils ont créé les droits de tirage spéciaux. Comme l'écrivit fort justement Jean-Gabriel Thomas (2) : « Bâtir une monnaie internationale sur un « cocktail » de monnaies subjectives, c'est bâtir « en dur » sur les sables mouvants ». Ayant perdu le secret de la croissance dans la stabilité, ils vont du « stop » au « go », au gré des pressions de l'opinion. Rateront-ils aussi demain le dialogue déterminant pour la sécurité économique mondiale avec les pays du sud de la planète ?

SÉCURITÉ SOCIALE

NTINE NEGOCIATION ENTRE LES BAMBANS  
DIA FEDERATION DES MEDICINS DE FRANCE

La faillite du système monétaire international a rendu évidemment encore plus vulnérables les économies nationales, mais comme on ne voit pas comment reconstruire, dans l'état actuel des esprits, un « ordre » monétaire digne de ce nom, il faut parer au plus pressé, c'est-à-dire faire cesser d'un pays à l'autre non pas les maléfices (chômage, inflation) pour s'en débarrasser sur le voisin, mais les règles de gestion les plus strictes, étant entendu que les mieux lotis à cet égard réaménageraient ensuite la pompe de la croissance.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS  
DU « MONDE »

La faillite du système monétaire international a rendu évidemment encore plus vulnérables les économies nationales, mais comme on ne voit pas comment reconstruire, dans l'état actuel des esprits, un « ordre » monétaire digne de ce nom, il faut parer au plus pressé, c'est-à-dire faire cesser d'un pays à l'autre non pas les maléfices (chômage, inflation) pour s'en débarrasser sur le voisin, mais les règles de gestion les plus strictes, étant entendu que les mieux lotis à cet égard réaménageraient ensuite la pompe de la croissance.

Pourquoi choisir le  
pour aller en Amé

Maintenant nous vous proposons :  
BOEING 747  
Paris-Rio de Janeiro-Bu

Vous avez juste le temps d'apprécier  
l'essor de ce super liner et de découvrir à  
l'admissionnelle hospitalité argentine.



# ECONOMIE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CONSOMMATION

#### BILLET

### Un projet ambitieux... et limité

Il semble bien que, cette fois, le projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs soit en bonne voie. Le conseil des ministres devait, en effet, l'approuver mercredi 4 mai. S'il ne l'a pas fait, il y a eu, au moins, pour être sûr, un examen préalable, par le conseil, d'un projet de loi, qui n'est pas encore définitif, mais qui est, en tous cas, très ambitieux. L'ensemble des ministres intéressés (Finances, Industrie, Commerce et Artisanat, Agriculture, Justice) étant trop « neutres » dans leurs fonctions : ils n'ont pas eu le temps de prendre connaissance de fond de ce texte préparé par leurs prédécesseurs.

A première lecture, il semble à la fois ambitieux et très limité (le Monde du 11 février). Ambitieux, car il prétend remédier aux lacunes et aux inadaptations d'une législation faite de textes multiples et souvent vieillissants. Car il étend considérablement la liberté d'intervention des pouvoirs publics en matière d'interdiction de fabrication et de commercialisation de produits et de services dangereux, en matière d'étiquetage informatif, de codification de produits ; car il organise la chasse aux abus des entreprises de crédit et des sociétés de crédit à l'égard des consommateurs. Très limité, car ce projet de loi ne vise pas à constituer la « loi-cadre », que souhaitaient les organisations de défense des consommateurs et que son application dépendrait essentiellement de la volonté politique de l'application et de la rendre

efficace. Mme Servan, secrétaire d'Etat à la consommation, le considère comme un des « textes fondamentaux » de son programme (le Monde du 27 mai 1976). Tout en convenant qu'il ne s'agit en rien d'une loi-cadre, elle nous a confié qu'elle avait voulu tel, car il « est suffisamment souple et précis pour s'adapter sans risque d'être rapidement caduc à l'évolution de la consommation ». Quant à la volonté politique, elle ne doute pas de son existence, comptant pour cela en partie sur la pression de l'opinion publique.

Tel qu'il est, ce texte répond à un besoin, et l'intention de Mme Servan de regrouper dans un « code de la consommation » l'ensemble de lois les textes éparpillés est louable. Le projet de loi semble pour l'instant ne pas soulever l'opposition des « partenaires de la consommation » : professionnels ou consommateurs. Il faudra sans doute attendre sa discussion au Parlement — la secrétaire d'Etat le voudrait aussi proche que possible — pour en juger vraiment. A cet égard, le projet de loi sur le crédit à la consommation en donne un bon exemple.

D'inspiration libérale, le projet de loi actuel a le gros avantage de constituer un outil qui manquait à la parlotte des pouvoirs publics, quelle que soit leur orientation politique dans un avenir plus ou moins proche.

J. D.

### SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Société anonyme  
au capital de 25.000.000 F  
Banque fondée en 1885  
Siège social :  
75, rue Paradis - 13006 Marseille  
R.C. Marseille B 664.005.532  
APE n° 6503

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue au siège social de la société à Marseille, le 28 avril, sous la présidence de M. Edmond de Cazalet, président et directeur général, a approuvé les comptes de l'exercice 1976, faisant ressortir les bénéfices à 7.828.832,10 F.

Le dividende qui sera mis en paiement le 9 mai 1977, est de 125 F par action ancienne (actions numérotées de 1 à 125.000).

A ce dividende s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), soit 4,75 F par action, ainsi que le montant de chaque action ancienne à 825 F.

Le paiement se fera par estampillage des certificats nominatifs ou contre remise du coupon n° 30 pour les actions au porteur.

Le rapport à nouveau est de 1.447.000,13 F.

Toutes les résolutions ont été adoptées.

A l'issue de cette assemblée ordinaire, une assemblée extraordinaire qui a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social jusqu'à un maximum de 150 millions de francs en souscrivant de nouvelles actions et conditions qu'il verra.

### SIMCO

Le montant des loyers dus par la société au cours du premier trimestre de l'exercice 1977 s'élève à 21.800,18 F contre 20.774,71 F pour le premier trimestre 1976.

Ce montant ne tient pas compte des sommes à recevoir au titre de la garantie en raison du blocage des loyers pour le premier trimestre.

Jeu 12, vendredi 13 mai  
NOUVELLES STRATÉGIES  
DES MULTINATIONALES  
Avec Jean CHENEVIER, Chac  
CHONCHOL, André JACQUET,  
Jean GAUDEREAU, Claude  
VINCENT  
Inscriptions : CEREPI,  
28, rue Casabianca - Paris (14)  
Tél. 336-94-41

### Groupe Paluel-Murmont PIERRE-INVESTISSEMENT S.I.C.A.V.

L'assemblée générale ordinaire réunie le 28 avril 1977, à 11 h. 30, sous la présidence de M. Henri-Ludon Bonnet, a approuvé les comptes de l'exercice 1976 et fixé le montant global du dividende à 7,80 F dont : coupons 6,77 F et impôts déjà payés au Trésor (avoir fiscal) 1,03 F.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du mardi 17 mai 1977.

M. Henri-Ludon Bonnet, réélu administrateur pour six ans, a été nommé Président-Directeur Général de la société par un conseil d'administration qui s'est tenu à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

### SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS

Le bénéfice net de l'exercice 1976 s'élève à 52,8 millions de francs contre 34,4 millions de francs en 1975.

Le bénéfice net du groupe Routière Colas est de 71,5 millions de francs. Après 130,5 millions d'amortissements.

En 1976, le bénéfice net consolidé s'élève à 62,9 millions de francs contre 30,5 millions d'amortissements.

Cette progression des résultats, d'autant plus remarquable que les travaux ont été réalisés dans des conditions difficiles, est due à la poursuite de l'expansion qui s'est poursuivie favorablement dans la plupart des secteurs d'activité.

En dépit de la contraction du volume des travaux routiers en France, le groupe Colas poursuit sa croissance et devrait atteindre en 1977 un niveau de résultats comparable à celui des deux années précédentes. Mais, pour assurer la continuité des progrès réalisés, c'est aussi sur les nouvelles implantations techniques et de nouvelles implantations à l'étranger que le groupe est impliqué.

Le conseil d'administration s'est réuni le 27 avril 1977 et a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire pour le 22 juin. Il sera proposé la distribution d'un dividende augmenté de 6,5 F pour tenir compte des réserves et des provisions, ainsi que de 1,5 F pour l'impôt sur les sociétés, soit, avec l'impôt fiscal, un revenu global de 8,00 F.

Une assemblée générale extraordinaire a été tenue le 28 avril, sous la présidence de M. Henri-Ludon Bonnet, ayant pour principal objet d'approuver l'augmentation du capital de 25.000.000 F par la souscription de 500.000 actions de 50 F.

La répartition de l'actif net au 31 mars 1977 était la suivante : Obligations françaises : 33,47 % ; Obligations étrangères : 2,11 % ; Actions étrangères : 29,09 % ; Autres éléments d'actif net : 1,93 %.

Le conseil d'administration, réuni le 28 avril, a examiné le bilan et les comptes de l'exercice 1976, tels qu'ils sont présentés à l'assemblée générale.

Le montant des ventes et produits accessoires de l'exercice s'élève à 31.924.513 F contre 23.494.198 F en 1975. Le solde créditeur du compte de répartition est de 57.623 F, alors qu'en 1975 celui-ci faisait apparaître un solde débiteur de 60.228 F.

Le bénéfice net, après amortissements, provisions et impôts, ressort à 288.443 F contre une perte de 125.110 F pour l'exercice 1975.

Le conseil propose à l'assemblée la distribution d'un dividende net de 7,50 F par action, soit, avec un avoir fiscal de 0,50 F, un revenu global de 8,00 F par action, alors que pour l'exercice précédent le dividende s'élevait à 6 F correspondant à un revenu global de 6 F.

Enfin, il sera proposé à l'assemblée de désigner la société S.I.C.A.V. comme nouvel administrateur.

### LES SICAV DE LA BANQUE ROTHSCHILD AU 31 MARS 1977

	ROTHSCHILD EXPANSION		LAFITTE RENDEMENT		LAFITTE TOKYO	
	F	%	F	%	F	%
Actions étrangères	187.198.614,61	41,26	1.742.230	2,34	38.974.157,98	56,57
Obligations françaises	22.834.202,28	5,21	15.727.482	21,07	—	—
Obligations étrangères	17.974.945,47	3,95	14.227.945,79	19,08	—	—
Obligations françaises	184.113.589,18	36,18	38.135.181,65	51,11	20.032.569	29,18
Liquidités	60.675.151,18	13,37	4.763.323,55	6,38	9.878.811,59	14,33
ACTIF NET	453.684.103,62	100	74.006.052,99	100	68.903.538,57	100
VALEUR LIQUIDE (ex-coupon de 7,87)	248,28		98,19		176,59	
	(ex-coupon de 7,87)		(ex-coupon de 7,16)		(ex-coupon de 3,23)	

### COFIMEG

Les recettes de la société au cours du premier trimestre 1977 se sont élevées à 24.388.000 F contre 22.700.000 F au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Il s'y ajoute les sommes à recevoir de l'Etat au titre de la garantie accordée conventionnellement pour compenser les effets du blocage partiel des loyers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977, sommes qui peuvent être estimées à environ 500.000 F pour le trimestre.

### SEFIMEG

Les recettes de la société au cours du premier trimestre 1977, à 20.388.000 F contre 18.949.000 F pour la période correspondante de l'exercice précédent. Il s'y ajoute 482.000 F de primes à la construction et 1.120.000 F de produits accessoires. Les résultats totaux du trimestre à 21.988.000 F contre 20.069.000 F au premier trimestre 1976, soit une progression de plus de 9 %.

### COMPAGNIE FRAISSINET

Le conseil d'administration, réuni le 27 avril 1977, a arrêté les comptes de l'exercice 1976.

Les comptes font ressortir un bénéfice de 7.541.595,18 F comprenant des plus-values à long terme pour un montant net d'impôt de 619.945,24 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 16 juin 1977 d'affecter à la réserve de plus-values à long terme une somme de 619.945,24 F de reporter à nouveau 2.191.304,84 F et de distribuer 5.921.649,94 F dont : 1.771.492 F de précompte mobilier.

Chaque action recevra un dividende net de 3,20 F net d'impôt d'un avoir fiscal de 1,75 F, soit un dividende global de 4,95 F identique à celui de l'exercice précédent.

### AUTOMOBILES M. BERLIET

Chiffres d'affaires comparés (en millions de francs)

	1976	1977
--	------	------

Prém. trim. 1.081.594,684 954.194,827  
Dont export. 457.518,947 313.452,485  
Prém. trim. 457.518,947 313.452,485

Le chiffre d'affaires au 31 mars 1977 comprend les ventes de véhicules et les transports sur ventes récupérées qui ne figuraient pas dans celui du 31 mars 1976. En outre, les commissions sur ventes ne sont plus déduites du chiffre d'affaires en 1977.

### ÉPARGNE - VALEUR

Société d'investissement à capital variable

Après mise en paiement le 31 mars 1977 du dividende global de l'exercice 1976 de 10,77 F (5,95 F de plus-values à long terme, la valeur liquidative de l'action s'élevait à la même date à 153,64 F ; le capital de la société atteignait 1.158.996,730 F et l'actif net 1.180.700,000 F. Les produits courants de l'exercice 1977 étaient compris dans cette valeur pour un montant de 18.988.700 F.

La répartition de l'actif net au 31 mars 1977 était la suivante : Obligations françaises : 33,47 % ; Obligations étrangères : 2,11 % ; Actions étrangères : 29,09 % ; Autres éléments d'actif net : 1,93 %.

### ÉPARGNE OBLIGATIONS

Au 31 mars 1977, le capital de la société s'élevait à 1.577.835.820 F, contre 1.585.854.600 F à fin décembre 1976.

L'actif net était de 1.850.556.811 F (contre 2.064.650.622 F au 31 décembre 1976) et se répartissait comme suit :

— Obligations en France, 61,71 % ;  
— Actions françaises, 5,22 % ;  
— Obligations en devises, 4,25 % ;  
— Autres actifs, 0,80 %.

La valeur liquidative de l'action ressortait à 123,62 F après mise en paiement le 31 mars 1977 d'un dividende de 10,98 F (soit, compte tenu d'un crédit d'impôt de 1,08 F, un revenu global de 12,00 F), contre 130,93 F à fin décembre 1976.

Le montant des revenus et du produit des sommes disponibles acquis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1977 représentait 2,75 F par action au 31 mars 1977.

### ÉPARGNE - CROISSANCE

Société d'investissement à capital variable

En tenant compte des produits courants déjà acquis (8.545.000 F), l'actif net de la société était évalué au 31 mars 1977 à 240.749.800 F. La valeur liquidative de chacune des 579.888 actions en circulation à cette date s'élevait à 414,14 F.

Il est rappelé qu'il a été mis en distribution le 30 septembre 1976 un dividende net de 18,50 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 3,25 F soit un dividende global de 21,75 F pour l'exercice 1975-1976.

La répartition de l'actif net au 31 mars 1977 était la suivante : Obligations françaises : 29,73 % ; Actions françaises : 17,75 % ; Actions étrangères : 42,71 % ; Autres éléments d'actif net : 9,79 %.

### ÉPARGNE - INTER

Société d'investissement à capital variable

En tenant compte des produits déjà acquis (4.000.000 F), l'actif net de la société était évalué au 31 mars 1977 à 397.994.800 F. La valeur liquidative de chacune des 1.632.974 actions en circulation à cette date ressortait à 243,12 F, après mise en paiement le 31 mars d'un dividende net de 10,58 F par action auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,12 F, correspondant à un dividende global de 11,70 F pour l'exercice 1976.

La répartition de l'actif net au 31 mars 1977 était la suivante : Obligations françaises : 27,38 % ; Obligations étrangères : 0,82 % ; Actions étrangères : 57,51 % ; Autres éléments d'actif net : 14,29 %.

### SÉCURITÉ SOCIALE

### ULTIME NÉGOCIATION ENTRE LES CAISSES ET LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS DE FRANCE

Les représentants des caisses d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants) et la Fédération des médecins de France (F.M.F.), qui syndicat médical signataire de l'avenant tarifaire de 1976 — devaient se réunir, mercredi 4 mai, pour mettre au point un accord sur l'évolution des honoraires durant l'année conventionnelle (mai 1977-mai 1978), au surplus de dernière heure, un compromis devait être dégagé, prévoyant globalement les honoraires d'environ 7 % pour cette période, soit 2 % environ pour l'année civile 1977.

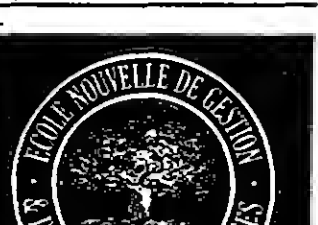
La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) qui n'a pas ratifié l'avenant tarifaire de 1976 et, de ce fait, n'a pas participé aux discussions pour 1977, devait se prononcer sur son retour dans la convention. Après un entretien, mardi au ministère de la Santé avec Mme Vell et une réunion de ses dirigeants, mercredi 4 mai, la C.S.M.F. devait annoncer sa décision. Une décision délicate puisqu'il s'agit de voter dans un train d'arrêt de la convention une base — les honoraires — qui risque de mal répondre à la situation véritablement délicate d'un point de vue des médecins de la S.M.F., deux tendances s'affrontent

### SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

Les associés de la société civile à capital variable Les rédacteurs du « Monde » sont convoqués, le mardi 17 mai 1977, à 15 h. 30, au siège de la société, 3, rue des Italiens, Paris (8<sup>e</sup>), pour y tenir l'assemblée générale ordinaire.

A l'ordre du jour :

- Admission de nouveaux membres ;
- Comptes de l'exercice ;
- Rapport du conseil d'administration ;
- Elections de trois membres du conseil d'administration ;
- Questions diverses.



Quelques places encore disponibles ! pour nos cycles de préparation au D.E.C.S.

CERTIFICAT COMPTABLE, CERTIFICAT JURIDIQUE ET FISCAL

renouveau des cours le 9 Mai 1977 ou sessions du mois d'Août.

Renseignements et documentation : POLE NOUVEAU DE GESTION ET DE PROJECTIONS INFORMATIQUES, 33, bd de Strasbourg - 75004 Paris. Téléphone : 525.05.41 - 525.01.98

## Pourquoi choisir le mercredi pour aller en Amérique du Sud ?..

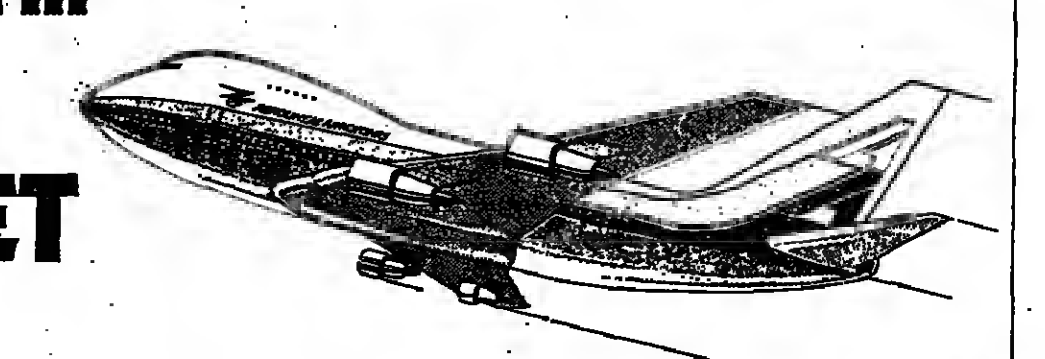
Maintenant nous vous proposons :

## BOEING 747 JUMBO JET

Paris-Rio de Janeiro-Buenos Aires

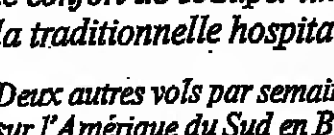
Vous aurez juste le temps d'apprécier le confort de ce super liner et de découvrir à bord, la traditionnelle hospitalité argentine.

Deux autres vols par semaine sur l'Amérique du Sud en Boeing 707. Consultez nos bureaux ou votre Agence de Voyages.



## AEROLINEAS ARGENTINAS

71, Champs-Élysées 75008 PARIS. Tél. : 225.31.66



L'ET COMMERCIAL



[illegible]







